



Rapport annuel 2012



Rapport annuel 2012

Publié par
le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)

DCAF Genève

Case postale 1360
CH-1211 Genève 1
Suisse
Tél: +41 (22) 741 77 00
Fax: +41 (22) 741 77 05

DCAF Bruxelles

Place du Congrès 1
1000 Bruxelles
Belgique
Tél: +32 (2) 229 39 66
Fax: +32 (2) 229 00 35

DCAF Ljubljana

Dunajska cesta 104
1000 Ljubljana
Slovénie
Tél: + 386 (3) 560 9 300
Fax: + 386 (3) 560 9 303

DCAF Ramallah

Rue Al-Maaref 34
Ramallah / Al-Bireh
Cisjordanie, Palestine
Tél: +972 (2) 295 6297
Fax: +972 (2) 295 6295

DCAF Beyrouth

Gefinor Bloc C
Bureau 604, Ras Beyrouth
Liban
Tél: +961 (1) 738 401
Fax: +961 (1) 738 402

DCAF Tunis

Rue Ibn Zohr 14
1082 Tunis
Tunisie
Tél: +216 (71) 286 755
Fax: +216 (71) 286 865

Email: info@dcaf.ch
Site web: www.dcaf.ch

ISBN 978-92-9222-266-6

© 2013 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)

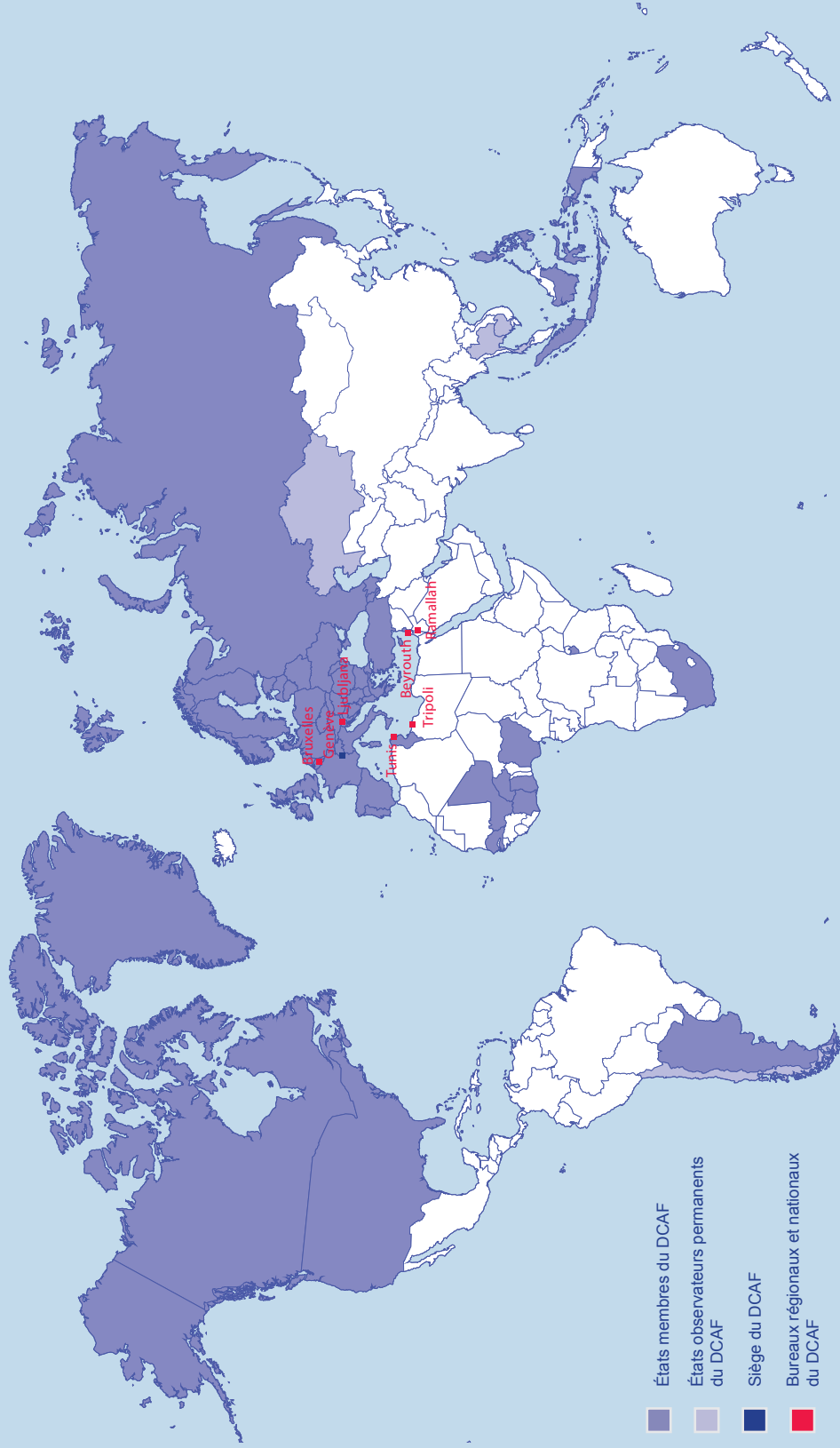
Le rapport annuel 2012 du DCAF peut être téléchargé au format PDF en anglais et en français depuis le site web du DCAF à l'adresse: www.dcaf.ch/2012

Crédit photo: UN Photo (couverture), Laurent Guiraud/Tribune de Genève (p. 7), IPAS Architectes SA, Neuchâtel (p. 11)

Table des matières

Le DCAF en bref	5
Une fondation aux bases solides: Préface du Directeur	7
I. La coopération avec les organisations internationales	13
Les Nations Unies.....	13
L'Union européenne.....	19
L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.....	24
L'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN	27
La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	31
L'Organisation internationale de la Francophonie	33
L'Union interparlementaire	35
II. La coopération régionale	36
L'Europe de Sud-Est	36
Les nouveaux États indépendants.....	47
Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.....	53
L'Afrique subsaharienne	58
L'Asie	66
L'Amérique latine et les Caraïbes.....	72
III. Les grands thèmes de la GSS en 2012	74
Le programme de conseil aux parlements.....	74
La gouvernance des services de sécurité privés	79
La gouvernance des services de renseignement.....	82
Les institutions de médiation pour les forces armées.....	85
La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité	88
Le renforcement de l'intégrité	91
IV. L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)..	93
Annexes	103
Le Conseil de fondation du DCAF.....	105
Le Bureau du DCAF	113
Le Comité d'experts international du DCAF.....	114
L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT).....	118
Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord du DCAF.....	119
Le Centre : organigramme et bureaux	120
Le personnel permanent du DCAF et le personnel en détachement.....	122
Le bilan financier du DCAF	124
Les donateurs du DCAF	129
Les publications récentes du DCAF et séries de publications	131
Les sites web du DCAF	150

États membres du DCAF en 2013



Le DCAF en bref

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF) est une fondation internationale de droit suisse, créée en octobre 2000 à l'initiative du gouvernement helvétique.

Le DCAF est réputé dans le monde entier pour son action en matière de réforme et de gouvernance du secteur de la sécurité (RSS et GSS). C'est grâce à la promotion de secteurs de la sécurité efficaces et responsables devant l'État et ses citoyens que le DCAF parvient à améliorer la sécurité et la justice afin de prévenir les conflits violents, de construire une paix durable, de renforcer l'État de droit, et de créer un environnement propice au développement politique, social et économique.

Le DCAF est guidé par les principes de neutralité, d'impartialité, de discrétion, de sensibilisation à la question du genre et d'appropriation locale.

Le Conseil de fondation du Centre, qui est composé d'États membres, comprend 61 gouvernements ainsi que quatre gouvernements et deux organisations internationales admis en tant qu'observateurs permanents.

Le DCAF a son siège à Genève ainsi que des bureaux permanents à Beyrouth, Bruxelles, Ljubljana, Ramallah, Tripoli et Tunis. Le Centre possède une division de recherche et cinq unités opérationnelles (Europe du Sud-Est, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique subsaharienne et place du genre dans la RSS, Partenariats publics-privés et l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT). Le DCAF emploie plus de 130 collaborateurs issus de près de 40 pays.

En 2012, les revenus du DCAF se sont élevés à 32,3 millions de francs suisses – dont 47,9 pour cent ont été financés par la Suisse et 52,1 pour cent par d'autres États membres et organisations internationales. Toutes les contributions versées au DCAF sont admissibles à l'APD (aide publique au développement).

Pour de plus amples informations sur le DCAF, voir www.dcaf.ch

Une fondation aux bases solides

Préface du Directeur



Chantier de la Maison de la paix en février 2013 (© Laurent Guiraud/Tribune de Genève)

Au cœur de la Genève internationale, sur un terrain tout en longueur situé à proximité des Nations Unies, le bâtiment de la future Maison de la paix prend progressivement forme. En 2014, il abritera le siège genevois du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF). L'image de cet édifice en train de s'élever illustre bien l'évolution du DCAF en 2013. En effet, si les années 2011 et 2012 ont été marquées par l'ouverture de nouvelles perspectives, 2013 se caractérisera par une consolidation des acquis et par la concrétisation des importantes initiatives engagées par le DCAF.

C'est sur des bases solides que le Centre entame l'année 2013. Le Conseil de fondation du DCAF réunit désormais **61 États membres** et **six observateurs permanents**. Le Centre possède des bureaux à Beyrouth, Bruxelles, Genève, Ljubljana, Ramallah, Tripoli et Tunis et compte plus de 130 employés de 37 nationalités différentes. En 2012, les revenus globaux du Groupe DCAF se sont élevés à 32,3 millions de francs suisses.

En 2012, des progrès significatifs ont été réalisés dans pratiquement tous les domaines d'activité du Centre. Dans les **Balkans de l'Ouest**, le DCAF s'est vu

confier de nouvelles et importantes missions par l'Union européenne (UE), la Norvège et la Suisse. Le DCAF Ljubljana est devenu une véritable plate-forme régionale en matière de coopération et de réforme de la police dans la région.¹ Des avancées considérables ont été faites dans les domaines de l'assistance parlementaire, de la gouvernance des services de renseignement, de la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité (RSS), de l'autonomisation de la société civile et de la modernisation du ministère serbe de l'Intérieur.²

En **Afrique du Nord**, le DCAF a poursuivi le renforcement de son soutien en faveur des processus de transition vers la démocratie au lendemain du « printemps arabe ». Pour mieux répondre aux demandes sur le terrain et aux attentes des donateurs, un Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord a été créé en juin 2012 et plusieurs États membres apportent déjà une contribution financière substantielle à cette initiative de financement multipartite. En 2012, le DCAF s'est établi à Tripoli afin d'aider à la mise en œuvre de sa toute nouvelle programmation de la réforme du secteur de la sécurité en Libye. Le Centre s'est également attaché à continuer de promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) au **Moyen-Orient**, en particulier dans le territoire palestinien occupé mais aussi en Iran, en Iraq, au Liban et dans les États du Conseil de coopération du Golfe.³

Les activités du DCAF en **Afrique subsaharienne** se sont intensifiées avec la réalisation en 2012 de plusieurs missions de soutien consultatif sur le terrain et la mise en place dans cette région de programmes nationaux et régionaux sur la place du genre dans la RSS. L'organisation à Nairobi d'une séance du Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Est, qui a réuni de grands décideurs et praticiens de la région et au-delà, aura été le temps fort de l'année 2012. Cette séance s'est concentrée sur les enseignements tirés des activités menées au Burundi, en Somalie et au Soudan du Sud ; elle était organisée en partenariat avec les gouvernements de ces trois pays ainsi qu'avec l'Union africaine, la Banque africaine de développement, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le Réseau africain pour le secteur de la sécurité.⁴ Des liens étroits ont également été tissés avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), notamment grâce à la publication de l'ouvrage *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*.⁵

En 2012, le renforcement du rayonnement géographique des activités du DCAF s'est poursuivi. De nouvelles et importantes missions confiées par la Suisse et l'UE sont venues compléter les projets du Centre en **Amérique latine** et dans **les Caraïbes**.⁶ Au total, en 2012, le DCAF a mené 17 missions sur le terrain en **Asie du Sud-Est** ; il a ainsi appuyé des processus de RSS aux Philippines et en

¹ www.pccseeseecretariat.si

² www.dcaf.ch/Region/Southeast-Europe

³ www.dcaf.ch/Region/Middle-East-and-North-Africa

⁴ <http://issat.dcaf.ch>

⁵ www.dcaf.ch/Region/Africa

⁶ www.dcaf.ch/Region/Latin-America-and-the-Caribbean

Thaïlande et contribué à la mise en place d'une série de dialogues multipartites sur la RSS et la GSS au Cambodge.⁷ Le DCAF a également été fortement présent en **Asie centrale** où il a fourni à l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE à Douchanbé les compétences nécessaires pour proposer des cours de perfectionnement à des professionnels de la sécurité aux frontières en poste dans la région et au-delà. Parallèlement, la coopération avec des organisations chargées de la sécurité aux frontières en Asie centrale a été renforcée dans le but de mettre progressivement sur pied un programme d'aide opérationnelle dans la région. Enfin, dernier élément mais non des moindres, en 2012, la République du Kazakhstan a rejoint le Conseil de fondation du DCAF avec le statut d'observateur permanent.⁸

Comme les années précédentes, le DCAF a consacré une grande partie de ses efforts à aider des organisations internationales et régionales à élaborer et mettre en œuvre leurs approches en matière de RSS.

Le Centre a ainsi aidé le Groupe de travail inter-agences sur la réforme du secteur de la sécurité des **Nations Unies** à concevoir et publier la première série de Notes d'orientation techniques intégrées sur la RSS. Le DCAF a également soutenu un important dialogue entre États membres, représentants des Nations Unies et experts sur l'approfondissement de l'approche des Nations Unies en matière de RSS dans le cadre du second rapport à venir du Secrétaire général des Nations Unies sur ce thème. En 2012, le DCAF a mené plusieurs missions d'appui et de formation afin d'aider par ses conseils diverses agences et départements des Nations Unies, tant au siège que sur le terrain.⁹

De même, la coopération avec l'**Union européenne** s'est considérablement renforcée, comme en témoignent les nouvelles missions confiées au DCAF par l'UE en Amérique latine, dans le territoire palestinien occupé et dans les Balkans de l'Ouest.¹⁰

Après que la Suisse eut désigné le DCAF comme l'un de ses partenaires stratégiques dans le cadre de sa présidence en exercice de l'**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe** (OSCE) en 2014, la coopération entre les deux organisations a connu un nouvel élan. Le Centre participera à une vingtaine de projets, dont une étude sur le rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité et l'organisation d'une session de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Genève, en octobre 2014. Le DCAF a également été invité à appuyer la présidence en exercice suivante de l'OSCE, en 2015, par la Serbie.¹¹

En 2012, le DCAF a continué d'approfondir ses connaissances dans des domaines précis de la RSS et de la GSS où il détient un savoir-faire inégalé en technique et en programmation sur des sujets comme la gouvernance des services de sécurité

⁷ www.dcaf.ch/Region/Asia

⁸ www.dcaf.ch/Region/Eastern-Europe-and-Central-Asia

⁹ www.dcaf.ch/Partner/United-Nations

¹⁰ www.dcaf.ch/Partner/European-Union

¹¹ www.dcaf.ch/Partner/The-OSCE

privés, la place du genre dans la RSS ou les institutions de médiation pour les forces armées.

Le DCAF continue de ce fait de jouer un rôle central en matière de **réglementation des entreprises militaires et de sécurité privées (EMSP)** en défendant le Document de Montreux, lequel rappelle les obligations des États au titre du droit international humanitaire en ce qui concerne les EMSP, ainsi que le Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité qui vient le compléter. En mai 2013, plus de 600 entreprises représentant plus de 95 pour cent des EMSP opérant à l'international avaient signé cet instrument d'autorégulation. En appui au Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, le DCAF participe désormais activement à l'élaboration du Mécanisme de contrôle prévu dans le cadre de cette initiative multipartite.¹²

Le DCAF reste le plus grand centre de connaissances au monde sur la question de la **place du genre dans la RSS**, comme en témoignent les demandes constantes formulées par les États membres en vue d'aider à l'examen des politiques, des législations et des programmes d'éducation et de formation pour garantir l'intégration des questions de genre dans les processus de RSS. En 2012, le DCAF a continué de fournir des conseils sur l'élaboration de politiques, d'œuvrer au renforcement des capacités et de favoriser le dialogue sur la question de la place du genre dans la RSS avec différentes parties prenantes, notamment les forces armées, de police et de gendarmerie, le secteur de la justice et la société civile.¹³

Créée à l'initiative du DCAF en 2009, l'association informelle des **institutions de médiation pour les forces armées** ne cesse d'étendre son influence et d'attirer de nouveaux membres. Organisée en 2012 par le gouvernement canadien, la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées a réuni plus de 30 pays participants dont, pour la première fois, de nouveaux membres provenant d'Afrique, d'Europe de l'Est, d'Asie centrale et du Caucase.¹⁴

A ce jour, sur quatre continents, le DCAF mène quelque 400 projets de terrain par an en appui aux programmes de réforme des secteurs de la justice et de la sécurité de ses membres. Face à l'augmentation constante de la demande relative à ce type de services, le DCAF a entrepris d'optimiser ses **structures opérationnelles**. Le programme du Centre en Afrique subsaharienne et celui qui traite de la place du genre dans la RSS ont été réunis au sein d'une nouvelle division baptisée « Opérations III ». Une autre division appelée « Opérations IV » a également été créée en janvier 2013 pour traiter d'un autre secteur en pleine expansion : les partenariats public-privé relatifs à la gouvernance de la sécurité. Cette nouvelle division se consacre essentiellement à la réglementation des EMSP (par le biais

¹² www.icoc-psp.org

¹³ www.dcaf.ch/Programmes/Gender-and-Security

¹⁴ www.icoaf.org

Les instruments du DCAF

Le DCAF est une fondation internationale qui a pour vocation d'encourager le renforcement de la sécurité et de la justice afin d'aider à prévenir les conflits violents, d'instaurer une paix durable, de consolider l'État de droit et de créer un environnement propice au développement politique, social et économique.

Le DCAF suit une approche globale et propose à ses membres et partenaires un vaste éventail d'instruments qu'il peut utiliser à l'appui de la réalisation de son objectif :

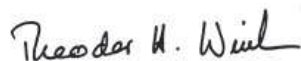
- 1) il entreprend des recherches pour la formulation d'orientations et aide à élaborer des stratégies de RSS et de GSS en matière de sécurité et de justice ;
- 2) il conçoit et supervise la gestion de programmes aux niveaux national et régional en appui à des processus nationaux de réforme de la sécurité, de la justice et de la gouvernance ;
- 3) il propose des services consultatifs à la communauté internationale pour garantir une aide à la RSS et à la GSS conforme aux bonnes pratiques internationales ;
- 4) il établit des partenariats qui créent des synergies entre acteurs du secteur public et du secteur privé afin de favoriser une RSS et une GSS durables et efficaces ;
- 5) il rassemble des exemples de bonnes pratiques en matière de RSS et de GSS et diffuse ces connaissances au moyen de services consultatifs, de matériels pédagogiques (sous forme de manuels, de boîtes à outils ou de modules de formation) et par le biais de ses propres activités.

du processus de Montreux, du Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité et de son Mécanisme de contrôle), aux entreprises et à la RSS et aux nouvelles questions de sécurité, notamment la cybersécurité.

Parallèlement à l'optimisation de ses structures opérationnelles, le DCAF a poursuivi le renforcement de son **contrôle administratif et financier**. Pour se conformer aux normes de transparence et d'audit les plus exigeantes au niveau international, le Centre est passé d'un audit limité à un audit annuel approfondi. Un système de contrôle interne a été mis sur pied, le service comptabilité a été renforcé et tout un ensemble de normes politiques ont été adoptées dans des domaines comme la sécurité du personnel, la conversion de devises étrangères et les mesures anti-corruption.

Les travaux du DCAF ont toujours été axés sur les résultats et le demeurent. Dans un monde globalisé où la RSS et la GSS sont universellement reconnues comme des éléments clés de la prévention des conflits, de la paix durable et du développement politique, social et économique, une organisation impartiale, neutre, discrète et néanmoins extrêmement efficace, à l'image du DCAF, aura toujours sa place. Les perspectives pour le Centre restent donc très favorables.

C'est dans ce contexte que le DCAF a décidé d'accroître sa présence à la Maison de la paix où il aménagera en septembre 2014. Le Centre occupera sept étages de ce nouveau bâtiment qui accueilleront jusqu'à 150 collaborateurs sur quelque 3500 m². Située de manière symbolique sur l'avenue de la Paix, à proximité du Palais des Nations qui abrite l'Office des Nations Unies à Genève, la nouvelle Maison de la paix pourvoira non seulement aux besoins du DCAF en termes de surface de bureaux supplémentaire mais deviendra également un édifice emblématique de ce nouveau quartier international en plein essor au cœur de la ville de Genève.



Theodor H. Winkler, Ambassadeur
Directeur du DCAF



Représentation numérique de la Maison de la paix une fois la construction achevée (© IPAS Architectes SA, Neuchâtel)

La coopération avec les organisations internationales

Les Nations Unies

Dates importantes :

- 2003** En collaboration avec l'Office des Nations Unies à Genève, le DCAF organise une série d'événements annuels sur divers thèmes de la gouvernance du secteur de la sécurité.
- 2005-2009** Le DCAF et le PNUD travaillent à l'élaboration de trois manuels sur la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité : *Democratising Security in Transition States*, *Monitoring and Investigating the Security Sector* et *Public Oversight of the Security Sector* (ce dernier a été traduit en français sous le titre Contrôle public du secteur de la sécurité).
- 2006-2007** Le DCAF soutient la République slovaque, alors à la présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans son initiative pour conduire le premier débat ouvert sur la RSS en février 2007.
- 2006-2009** Le DCAF réalise deux études commanditées conjointement par le DOMP et le PNUD. La première, intitulée *La réforme du secteur de la sécurité et les missions intégrées des Nations Unies*, fournit les bases empiriques pour le rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la RSS, publié en janvier 2008 ; la seconde aboutit à la création d'un module axé sur le lien entre DDR et RSS et qui permettra d'évoluer vers les Normes intégrées des Nations Unies en matière de DDR.
- 2007-2008** Le DCAF effectue pour le compte du Haut-commissariat aux droits de l'homme une étude interne sur les droits humains et la RSS.
- 2008-2010** Le DCAF et le PNUD réalisent une évaluation complète des besoins en matière de RSS dans la région Pacifique et jouent le rôle de modérateur lors de la première conférence régionale sur le sujet.
- 2008-2012** Le DCAF entreprend plus de 40 missions pour diverses agences et programmes des Nations Unies tant au siège que sur le terrain, notamment pour le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix (DOMP), le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le PNUD.
- 2009-2013** Le DCAF apporte son aide au Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur la RSS pour l'élaboration et le lancement de la toute première série de Notes d'orientation techniques intégrées.

La coopération avec les organisations internationales

- 2011-2012** Le DCAF aide le Bureau de l'État de droit et des institutions chargées de la sécurité (OROLSI) du DOMP à dresser la liste des méthodologies à utiliser pour évaluer l'impact en ce qui concerne la primauté du droit et les institutions sécuritaires.
- 2012-2013** Le DCAF invite les États membres et les experts à échanger leurs points de vue sur l'élaboration du prochain rapport du Secrétaire général des Nations Unies concernant la RSS.

Ces dernières années, les efforts de collaboration du DCAF avec l'Organisation des Nations Unies (ONU) se sont notamment traduits par une aide apportée au Groupe de travail inter-agences sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans l'élaboration de la première série de Notes d'orientation techniques intégrées sur la RSS. Ces notes ont été conçues pour aider le personnel de l'ONU à planifier et dispenser son assistance en matière de RSS le plus rationnellement possible, sur le terrain comme au siège. Les notes élaborées avec l'aide du DCAF comprennent :

- *La gouvernance démocratique du secteur de la sécurité* (sous la direction du Programme des Nations Unies pour le développement – PNUD).
- *Une réforme du secteur de la sécurité attentive à la question du genre* (sous la direction de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme – ONU Femmes).
- *Les processus de paix et la RSS* (sous la direction du Département des affaires politiques des Nations Unies).
- *L'aide apportée par les Nations Unies dans la mise au point de la politique de sécurité nationale et des processus d'élaboration de la stratégie* (sous la direction du Département des opérations de maintien de la paix – DOMP).

A l'occasion des différents événements sponsorisés par le DCAF sous l'égide de la République slovaque, la publication de la première série de Notes d'orientation a été officiellement annoncée en décembre 2012 à New York, devant 70 représentants des États membres et des Nations Unies. Faisaient également partie de cette même série de manifestations une réunion de haut niveau du « Groupe des amis de la RSS » ainsi qu'un séminaire d'experts, chargés d'évaluer les progrès réalisés par l'ONU depuis le premier rapport du Secrétaire général sur la RSS relativement à son engagement de soutenir les processus de RSS et de formuler des recommandations pour améliorer l'approche globale des Nations Unies en vue du second rapport du Secrétaire général. La réunion du « Groupe des amis de la RSS » a rassemblé plus d'une centaine de représentants d'États membres, de départements et agences des Nations Unies et d'experts. Les recommandations formulées ont été accueillies par les représentants des Nations Unies comme étant une importante contribution à l'élaboration du prochain rapport

du Secrétaire général sur la RSS et ont été incorporées à un Résumé du président, lequel a été soumis au bureau du Secrétaire général et sera enregistré comme document officiel des Nations Unies.

Continuant sur sa lancée, le DCAF a organisé en mars 2013 à Genève, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et européennes de la République slovaque et l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), une seconde série d'événements, notamment l'annonce en Europe de la parution des Notes d'orientation, une réunion de haut niveau sur le sujet « Les Nations Unies et la réforme du secteur de la sécurité – Aller de l'avant », et un séminaire d'experts intitulé « Vers le prochain rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la RSS ». De plus, dans le cadre de sa collaboration continue avec l'ONUG, le DCAF a animé à Genève un débat spécial de haut niveau sur le thème « Le printemps arabe et la démocratisation – Le rôle de la réforme du secteur de la sécurité », auquel M. Ali Laarayedh, alors ministre de l'Intérieur tunisien et à présent Premier ministre, a participé.

En 2012, le DCAF a apporté la dernière touche à son étude pour le Bureau de l'État de droit et des institutions chargées de la sécurité (OROLSI) du DOMP intitulée *Measuring the Impact of Peacekeeping Missions on Rule of Law and Security Institutions* (Comment mesurer l'impact des missions de consolidation de la paix sur l'État de droit et les institutions de sécurité) et a formulé des recommandations pour aider l'OROLSI à affiner son approche dans l'évaluation de l'impact de ses activités. Un document a été publié qui donne une vue d'ensemble des méthodologies à utiliser et présente une analyse des différentes méthodes adoptées par les organes onusiens et autres acteurs internationaux.¹⁵ Un autre exemple de coopération du Centre avec l'OROLSI en 2012 a été la mise au point d'un programme pilote d'orientation et de formation en matière de réforme du secteur de la défense, programme destiné au bureau de l'OROLSI chargé de la réforme du secteur de la sécurité.

En 2012, le DCAF a publié un ouvrage intitulé *Disarmament, Demobilization and Reintegration and Security Sector Reform: Insights from UN experience in Afghanistan, Burundi, the Central African Republic and the Democratic Republic of the Congo*.¹⁶ Il présente les études de cas réalisées dans le cadre d'un projet commandité conjointement par le DOMP et le PNUD sur les liens existant entre le DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion) des combattants armés et la RSS. Le projet a abouti à l'élaboration d'un nouveau module pour les Normes intégrées des Nations Unies en matière de DDR.

En 2012, le DCAF a aussi collaboré étroitement avec les Nations Unies lors d'opérations sur le terrain. Le Centre a entrepris plusieurs missions d'appui et de formation afin d'aider par ses conseils diverses agences et départements des Nations Unies, tant au siège que sur place. Le tableau à la page 16 indique les faits marquants de la collaboration entre le DCAF et les Nations Unies sur le terrain en 2012 :

¹⁵ www.dcaf.ch/Publications/Measuring-the-Impact-of-Peacekeeping-Missions-on-Rule-of-Law-and-Security-Institutions

¹⁶ www.dcaf.ch/Project/The-DDR-SSR-Nexus

La coopération avec les organisations internationales

Commanditaires	Missions
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	<ul style="list-style-type: none"> • Aux côtés du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, le DCAF a examiné l'impact du Fonds pour la consolidation de la paix sur les activités de RSS des pays qui figurent au programme de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies. Dans le cadre de cette étude, il a aidé à analyser la question de la RSS au Burundi et au Libéria.
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)	<ul style="list-style-type: none"> • Le DCAF a soutenu le projet interrégional des Nations Unies pour les femmes intitulé « Women Connect Across Conflicts » en organisant des consultations au niveau national ainsi qu'un atelier de formation en Géorgie sur le thème du Plan national d'action dudit pays pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. • Le DCAF a apporté son aide technique à ONU Femmes pour la préparation de l'auto-évaluation concernant la question du genre qui sera réalisée en 2013 par la police et les forces armées albanaises sur le modèle du <i>Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice</i>, publié par le DCAF.
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	<ul style="list-style-type: none"> • Le DCAF a fait part au Bureau de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye chargé de la consultation et de la coordination en matière de RSS de ses conseils et commentaires tirés de l'expérience acquise lors de l'élaboration du livre blanc sur la défense, de sorte à renforcer le rôle consultatif de l'ONU auprès des autorités libyennes dans la conception et la mise en forme de la première version de leur document intitulé <i>Towards a Defence White Paper</i> (Vers un livre blanc sur la défense).
Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN)	<ul style="list-style-type: none"> • Le DCAF a organisé une séance du Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la RSS en Afrique de l'Est.¹⁷
Office des Nations Unies en Afrique de l'Ouest (ONUAO) / Équipe consultative de l'ONU sur la RSS en Guinée	<ul style="list-style-type: none"> • Le DCAF a aidé les Nations Unies à élaborer une stratégie pour soutenir le processus national de RSS en Guinée. Aux côtés de l'Équipe consultative de l'ONU sur la RSS, il a tracé les grandes lignes d'une stratégie et a contribué à concevoir un plan qui devrait améliorer la coordination parmi les membres de la communauté internationale qui soutiennent la RSS en Guinée.

¹⁷ Pour plus d'information voir p.101

<p>Office politique de l'ONU pour la Somalie, Bureau pour le développement du secteur de la sécurité</p>	<ul style="list-style-type: none">• Le DCAF a contribué à rédiger les grandes lignes de cinq projets à impact rapide dans le cadre du Plan d'action national de sécurisation et de stabilisation de la Somalie et de son Plan d'action national sur la RSS. Il a indiqué les domaines susceptibles de nécessiter une assistance continue pendant les prochains 3 à 18 mois.
<p>Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)</p>	<ul style="list-style-type: none">• Le DCAF a aidé le PNUD dans sa Mission de police civile en Somalie, notamment en réalisant une étude visant à améliorer la prestation des services de police auprès des femmes dans le nord de la Somalie. Il a aidé à l'élaboration d'une stratégie de maintien de l'ordre attentive à l'égalité des sexes, sans oublier la question du renforcement de la capacité policière, laquelle permettra d'enquêter sur les cas de violence sexiste, de poursuivre les responsables et de prévenir ce genre de délit.• En Somalie, le DCAF a fourni des services d'encadrement et de conseil ainsi que des cours de formation au personnel du PNUD (Département de recherche de l'Observatoire somalien de la violence et de la criminalité). L'objectif était d'aider à mettre en place des indicateurs pour la surveillance de la sécurité et des conflits, de rassembler des données fiables et de les analyser, de mettre au point un système d'alerte précoce, et enfin d'accompagner les travaux de recherche aussi bien du point de vue qualitatif que du point de vue quantitatif.• Le DCAF a posé les jalons d'une coopération avec le programme de gestion des frontières pour l'Asie centrale du PNUD et de l'UE (BOMCA 8), afin de permettre aux cinq États d'Asie centrale de créer des dispositifs de contrôle des frontières modernes et efficaces.• Le DCAF a apporté son concours lors de deux missions distinctes sur les responsabilités de la police, commanditées conjointement par le PNUD et la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE. Il s'agissait non seulement de donner un avis sur des questions telles que les concepts de supervision et les modèles de responsabilisation de la police, mais aussi d'aider à examiner les dossiers et à mettre en place une stratégie visant à obliger la police à rendre des comptes.

La coopération avec les organisations internationales

- Le DCAF a soutenu les travaux du PNUD et du Centre de documentation d'Europe du Sud-Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères (SEESAC) menés avec le Réseau des femmes policières en Europe du Sud-Est (WPON) en dispensant des cours de sensibilisation aux membres du Conseil du réseau WPON.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- La publication des Notes d'orientation techniques intégrées sur la RSS, que le DCAF a contribué à élaborer, a été annoncée par le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur la RSS.
- Le DCAF a encouragé les échanges sur la façon de procéder pour faire évoluer l'approche de l'ONU en matière de RSS en vue du second rapport du Secrétaire général sur la réforme du secteur de la sécurité.
- Le DCAF a entrepris plusieurs missions d'appui et de formation afin d'aider par ses conseils diverses agences et départements des Nations Unies, tant au siège que sur le terrain.
- Le DCAF a apporté son assistance technique à ONU Femmes pour la mise en œuvre de projets de RSS et de sensibilisation à la question de l'égalité des genres en Albanie et en Géorgie.
- Le DCAF a publié l'ouvrage *Measuring the Impact of Peacebuilding Interventions on Rule of Law and Security Institutions* pour l'OROLSI du DOMP.
- Le DCAF a publié l'ouvrage *Disarmament, Demobilization and Reintegration and Security Sector Reform: Insights from UN Experience in Afghanistan, Burundi, the Central African Republic and the Democratic Republic of the Congo*.

Pour de plus amples informations sur la coopération entre le DCAF et les Nations Unies, voir www.dcaf.ch/Partner/United-Nations

L'Union européenne

Dates importantes :

2004-2006	Le DCAF encourage l'élaboration d'un cadre stratégique global visant à promouvoir la RSS dans l'Union européenne.
2005	Le DCAF ouvre un bureau à Bruxelles. Il est l'un des auteurs du document <i>Promoting Security Sector Governance in the EU's Neighbourhood</i> commandité par l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne.
2007	Le DCAF achève l'étude <i>Parliamentary Oversight of Civilian and Military ESDP Missions: The European and National Levels</i> pour le Parlement européen.
2008	Le DCAF ouvre un bureau à Ljubljana et publie l'étude <i>The European Union and Security Sector Reform</i> .
2009	L'UE rejoint le Comité de direction de l'ISSAT. L'ISSAT se voit confier ses premières missions de formation et de conseil pour les opérations sur le terrain par l'UE.
2009-2012	Le DCAF entreprend plusieurs missions pour diverses agences et délégations de l'UE, notamment la Commission européenne, les délégations de l'UE en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Guinée, et le Collège européen de sécurité et de défense.
2010-2011	Le DCAF réalise l'étude <i>Parliamentary Oversight of Security and Intelligence Agencies in the European Union</i> pour le Parlement européen.
2011	Le DCAF et Frontex signent un accord de collaboration pour assurer la gestion des frontières.
2012	Le DCAF se voit confier ses premières missions pour assister la Cour des comptes européenne ainsi que la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Le Parlement européen demande au DCAF de rédiger un ouvrage sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les États en transition vers la démocratie.

En 2012, la collaboration entre le DCAF et l'Union européenne (UE) s'est encore accrue, ainsi qu'en attestent non seulement les chiffres mais l'importance des missions comparé aux années précédentes. Au niveau opérationnel, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT) a pris part à cinq missions de conseil pour les opérations sur le terrain et une mission de sensibilisation pour le compte de l'UE, en plus de trois missions de formation pour le Collège européen de sécurité et de défense. Il est à noter qu'en 2012 :

- l'ISSAT a fourni un conseiller au groupe d'experts chargé d'aider la Cour des comptes européenne dans son enquête d'audit pour évaluer l'efficacité de l'assistance apportée par l'UE au Kosovo* en matière d'État de droit. L'ISSAT a soumis des propositions concernant les domaines à

* L'Assemblée du Kosovo a déclaré l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo, 24 ne l'ont pas acceptée et continuent de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

La coopération avec les organisations internationales

contrôler, a donné son avis sur les relevés de constatations préliminaires, et a pris part aux discussions sur les conclusions ;

- l'ISSAT a prêté son assistance lors de deux missions distinctes sur la responsabilisation de la police, commanditées conjointement par une mission de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Il s'agissait non seulement de donner un avis sur des questions telles que les concepts de supervision et les modèles de responsabilisation de la police, mais aussi d'aider à examiner les dossiers et à mettre en place une stratégie visant à obliger la police à rendre des comptes ;
- l'ISSAT a fourni un service de conseil à la délégation de l'UE en Guinée sur la faisabilité et la pertinence de la composante principale du programme proposé par l'UE pour promouvoir le secteur de la sécurité et de la justice en Guinée. L'ISSAT a participé à la conception du programme et a servi de modérateur lors d'un séminaire sur les processus de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans le pays ;
- l'ISSAT a apporté son aide pour le Cours de formation à la gestion civilo-militaire lors des crises extérieures, organisé par l'Institut des hautes études de défense nationale en partenariat avec le Collège européen de sécurité et de défense. L'objectif principal de ce cours était d'enseigner comment parvenir à une meilleure harmonisation et une meilleure coordination entre les acteurs internationaux, locaux, civils et militaires en temps de crise extérieure. Le DCAF a fait de même en dispensant aux cadres intermédiaires civils et militaires une séance de formation sur la question du genre et la RSS dans le cadre du cours international « Approche globale à la question du genre lors des opérations sur le terrain » proposé par le Collège européen de sécurité et de défense ;
- l'ISSAT a entrepris une étude sur la promotion de la justice et de la RSS par l'UE en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui formulera des recommandations à l'attention de la Commission européenne en vue de leur engagement dans la région au titre du prochain cadre financier pluriannuel (2014–2020). L'étude comprendra une analyse de la situation dans 34 pays de la région, étayée par des missions sur le terrain à effectuer dans 13 pays.

En 2012, le DCAF a encouragé la coopération avec l'UE en ce qui concerne la sécurité des frontières. De concert avec la Mission de l'UE d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine, le DCAF a continué de travailler à la mise en œuvre d'un ensemble de cours avancés de formation à distance sur « Les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes » à l'usage des commissaires de postes de police frontalière et des cadres de niveau intermédiaire chargés de la sécurité aux frontières. Entre septembre 2011 et avril 2013, 30 participants employés de postes de police

frontalière et élèves d'écoles de sécurité frontalière sont venus de Khmelnytskyï en Ukraine et de Chisinau en Moldavie pour participer à ce cours (15 pour chacun de ces deux pays). La Mission de l'UE d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine ainsi que les deux pays précités ont manifesté leur intérêt non seulement d'organiser un second cours de ce type mais aussi de mettre au point avec l'aide du DCAF un cours similaire à l'usage des commissaires régionaux et des cadres supérieurs responsables de la sécurité aux frontières.

Au cours de l'année 2012, le DCAF a jeté les bases d'une coopération avec le Programme de gestion des frontières pour l'Asie centrale du PNUD et de l'UE (BOMCA 8) afin de permettre aux cinq États d'Asie centrale de créer des dispositifs de contrôle des frontières modernes et efficaces. Les négociations avec le BOMCA 8 ont abouti à la rédaction de la première ébauche d'un projet d'assistance mené par le DCAF, dont les diverses activités en matière de sécurité des frontières iraient du renforcement de la capacité au niveau national à l'élaboration de mécanismes de coopération au niveau régional dans les domaines de l'éducation et de la formation, de l'analyse des risques, du renseignement criminel et des enquêtes criminelles. Des négociations plus approfondies, visant à transformer cette ébauche approuvée de projet en un véritable programme qui s'étalera sur plusieurs années, sont en cours.

Le DCAF apporte également son soutien à une étude sur la sécurité aux frontières et les mines antipersonnel (*Border Security without Anti-Personnel Mines*) réalisée par l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur l'interdiction de mines antipersonnel, qui est hébergée par le Centre international de déminage humanitaire – Genève. L'étude a été commanditée par l'UE suite à la décision du Conseil de l'UE de soutenir le Plan d'action de Carthagène, lequel oblige les États membres à entreprendre une série d'actions spécifiques durant la période 2010–2014 aux fins de promouvoir l'application de la Convention sur l'interdiction des mines et son adoption par tous. L'étude sera publiée avant la 13^{ème} réunion des États membres à la Convention prévue pour décembre 2013.

En 2012, le Bureau du Parlement européen pour la promotion de la démocratie parlementaire a demandé au DCAF de l'aider à rédiger un document sur le rôle des parlements dans la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS). Prévue pour 2013, l'étude donnera une vue d'ensemble des principales questions qui ont un effet sur le contrôle parlementaire et, plus généralement, la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité dans les démocraties nouvelles et émergentes.

En 2012, le DCAF a continué, depuis son siège à Genève et son bureau de liaison à Bruxelles, de servir de plate-forme pour promouvoir les concepts de RSS et de GSS au sein de l'UE et parmi la communauté internationale basée à Bruxelles. En particulier, en 2012 :

- le DCAF a participé à un programme de réflexion interactif appelé « Security Jam ». Il s'agit d'une plate-forme de discussion en ligne sur la défense et la sécurité, qui a duré une semaine et a été utilisée

La coopération avec les organisations internationales

par des participants de 116 pays, y compris d'éminents membres de gouvernements, l'UE, et d'autres organes internationaux. Le DCAF a mené une discussion en direct sur le thème « Analyse de l'impact pour les États membres de l'UE – Comment améliorer la performance des missions de RSS » ;¹⁸

- à l'occasion de l'atelier sur la RSS organisé par la Sous-commission sécurité et défense du Parlement européen, le DCAF a présenté un exposé sur les conséquences du réveil arabe pour l'UE et son soutien aux processus de RSS et de GSS ;
- le DCAF a publié une série d'études intitulée *Communicate, Coordinate and Cooperate: The A-Z of Cohering Crisis Management in the post-Lisbon Era*. Les études explorent toute la gamme des possibilités à la disposition de l'UE pour gérer les crises, y compris la RSS. Elles fournissent en outre une vue d'ensemble et une analyse des stratégies par thème ainsi que des politiques utilisées dans différents pays de la région jusqu'à présent dans le cadre des missions de la PSDC, comme c'est déjà le cas pour le nouveau Service européen pour l'action extérieure. La série d'études, publiée en collaboration avec le Service international d'information sur la sécurité – Europe (ISIS Europe),¹⁹ continue désormais avec d'autres partenaires, et fait l'objet d'une analyse plus générale, notamment sur les conceptualisations de la gestion de crise, les réactions internationales aux crises actuelles, la mise au point de systèmes sécuritaires et la promotion de la sécurité humaine.

¹⁸ www.securitydefenceagenda.org/Portals/14/Documents/Security_Jam/2012_Security_Jam_Report_COMPLETE.pdf

¹⁹ Bloching, Sebastian, Gya, Giji (dir. publ.), *Security Sector Reform Missions under CSDP: Addressing Current Needs*. DCAF Bruxelles-ISIS Europe, août 2011, mise à jour septembre 2012.
Gourlay, Catriona, Gya, Giji (dir. publ.), *The politics of EU civilian interventions and the strategic deficit of CSDP*. DCAF Bruxelles-ISIS Europe, octobre 2011, mise à jour septembre 2012.
Herrberg, Antje, Worre, Philip (dir. publ.), *International Peace Mediation: A new crossroads for the European Union*. DCAF Bruxelles-ISIS Europe, octobre 2011.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF s'est vu confier ses premières missions pour assister la PSDC (lors d'une mission commanditée conjointement par l'UE et le PNUD) ainsi que la Cour des comptes européenne.
- Le DCAF a pris part à cinq missions de conseil pour les opérations sur le terrain, une mission de sensibilisation pour le compte de l'UE et trois missions de formation pour le Collège européen de sécurité et de défense.
- Trente commissaires de police et cadres de niveau intermédiaire chargés de la sécurité aux frontières venus de Moldavie et d'Ukraine ont terminé le cours avancé de formation à distance sur « Les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes ».
- Le Parlement européen a demandé au DCAF de rédiger un document qui donnera une vue d'ensemble des principales questions impactant le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les démocraties nouvelles et émergentes.
- A la demande de la Commission européenne, le DCAF a entrepris une étude sur la promotion de la justice et de la RSS par l'UE en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Pour de plus amples informations sur la coopération entre le DCAF et l'UE, voir www.dcaf.ch/Partner/European-Union

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Dates importantes :

1994	Les États membres de l'OSCE adoptent le Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité.
2004	Le DCAF et l'OSCE signent un protocole d'accord qui établit un partenariat stratégique. L'OSCE participe en tant que commanditaire et partenaire opérationnel à deux programmes du DCAF : le Programme de conseil aux personnels parlementaires et le Programme sur la sécurité des frontières dans les Balkans de l'Ouest.
2008	Le DCAF et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE publient le <i>Manuel sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales du personnel des forces armées</i> . Le DCAF, le BIDDH et l'Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (UN-INSTRAW) publient la boîte à outils <i>La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité</i> .
2012	Le DCAF conclut un partenariat stratégique avec la Suisse afin de préparer la présidence en exercice suisse de l'OSCE prévue pour 2014. Le DCAF, la Direction des menaces transnationales du Secrétariat de l'OSCE et l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE signent un accord de coopération en vue de mettre en place un cours de formation sur la sécurité des frontières et leur gestion.
2013	Le DCAF achève la phase I de l'étude sur le rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité.

En 2012, le DCAF a officiellement conclu un accord de partenariat stratégique avec le gouvernement helvétique afin de préparer la présidence en exercice suisse de l'OSCE prévue pour 2014. A cet effet, le DCAF a constitué un groupe de travail dont la tâche exclusive sera de fournir à la Suisse un soutien pour ses besoins en matière de programmation et de contenu. Le DCAF prévoit entre autres la réalisation d'une étude sur le rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (RSS et GSS), la continuation des débats thématiques de haut niveau « OSCE Focus » avec l'OSCE, l'organisation d'une session ordinaire de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Genève en octobre 2014, et une série de projets de renforcement de la capacité en GSS dans les Balkans de l'Ouest, le Caucase et l'Asie centrale, dont certains sont annoncés depuis janvier 2013. Entre 2013 et 2015, la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) allouera 0,5 million de francs suisses par an au DCAF pour son aide à la présidence en exercice de la Suisse.

Commanditée par la Suisse avec l'aval du Secrétaire général de l'OSCE, l'étude sur le rôle de l'OSCE dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité donnera une idée de l'ampleur de l'engagement de l'OSCE en matière de RSS et de GSS tant au niveau normatif qu'au niveau opérationnel. L'étude décrira également les avantages comparatifs de la RSS et la GSS pour l'OSCE, et formulera des recommandations pour permettre à l'organisation d'améliorer la cohérence et l'impact de ses activités sur le terrain. En 2012, le DCAF a terminé la phase I de ce projet – une compilation des dossiers complétée par une série d'entretiens. Il en est ressorti un rapport dont le contenu a été débattu lors d'un atelier organisé à Vienne en décembre 2012 par la délégation suisse à l'OSCE et auquel ont participé des experts et des représentants de l'OSCE. La phase II, qui a commencé en 2013, comprend une analyse approfondie des entretiens conduits systématiquement avec des représentants d'institutions de l'OSCE et de certaines missions opérationnelles ainsi qu'avec le secrétariat de l'OSCE.

En octobre 2012, le DCAF, a participé pour la deuxième fois à l'organisation de la réunion annuelle thématique de haut niveau « OSCE Focus » avec l'OSCE. Vu l'imminence de la présidence en exercice de la Suisse, les débats ont essentiellement porté sur des sujets permettant à cette dernière d'apporter une contribution substantielle au programme de l'OSCE. Les séances ont été consacrées à des questions transnationales telles que la criminalité, l'eau, l'énergie, et les transports ; le contrôle des armes et la dimension humaine ; les relations entre l'OSCE et le monde arabe. Y ont assisté des représentants des présidences irlandaise, ukrainienne et serbe ainsi que des représentants d'agences de l'OSCE, des ambassadeurs auprès de l'OSCE à Vienne, des experts de haut niveau et des membres du groupe de travail suisse chargé de mettre en place la présidence de 2014.

En 2012, le DCAF et l'OSCE ont également concentré leurs efforts sur le renforcement de la coopération pour la sécurité des frontières au niveau régional. Ces efforts ont abouti en janvier 2013 à la signature d'accords de coopération avec l'Équipe des frontières de l'OSCE et l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE à Douchanbé (OSCE Border Management Staff College, BMSC) afin de mettre au point un cours de formation de 12 mois intitulé « Border Security and Management » sur la sécurité des frontières et leur gestion. Ce cours s'adresse aux professionnels de la sécurité des frontières (de niveaux intermédiaire et supérieur) en poste dans toute la région concernée par l'OSCE que ce soit sur le terrain ou dans les bureaux. Il sera disponible une fois par an à partir de septembre 2013. Il s'appuiera sur les matériels didactiques élaborés par le Programme du DCAF pour la sécurité des frontières dans les Balkans de l'Ouest et combinera différentes prestations à un niveau avancé, des modules d'apprentissage à distance, des exercices en salle et des séances de formation pratique sur le terrain à l'école BMSC à Douchanbé. Les écoles de sécurité frontalière des cinq États d'Asie centrale ont manifesté leur intérêt pour travailler avec le DCAF à l'élaboration d'un cours similaire, spécifiquement conçu pour l'Asie centrale.

Le DCAF a également encouragé la coopération avec deux bureaux de l'OSCE : le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH)

La coopération avec les organisations internationales

concernant les droits humains parmi les personnels des forces armées et le Bureau du conseiller pour la question du genre concernant l'intégration du thème de l'égalité des sexes dans la GSS. Le partenariat de longue date entre le DCAF et le BIDDH de l'OSCE s'est poursuivi tout au long des accords pour réaliser une étude exploratoire sur le rôle des institutions de médiation dans le dépôt des plaintes relatives aux violations des droits humains et aux fautes de gestion qui pourraient être commises par les forces armées ou dans leurs rangs. L'étude permettra de compléter les connaissances actuelles sur l'efficacité et l'équité des institutions de médiation lors du traitement des plaintes concernant les forces armées dans les États participants de l'OSCE. Elle permettra la publication d'une série de recommandations visant à renforcer le fonctionnement des institutions de médiation ayant compétence sur les forces armées.

Au cours de l'année 2012, le DCAF a encore davantage élargi son partenariat avec les bureaux de l'OSCE à Erevan en Arménie et à Bichkek au Kirghizistan et sponsorisé la traduction en langue tadjike de son *Manuel sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales du personnel des forces armées*, rédigé conjointement avec le BIDDH de l'OSCE.²⁰

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF a officiellement conclu un accord de partenariat stratégique avec le gouvernement helvétique, qui s'étendra de 2013 à 2015 afin de préparer la présidence en exercice suisse de l'OSCE, prévue pour 2014.
- Le DCAF a achevé la phase I de son étude sur le rôle de l'OSCE dans la GSS et la RSS.
- Le DCAF a organisé pour la deuxième fois une réunion thématique de haut niveau « OSCE Focus » avec l'OSCE en vue de la présidence en exercice suisse de l'OSCE.
- Le DCAF a signé des accords de coopération avec le Secrétariat de l'OSCE et l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE en vue de mettre en place un cours de formation sur la sécurité des frontières et leur gestion.
- Le DCAF a convenu d'entreprendre une étude exploratoire avec le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE sur le rôle des institutions de médiation compétentes pour les forces armées dans les États participants de l'OSCE.
- Le DCAF a mené une campagne de communication en Asie centrale pour promouvoir le *Manuel sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales des personnels des forces armées*.

Pour de plus amples informations sur la coopération entre le DCAF et l'OSCE, voir www.dcaf.ch/Partner/The-OSCE

²⁰ www.dcaf.ch/Publications/Handbook-on-Human-Rights-and-Fundamental-Freedoms-of-Armed-Forces-Personnel

L'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Dates importantes :

- 1996** La Suisse se joint au programme Partenariat pour la paix de l'OTAN.
- 2001** Le DCAF commence à mettre ses modules de formation à la disposition du Programme des nouveaux parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Le DCAF préside le groupe de travail du Groupement d'institutions d'études de défense et de sécurité du programme Partenariat pour la paix chargé d'étudier la question de la RSS.
- 2003** Le DCAF et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN publient l'ouvrage *Oversight and Guidance: The Relevance of Parliamentary Oversight for the Security Sector and its Reform* (Contrôle et orientation – La pertinence du Contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité et sa réforme).
- 2005** Le DCAF et la Direction politique et planification de l'OTAN commencent à travailler ensemble sur la programmation de la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité en Ukraine. Le DCAF soutient l'OTAN dans son initiative pour promouvoir le Plan d'action du partenariat pour l'établissement d'institutions de défense (Partnership Action Plan on Defence Institution Building, PAP-DIB), présenté au sommet de l'OTAN à Istanbul en 2004.
- 2006** Le DCAF présente au Comité directeur politico-militaire de l'OTAN les rapports d'étape du Plan d'action PAP-DIB pour les pays du Caucase du Sud, d'Asie centrale et la Moldavie.
- 2009** Le DCAF soutient le Programme de l'OTAN pour le renforcement de l'intégrité et met au point le *Recueil des meilleures pratiques – Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense*. Le DCAF entame une collaboration suivie avec le Comité OTAN sur la dimension du genre.
- 2010** Le DCAF publie deux ouvrages, le premier (traduit en français) s'intitule *Fondamentaux sur l'élaboration de l'institution de défense*, le second est une boîte à outils parue sous le titre *Defence Institution Building Self-Assessment Kit*. Tous deux traitent du Plan d'action PAP-DIB.
- 2012** Le DCAF est chargé par l'OTAN de promouvoir le programme d'auto-évaluation du renforcement de l'intégrité dans les États qui ont adopté le Processus des réunions des ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (SEDM).

En 2012, la collaboration entre le DCAF et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a porté principalement sur des questions de contrôle parlementaire relatives au secteur de la sécurité, à la place de l'égalité des genres dans la réforme du secteur de la sécurité (RSS), et au renforcement de l'intégrité.

La coopération avec les organisations internationales

La coopération avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN s'est poursuivie tout au long de l'année 2012 dans les domaines d'activité suivants :

- le DCAF a continué à apporter son soutien au « Programme d'orientation » de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN destiné aux membres du parlement nouvellement élus et précédemment appelé « Programme des nouveaux parlementaires ». De plus, en 2012, le DCAF a participé à deux séminaires sur le renforcement de la capacité organisés à l'intention de parlementaires venus d'Azerbaïdjan et de la Fédération de Russie ;
- le DCAF a participé à l'organisation et au déroulement des séminaires Rose-Roth de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui réunissent des participants issus d'horizons professionnels divers afin de débattre d'un thème donné. En Lituanie et au Monténégro, il s'agissait de la situation sécuritaire dans les pays membres du Partenariat oriental, et en France des récents événements survenus en Afrique du Nord ;
- le DCAF a également pris part aux sessions de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN à Prague en République tchèque et à Tallin en Estonie. A Vilnius en Lituanie, à la 31^{ème} session de l'Assemblée balte, au cours d'une cérémonie organisée tout spécialement pour l'occasion, M. Simon Lunn – anciennement Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN et collaborateur émérite au DCAF – a reçu la médaille de l'Assemblée balte pour l'ensemble de sa carrière ;
- le DCAF a co-organisé et co-animé la conférence annuelle du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est tenue à Bruxelles en novembre 2012 sur le thème de la sécurité dans la zone euro-atlantique ;
- la nouvelle version du guide *Contrôle et orientation – La pertinence du contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité* a été traduite en arabe.²¹ Des réimpressions en d'autres langues ont également été mises en circulation.²²

En 2012, le DCAF a continué à soutenir l'OTAN dans sa campagne pour le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption dans les milieux de la défense, notamment en se chargeant des traductions et de la diffusion de l'ouvrage *Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices* (Recueil des meilleures pratiques – Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense). Elaboré en collaboration avec l'OTAN et le groupe Transparency International UK, le recueil traite des concepts et des outils qui peuvent être utilisés pour réduire le risque de corruption dans les institutions de défense. Y ont contribué des experts internationaux qui ont apporté

²¹ www.dcaf.ch/Publications/Oversight-and-Guidance-The-Relevance-of-Parliamentary-Oversight-for-the-Security-Sector

²² Pour plus d'informations sur la collaboration entre le DCAF et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sur le renforcement de la capacité des parlements, voir la Partie III du présent rapport *Les grands thèmes de la GSS en 2012 / Le programme de conseil aux parlements*.

L'OTAN et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

des témoignages d'expériences vécues dans leurs pays respectifs : les États-Unis, la Géorgie, l'Indonésie, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, l'Ukraine, etc. Le recueil a été traduit en arabe, arménien, géorgien, roumain, russe et ukrainien.²³

Dans le même ordre d'idée, l'OTAN a demandé au DCAF d'aider les pays qui ont adopté le Processus des réunions des ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (SEDM) à réaliser leur auto-évaluation concernant le renforcement de l'intégrité. Les équipes nationales chargées de cette tâche doivent se livrer à une série d'activités visant à améliorer leurs compétences. Les cours de formation débiteront en 2013.²⁴

L'intégration de la question de l'égalité des sexes dans les institutions et les opérations relevant de l'OTAN a été au centre de la collaboration entre le DCAF et l'Organisation en 2012. Le DCAF a pris une part active au groupe d'experts en la matière, réuni par le Commandement allié Transformation de l'OTAN dans le but de mettre au point un cours préparatoire de niveau supérieur à distance sur ce thème, destiné aux pays membres de l'OTAN et aux pays partenaires.

En tant que président du groupe de travail du Groupement d'institutions d'études de défense et de sécurité du programme Partenariat pour la paix chargé de la question de la RSS, le DCAF a organisé deux ateliers sur l'enseignement de la question du genre aux militaires, en collaboration avec l'École de l'OTAN à Oberammergau en Allemagne et le Centre européen d'études de sécurité George C. Marshall. Ces deux ateliers ont permis l'élaboration d'un ensemble de contenus didactiques, y compris une liste des meilleures pratiques, une liste de contrôle pour l'évaluation des programmes de formation et trois exemples de plans de cours. En outre, le DCAF a partagé son savoir-faire en matière d'égalité des sexes, de diversité et des droits humains avec l'OTAN et le programme Partenariat pour la paix en se chargeant de la rédaction du manuel d'instruction militaire de l'OTAN à l'intention des sous-officiers.

²³ www.dcaf.ch/Publications/Building-Integrity-and-Reducing-Corruption-in-Defence

²⁴ Pour plus d'informations sur le renforcement de l'intégrité et les campagnes anti-corruption, voir la Partie III du présent rapport *Les grands thèmes de la GSS en 2012 / Le renforcement de l'intégrité*.

La coopération avec les organisations internationales

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF a poursuivi sa collaboration d'une part, avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sur le renforcement des capacités et d'autre part, avec le programme Partenariat pour la paix sur le renforcement de l'intégrité et sur la place de la question du genre dans la RSS.
- L'OTAN a demandé au DCAF d'aider les pays qui ont adopté le Processus des réunions des ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (SEDM) à réaliser leur auto-évaluation relativement au renforcement de l'intégrité.
- Le DCAF a publié pour l'OTAN et ses pays partenaires un ensemble de matériels didactiques destinés aux militaires sur la place de la question du genre dans la RSS.
- Le DCAF a traduit en arabe l'ouvrage *Contrôle et orientation – La pertinence du Contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité* ainsi que *Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices*.

Pour de plus amples informations sur la collaboration entre le DCAF et l'OTAN / Assemblée parlementaire de l'OTAN, voir www.dcaf.ch/Partner/NATO-and-NATO-Parliamentary-Assembly

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

Dates importantes :

- 2004** Le DCAF signe un protocole d'accord avec le Parlement de la CEDEAO, qui établit un partenariat stratégique.
- 2005** Le DCAF et le secrétariat exécutif de la CEDEAO signent le mandat qui énonce les grandes lignes de la coopération.
- 2006** Le DCAF participe à la rédaction du Code de conduite de la CEDEAO pour les forces armées et les services de sécurité en Afrique de l'Ouest.
- 2008** Le DCAF publie l'étude de référence *Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest – Les défis à relever*, conduite dans le but d'aider la CEDEAO à mettre en place un cadre stratégique cohérent en matière de RSS.
- 2010** Le DCAF et la Commission de la CEDEAO signent un protocole d'accord en vue de promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans les pays membres de la CEDEAO.
- 2011** Le Conseil des ministres de la CEDEAO adopte le Code de conduite pour les forces armées et les services de sécurité de la CEDEAO.
- 2012** Le DCAF et le Parlement de la CEDEAO annoncent la publication de l'ouvrage *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*.

En 2012, le DCAF a élargi encore davantage sa coopération stratégique avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) concernant la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest.

En octobre 2012, le DCAF et le Parlement de la CEDEAO ont officiellement annoncé à Abuja au Nigéria la publication de l'ouvrage *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*.²⁵ Inspiré du manuel rédigé conjointement par l'Union interparlementaire et le DCAF et intitulé *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques*, le guide indique quels sont les principes et les meilleures pratiques à adopter pour parvenir à un contrôle parlementaire du secteur de la sécurité efficace. La publication de cet ouvrage a marqué la fin de la première phase de la collaboration entre le DCAF et le Parlement de la CEDEAO et le début de la phase de mise en œuvre du guide tant au niveau régional que national.

²⁵ <http://www.dcaf.ch/Publications/Parliamentary-Oversight-of-the-Security-Sector-ECOWAS-Parliament-DCAF-Guide-for-West-African-Parliamentarians>

La coopération avec les organisations internationales

Principal résultat obtenu en 2012 :

- Le DCAF et le Parlement de la CEDEAO ont annoncé la publication de l'ouvrage *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*.

Pour de plus amples information sur la collaboration entre le DCAF et la CEDEAO, voir www.dcaf.ch/Partner/ECOWAS

L'Organisation internationale de la Francophonie

Dates importantes :

- 2006** Les membres de l'OIF adoptent la Déclaration de Saint Boniface, qui met l'accent sur l'aspect politique de l'OIF et dont l'objectif est de promouvoir la prévention des conflits ainsi que la sécurité humaine.
- 2008** L'OIF obtient le statut d'observateur permanent au Conseil de fondation du DCAF.
- 2010** L'OIF et le gouvernement français annoncent la publication de la version française de la boîte à outils *La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité*.
- 2011** L'OIF entre au Comité de direction de l'ISSAT.
- 2012** L'OIF soutient le projet de recherche du DCAF sur les institutions de médiation compétentes pour les forces armées dans les pays francophones d'Afrique.

Le DCAF, qui s'était vu confier par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) un important projet de recherche sur les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone, a mené sa tâche à bien en 2012. L'étude portait sur le fonctionnement de ces institutions au sein des forces armées dans plusieurs pays de l'Afrique francophone et avait pour objectif de les inciter à faire part de leurs expériences et meilleures pratiques dans le cadre de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.²⁶

En 2011–2012, sous l'égide de l'OIF, le DCAF a entrepris trois études de cas au Burkina Faso, au Burundi et au Sénégal. Préparées par des experts locaux, ces études examinent plusieurs institutions nationales concernées, leur statut juridique, leurs missions, leurs points forts et leurs points faibles, et évaluent leurs besoins en matière de renforcement de la capacité. Elles décrivent en détails les procédures de traitement des plaintes et donnent un aperçu de la situation concernant la gouvernance du secteur de la sécurité ainsi que des progrès accomplis dans chacun des trois pays. Le document *Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone – Burkina Faso, Burundi et Sénégal* correspondant à cette étude est disponible en anglais et en français.²⁷

Sur le plan pratique, en septembre 2012, les institutions de médiation du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal ont assisté pour la première fois à la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées, organisée conjointement par le DCAF et le Bureau de l'ombudsman de la Défense nationale et des Forces canadiennes à Ottawa.²⁸

²⁶ www.icoaf.org

²⁷ www.dcaf.ch/Publications/Ombuds-Institutions-for-the-Armed-Forces-in-Francophone-Africa-Burkina-Faso-Burundi-and-Senegal

²⁸ Pour plus d'informations, voir la Partie III du présent rapport *Les grands thèmes de la GSS en 2012 / Les institutions de médiation pour les forces armées*.

La coopération avec les organisations internationales

En outre, le DCAF et l'OIF ont commencé à explorer les différentes possibilités d'étoffer leur collaboration, et tous deux ont convenu de conclure en 2013 un partenariat stratégique officiel.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Sous l'égide de l'OIF, le DCAF a mené à bien un projet de recherche sur les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone.
- A la suite de ce projet, des institutions de médiation du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal ont assisté pour la première fois à la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées, à Ottawa au Canada.

Pour de plus amples informations sur la collaboration entre le DCAF et l'OIF, voir www.dcaf.ch/Partner/Organisation-Internationale-de-la-Francophonie

L'Union interparlementaire

Dates importantes :

- 2001** L'UIP et le DCAF commencent leur collaboration sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité.
- 2003** Le DCAF et l'UIP publient le guide *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques*. Il s'agit d'un outil prometteur destiné aux parlementaires chargés des questions de défense et de sécurité. Le guide a été, à ce jour, traduit en 38 langues, et 100 000 exemplaires ont été distribués aux parlements dans le monde entier.
- 2005** Le DCAF et l'UIP commencent ensemble une série de séminaires régionaux sur le renforcement de la capacité des commissions parlementaires de défense et de sécurité.
- 2009** L'UIP obtient le statut d'observateur au Conseil de fondation du DCAF.

En 2012, le DCAF a poursuivi sa stratégie habituelle de soutien à l'Union interparlementaire (UIP) en apportant son concours sous la forme de savoir-faire et de financement lors de manifestations régionales de l'UIP consacrées à l'amélioration des capacités des commissions parlementaires de défense et de sécurité.

En mars–avril 2012, le DCAF a participé à l'Assemblée générale de l'UIP à Kampala en Ouganda. De plus, le Centre a gardé le contact avec la délégation suisse auprès de l'UIP et a collaboré à la rédaction d'un projet de résolution sur « Le renforcement du rôle des parlements dans la gouvernance de la sécurité en phase d'après-conflit ou de transition ».

En outre, les versions géorgienne, kazakhe, kirghize et tadjike du guide de l'UIP–DCAF *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques* ont été réimprimées.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF a participé à la rédaction d'un projet de résolution sur « Le renforcement du rôle des parlements dans la gouvernance de la sécurité en phase d'après-conflit ou de transition ».
- Le guide de l'UIP–DCAF intitulé *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques* a été re-publié dans ses versions géorgienne, kazakhe, kirghize et tadjike.

L'Europe du Sud-Est

Dates importantes :

- 2000-2006** L'Albanie, la Bulgarie, la Macédoine[†] et la Roumanie font partie des membres fondateurs du DCAF en 2000. La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Slovénie et la République fédérale de Yougoslavie rejoignent le DCAF en 2001, suivies par la Moldavie en 2002 et par le Monténégro en 2006.
- 2007** Le DCAF devient partenaire d'exécution pour la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est (CCP).
- 2008** Le DCAF ouvre un bureau à Ljubljana pour accueillir le Secrétariat de la CCP.
- 2011** Le DCAF et Frontex signent un accord de coopération dans le domaine de la gestion des frontières.
La Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) confie au DCAF la responsabilité partagée de programmes déployés en Bulgarie et en Roumanie sur l'asile, les migrations et la traite des êtres humains.
- 2012** Le DCAF lance le Programme de renforcement de l'intégrité de la police.
Le DCAF lance un Projet-cadre régional pluriannuel pour la promotion du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest.
La DDC charge le DCAF de faciliter la mise en œuvre d'un Programme suisse pluriannuel de coopération policière régionale pour la période 2012-2016 dans les Balkans de l'Ouest.

En 2012, les activités du DCAF en Europe du Sud-Est se sont concentrées sur la coopération policière et des frontières au niveau régional, sur l'assistance parlementaire, sur l'intégration des questions de genre dans la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) et sur l'autonomisation de la société civile. Le Centre a également épaulé le gouvernement suisse dans la mise en œuvre de trois programmes parrainés par la Confédération helvétique dans les Balkans de l'Ouest.

Le Programme relatif aux services de police pour l'Europe du Sud-Est

Des services de police efficaces et axés sur les personnes sont essentiels pour garantir la sécurité de l'État et de ses citoyens et le respect des droits de l'homme. Dans le cadre de son Programme relatif aux services de police pour l'Europe du

[†] désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine ».

Sud-Est, le DCAF aide la police à agir dans le respect de la législation nationale et du droit international, des principes généraux des droits de l'homme et des bonnes pratiques policières. Le DCAF défend les principes de l'exercice démocratique des fonctions de police et s'emploie à faire en sorte que les services de police soient fonctionnels, responsables et régis par la primauté du droit.

En 2012, le Programme du DCAF relatif aux services de police pour l'Europe du Sud-Est s'est articulé autour de trois grands axes : favoriser la coopération policière régionale, accroître l'intégrité de la police et renforcer les capacités de gestion dans l'administration publique.

- *L'appui à la mise en œuvre de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est*

En 2012, le DCAF a continué de contribuer à la mise en œuvre de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est (CCP) en hébergeant le Secrétariat de la Convention dans ses locaux à Ljubljana.²⁹ Cette Convention – ratifiée par l'Albanie, l'Autriche, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Hongrie, la Macédoine, la Moldavie, le Monténégro, la Roumanie, la Serbie et la Slovaquie – a pour objet d'améliorer la stratégie de collaboration policière dans la région et de la mettre progressivement en conformité avec les normes de l'Union européenne (UE). Les Parties contractantes à la CCP assurent la présidence tournante de la convention pour une durée de six mois, ce qui favorise l'implication régionale et permet une grande variété de priorités d'une présidence à l'autre. Le Secrétariat apporte son appui aux réunions des organes décisionnels de la convention et de différents réseaux et groupes d'experts afin de faciliter les débats quant aux mesures opérationnelles à prendre en vue de la mise en œuvre de la convention.

En 2012, le DCAF a organisé des activités de renforcement des capacités relatives à différents aspects pratiques de la mise en œuvre de la CCP, notamment des exercices pratiques et théoriques dans les domaines de l'observation et de la poursuite transfrontalières. Lancé en 2012, l'échange au niveau régional d'informations concernant des documents de voyage falsifiés a également permis de renforcer la collaboration policière opérationnelle en Europe du Sud-Est.

- *Le Programme pour le renforcement de l'intégrité de la police*

Le Programme du DCAF pour le renforcement de l'intégrité de la police vise à établir et renforcer des mécanismes pour garantir l'existence de services de police responsables, garants de l'éthique et transparents qui prennent des mesures concrètes pour lutter contre la corruption policière.

L'ouvrage intitulé *Toolkit on Police Integrity* (La boîte à outils sur l'intégrité de la police) fait partie intégrante de ce programme. Il s'agit d'un manuel pratique destiné à aider les services de police et les décideurs politiques à déceler et combattre la corruption et à encourager les organes gouvernementaux ainsi que les organisations de la société civile à exercer un contrôle efficace. Publié en 2012,

²⁹ www.pccseesecretariat.si

La coopération régionale

ce guide a été conçu par le DCAF avec l'appui du ministère des Affaires étrangères norvégien.³⁰

Le Programme pour le renforcement de l'intégrité de la police prévoit une stratégie en deux volets pour faciliter l'adoption des meilleures pratiques décrites dans ce guide: le premier consiste à mettre au point un ensemble de programmes sur mesure conçus dans le but de répondre aux besoins spécifiques des pays bénéficiaires, à leur demande; le second implique la mise au point d'instruments « autonomes », comme des modules d'apprentissage en ligne, des cours ou des outils pédagogiques, qui seront d'une façon plus générale mis à la disposition du personnel des forces de sécurité concerné et des organisations de la société civile.

Le DCAF a présenté le guide en septembre 2012 à l'occasion de la troisième Conférence régionale sur l'intégrité de la police et le contrôle interne qui s'est tenue à Vélès, en Macédoine. Cette manifestation sur deux jours organisée conjointement avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le ministère de l'Intérieur macédonien a réuni des participants provenant des ministères de l'Intérieur de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Croatie, de la Macédoine, du Monténégro, de la Roumanie, de la Serbie et de la Turquie. Le guide est actuellement disponible en albanais, croate, anglais, macédonien et serbe. Des traductions en d'autres langues sont prévues.

- *L'appui au ministère serbe de l'Intérieur*

En 2012, le DCAF a poursuivi la mise en œuvre de deux projets pluriannuels dont il avait été chargé par le gouvernement serbe et l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement dans l'objectif de moderniser le ministère de l'Intérieur serbe et de le mettre en conformité avec les normes européennes.

Le premier projet, intitulé « Renforcement de la capacité en matière de gestion stratégique à l'usage du ministère de l'Intérieur de la République de Serbie », vise à élargir les compétences en matière de gestion stratégique au sein du ministère de l'Intérieur et de la Direction générale de la police de Serbie afin d'améliorer les pratiques de gestion et de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de développement 2011–2016 du ministère de l'Intérieur. En 2012, le groupe cible constitué d'une soixantaine de cadres moyens et supérieurs a suivi avec succès une série de cours reconnus à l'échelle internationale portant sur la gestion, le développement du leadership, la gestion de la performance ainsi que sur la politique générale et la gestion du changement.

Le second projet, intitulé « Présentation au ministère de l'Intérieur de la République de Serbie d'un concept moderne pour la gestion des ressources humaines », a pour but de préparer les fonctionnaires du ministère à la réforme du système de

³⁰ www.dcaf.ch/Publications/Toolkit-on-Police-Integrity

gestion des ressources humaines en leur proposant des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités et en les aidant à formuler une stratégie globale en la matière. En 2012, le DCAF a achevé la phase préparatoire du projet, informé le ministre de l'Intérieur et ses principaux collaborateurs des objectifs du projet, organisé une série d'ateliers sur différentes conceptions modernes de la gestion des ressources humaines, établi une analyse préliminaire des compétences du ministère en matière de gestion des ressources humaines et organisé des visites d'étude en Autriche, en République tchèque et au Royaume-Uni à l'intention de hauts fonctionnaires du ministère.

La collaboration entre le DCAF et le ministère de l'Intérieur serbe sur ces deux projets se poursuivra en 2013.

Le Programme sur la sécurité aux frontières dans les Balkans de l'Ouest

Le Programme du DCAF sur la sécurité aux frontières aide les gouvernements de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de la Macédoine, du Monténégro et de la Serbie à instaurer un système moderne de sécurité aux frontières. Ces pays bénéficient d'une assistance globale allant du renforcement des capacités au niveau national à la création de mécanismes de coopération à l'échelle régionale. Le programme s'appuie sur la participation d'agents des ministères de l'Intérieur, de chefs et fonctionnaires de police aux frontières et d'experts, et permet l'échange de meilleures pratiques, la mise au jour des besoins au niveau régional et le développement d'une confiance mutuelle.

Depuis janvier 2012, le Programme du DCAF sur la sécurité aux frontières a été remanié pour répondre à de nouvelles priorités concernant la promotion de la coopération transfrontalière entre pays bénéficiaires. Ces priorités ont été énoncées dans la Déclaration ministérielle présentée à la neuvième Conférence ministérielle annuelle d'examen qui s'est tenue à Skopje en Macédoine, en mars 2012, ainsi que dans le Plan d'action régional 2012–2015 qui en a découlé. Elles prévoient notamment la mise en place d'opérations de police aux frontières communes et coordonnées au sein de la région, le renforcement de l'éducation et de la formation, une harmonisation entre les pratiques des services frontaliers d'Europe du Sud-Est et les normes de l'Union européenne et de Schengen ainsi que l'élaboration de politiques visant à accroître la sécurité des citoyens tout en favorisant la libre circulation des personnes, des marchandises et des idées. En 2012, le DCAF a organisé 18 ateliers, séminaires et réunions d'experts à l'intention de professionnels de la sécurité aux frontières provenant des Balkans de l'Ouest; il a également mis sur pied deux opérations de police aux frontières communes et coordonnées au sein de la région en appui à la mise en œuvre de ces objectifs. Les activités dans ce domaine se poursuivent en 2013.

La coopération régionale

Le renforcement du contrôle des services de renseignement dans les Balkans de l'Ouest

Tout au long de l'année 2012, le DCAF a continué de travailler à un projet d'une durée prévue de deux ans sur le renforcement du contrôle des services de renseignement dans les Balkans de l'Ouest. Parrainé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le projet examine les paramètres du contrôle des services de renseignement par des comités parlementaires et des organes autonomes tels que les institutions de médiation, les institutions supérieures de contrôle, les commissions pour la protection des données et les organismes spécialisés dans la supervision des agences de renseignement. En 2012, le projet a permis d'obtenir deux résultats concrets :

- la publication de *Overseeing Intelligence Services: A Toolkit* (Boîte à outils sur le contrôle des services de renseignement), un ensemble de documents d'orientation sur le contrôle de certains aspects des activités des services de renseignement, et sur la conception, la création et l'amélioration des organes de contrôle indépendants. La boîte à outils a été rédigée par des experts de renom compétents en matière de gouvernance des services de renseignement et donne des exemples tirés de 28 pays dans le monde³¹;
- l'organisation d'une conférence régionale à Ljubljana sur l'évaluation et l'amélioration du contrôle des services de renseignement dans les Balkans de l'Ouest. La conférence a rassemblé des parlementaires ainsi que des représentants de la société civile et des médias pour examiner des questions telles que la protection et la promotion des droits de l'homme dans le cadre des activités des agences de renseignement, le rôle des journalistes dans le contrôle de ces services et l'évaluation des systèmes de contrôle.

L'intégration du genre dans la gouvernance du secteur de la sécurité en Europe du Sud-Est

L'intégration des questions relatives à la parité des sexes dans la réforme du secteur de la sécurité (RSS) est restée un domaine important des activités du DCAF en Europe du Sud-Est en 2012. Au niveau régional, le Centre a encouragé la collaboration avec le Réseau des femmes policières de l'Europe du Sud-Est (WPON) en offrant au Conseil du WPON une formation sur la sensibilisation en interne. Le Centre a également soutenu le Centre de coopération pour la sécurité du RACVIAC (Centre d'aide régional pour la vérification et la mise en œuvre du contrôle des armements) en fournissant à des professionnels du secteur de la sécurité issus de toute l'Europe du Sud-Est des orientations sur l'intégration du genre dans la RSS. En outre, plusieurs actions axées sur la sensibilisation à la question du genre ont été entreprises au niveau bilatéral :

³¹ www.dcaf.ch/Publications/Overseeing-Intelligence-Services-A-Toolkit

En **Albanie**, le DCAF, en collaboration avec ONU Femmes, a soutenu la Police nationale et le ministère de la Défense albanais lors des préparatifs d'auto-évaluations sur l'égalité des sexes au sein de ces institutions fondées sur le *Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice* établi par le DCAF ; celles-ci seront menées en 2013.

En **Bosnie-Herzégovine**, le DCAF, en collaboration avec The Atlantic Initiative, une organisation partenaire basée à Sarajevo, a poursuivi la mise en œuvre d'un projet sur trois ans sur le genre et la réforme du système de justice. Ce projet touche trois secteurs d'activité étroitement liés :

- le renforcement des compétences des juges et des procureurs bosniaques visant à inscrire la question du genre dans leurs activités, notamment en favorisant la mise en place d'un programme d'évaluation et de suivi au sein du Centre de formation à la magistrature de la Fédération de Bosnie-Herzégovine à Sarajevo, ainsi que l'élaboration d'un guide à l'intention des juges sur l'évaluation et la détermination des peines dans les affaires de violence conjugale ;
- l'appui à l'Association des femmes juges (AJW) – un acteur clé du système judiciaire de Bosnie-Herzégovine – dans les domaines de la planification stratégique, du renforcement des capacités, de la communication externe et de la sensibilisation, ainsi que du développement professionnel individuel des membres de l'AJW ;
- la réalisation d'un projet de recherche à l'échelle nationale destiné à mettre au jour les problèmes liés à l'égalité des sexes au niveau des structures et des procédures du système judiciaire de Bosnie-Herzégovine.

En **Serbie**, le DCAF a apporté son concours au Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité en luttant contre les discriminations fondées sur le sexe au sein des institutions du secteur de la sécurité au moyen d'une série de tables rondes et de documents d'orientation destinés au gouvernement serbe.

Le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest

En 2012, le DCAF a lancé un Projet-cadre régional pluriannuel pour la promotion du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest. Ce projet-cadre aide les parlements nationaux à s'acquitter de leurs fonctions constitutionnelles en tant qu'organes législatifs et de contrôle dans le domaine de la sécurité et de la défense. Le projet-cadre a une durée prévue de 36 mois et apporte un soutien ciblé aux commissions parlementaires de la défense et de

La coopération régionale

la sécurité ainsi qu'aux commissions de contrôle des services de renseignement en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine, au Monténégro et au Kosovo.* Il prévoit notamment des activités de sensibilisation aux normes et aux bonnes pratiques internationales, un renforcement des capacités, notamment par le biais de tables rondes et de visites d'étude à l'étranger, la promotion de la coopération et de l'échange d'informations à l'échelle régionale, la fourniture d'avis sur des documents d'orientation ou des textes législatifs et la diffusion de matériels pédagogiques dans les langues locales. Favoriser le rapprochement des législations, procédures et pratiques nationales et des normes européennes est par ailleurs un élément clé du projet.

En 2012, au titre du Projet-cadre régional pluriannuel pour la promotion du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest, deux séances de renforcement des capacités ont été organisées au niveau régional et 12 au niveau national dont les plus importantes sont décrites ci-après :

Bosnie - Herzégovine	<ul style="list-style-type: none">• Organisation d'une série d'activités de renforcement des capacités destinées à consolider les mécanismes de contrôle parlementaire au sein de l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, en réponse à des demandes d'assistance présentées par la Commission mixte de défense et de sécurité et la Commission mixte de supervision des travaux de l'Agence de renseignement et de sécurité de Bosnie-Herzégovine.• Financement et formation de spécialistes recrutés par le Bureau du Commissaire militaire parlementaire aux droits de l'homme de Bosnie-Herzégovine.
Kosovo*	<ul style="list-style-type: none">• Organisation d'une série d'activités personnalisées de renforcement des capacités et d'appui technique à l'intention des autorités législatives locales sur des questions relatives au contrôle de la sécurité et à la gouvernance démocratique en conformité avec les normes européennes.• Traduction en albanais et en serbe de six ouvrages du DCAF sur la gouvernance et le contrôle du secteur de la sécurité.
Macédoine[‡]	<ul style="list-style-type: none">• Organisation de deux séminaires de renforcement des capacités sur le rôle du parlement dans le contrôle financier des institutions du secteur de la sécurité conjointement avec la Commission de supervision des activités de la Direction générale de la sécurité et du contre-espionnage et les Services de renseignement.• Encouragement à la participation d'une organisation locale de la société civile à une « Analyse comparative des pratiques régionales en vue du contrôle financier parlementaire des services de renseignement ».

* L'Assemblée du Kosovo a déclaré l'indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l'indépendance du Kosovo, 24 ne l'ont pas acceptée et continuent de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.

[‡] désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom de « ex-République yougoslave de Macédoine ».

Monténégro	<ul style="list-style-type: none">• Réalisation de vastes consultations auprès de membres et de conseillers du Comité parlementaire de défense et de sécurité pour définir les besoins en termes d'assistance et établir la programmation de futures séances de formation.• Appui à la participation de plusieurs membres du Parlement et conseillers parlementaires à deux conférences parlementaires régionales et à trois séminaires de formation sur différents thèmes liés à la gouvernance du secteur de la sécurité.• Prise de contact avec la Cour des comptes et le Conseil pour le contrôle civil des opérations de police, deux institutions participant activement au contrôle du secteur de la sécurité au Monténégro.
Au plan régional	<ul style="list-style-type: none">• Organisation au Monténégro d'un séminaire sur le contrôle financier du secteur de la sécurité à l'intention de conseillers parlementaires provenant d'Europe du Sud-Est.• Organisation d'une conférence régionale sur l'évaluation et l'amélioration du contrôle des services de renseignement dans les Balkans de l'Ouest à l'intention d'un large éventail de parties prenantes dont des membres du Parlement et des conseillers parlementaires.³²

Le Programme de renforcement des capacités de la société civile dans les Balkans de l'Ouest

En 2012, le DCAF a continué de soutenir l'organisation d'activités régionales et bilatérales pour des organisations de la société civile des Balkans de l'Ouest.

En mars 2012, un rassemblement de sept organisations de la société civile des Balkans de l'Ouest a publié un ouvrage à portée régionale intitulé *Almanac on Security Sector Oversight in the Western Balkans* (Almanach sur le contrôle du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest)³³; il comprend sept études de cas et un chapitre consacré à la méthodologie mise au point au cours du projet baptisé « Civil Society Capacity Building to Map and Monitor Security Sector Reform in the Western Balkans, 2009–2011 ». Cette publication est un élément phare de ce projet mené par le DCAF et le Centre de politique de sécurité de Belgrade (BCSP) de 2009 à 2011. Le projet avait pour principal objectif de renforcer les capacités des organisations de la société civile des Balkans de l'Ouest afin de pouvoir dresser un inventaire des processus de RSS dans la région, suivre lesdits processus et procéder à une évaluation indépendante fondée sur des données factuelles.

En 2012, les activités régionales du DCAF dans le domaine de l'autonomisation de la société civile ont compris des séances de renforcement des capacités, à l'image de la douzième Conférence du réseau Young Faces Network sur « Le contrôle

³² Pour de plus amples informations, voir p.84.

³³ www.bezbednost.org/All-publications/4628/Almanac-on-Security-Sector-Oversight-in-the.shtml

La coopération régionale

des services de renseignement » organisée à l'intention de jeunes professionnels de l'ensemble des Balkans de l'Ouest participant à la réforme du secteur de la sécurité, ainsi que l'organisation d'un séminaire régional sur « L'intégration à l'Union européenne et la sécurité nationale, la justice et les droits de l'homme » destiné à des chercheurs d'organisations de la société civile de la région.

En outre, en 2012, le DCAF a soutenu plusieurs projets locaux de recherche, de sensibilisation et de formation menés par des organisations de la société civile des Balkans de l'Ouest. La liste ci-après présente un aperçu d'un certain nombre d'activités bilatérales d'assistance mises en place par le DCAF en faveur des organisations de la société civile :

Albanie	<ul style="list-style-type: none">• Appui à l'Institut pour la démocratie et la médiation de Tirana au moyen d'un programme de formation des médias composé de huit ateliers à l'intention de journalistes et de professionnels des médias dans l'objectif de faire mieux comprendre les enjeux de la RSS et de la GSS en Albanie et d'améliorer la communication à ce sujet.• Appui à l'organisation d'une table ronde sur un projet de loi concernant des entreprises de sécurité privée en Albanie et contribution en vue de la conférence intitulée « Vingt ans de RSS en Albanie » visant à évaluer les grandes réformes, à débattre des défis à venir et à définir les nouvelles réformes politiques et juridiques nécessaires pour assurer une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité.
Bosnie-Herzégovine	<ul style="list-style-type: none">• Appui au Centre des études de sécurité, basé à Sarajevo, sous forme de recherches effectuées en vue de la publication de l'ouvrage <i>Review of Police in Bosnia and Herzegovina</i> (Examen du système policier en Bosnie-Herzégovine) qui se penche sur les dispositions légales relatives aux structures de police en place et analyse les réformes du système policier en regard du cadre juridique.
Serbie	<ul style="list-style-type: none">• Co-organisation d'une séance sur la cybersécurité lors du Forum sur la sécurité 2012 de Belgrade et soutien en faveur d'une conférence sur la RSS organisée par le Centre de politique de sécurité de Belgrade qui traitait des progrès accomplis et des problèmes rencontrés s'agissant des politiques de sécurité de la Serbie et des réformes mises en œuvre jusqu'ici.

Le soutien en faveur de programmes parrainés par la Suisse en Europe du Sud-Est

Le DCAF soutient la Direction du développement et de la coopération (DDC) ainsi que le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) suisses en ce qui concerne la mise en œuvre de plusieurs programmes parrainés par la Suisse en Europe du Sud-Est.

- *Le Programme suisse de coopération régionale policière dans les Balkans de l'Ouest*

En 2012, le DCAF a été chargé par la DDC de la conception, de la gestion et du suivi de la mise en œuvre du Programme suisse de coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest (SPCP 2012–16). Le SPCP 2012–16 sélectionne et cofinance des initiatives régionales qui facilitent la coopération policière stratégique au niveau régional, favorisent la création de réseaux régionaux, encouragent le renforcement des capacités et des connaissances et appuient la réalisation d'exercices opérationnels transfrontaliers. Le programme vise à accroître la coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest au cours de la période 2012–2016 dans l'objectif de garantir une approche plus efficace s'agissant de la lutte contre la criminalité organisée et les autres formes graves de criminalité.

Au cours du second semestre 2012, le DCAF a mené une campagne de sensibilisation pour faire connaître le programme dans la région. Dans le cadre de cette opération, les ministres de l'Intérieur des États des Balkans de l'Ouest ont été invités à présenter des propositions de projets, les premières subventions au titre SPCP 2012–16 devant être octroyées en 2013.³⁴

- *L'appui de la Suisse en faveur du Centre de formation pour les opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine*

En 2012, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT) a soutenu le Département fédéral suisse de la défense, de la protection de la population et des sports en proposant au Centre de formation pour les opérations de maintien de la paix en Bosnie-Herzégovine (Peace Support Operations Training Centre, PSOTC) des cours d'introduction intitulés « Opérations de maintien de la paix et RSS ». Cette formation s'inscrivait dans le cadre de la stratégie progressive sur trois ans du gouvernement suisse visant à renforcer les capacités du PSOTC de façon à ce qu'il puisse offrir des formations sur la RSS.

- *L'Organisme intermédiaire suisse – Roumanie et Bulgarie*

En 2011, la DDC a retenu le DCAF pour faire partie de l'organe d'exécution – l'Organisme intermédiaire suisse – responsable de la gestion de projets axés sur les migrations en Roumanie et en Bulgarie. L'objet de ces projets est de renforcer les capacités des autorités roumaines et bulgares concernées grâce à un partage des connaissances sur les données d'expérience et les meilleures pratiques avec les autorités suisses, notamment avec le Service suisse de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT) et l'Office fédéral des migrations (ODM).

Au cours de l'année 2012, le DCAF a géré différents programmes de renforcement des capacités opérationnelles et de formation interne destinés à l'Inspection

³⁴ Pour de plus amples informations, voir www.SP2012-16.ch

La coopération régionale

générale de l'immigration et à l'Agence nationale contre la traite des personnes de Roumanie; ces programmes traitaient des questions de migrations illégales, d'asile et de traite des êtres humains. Un projet semblable sera mis en place en 2013 auprès de la Direction des migrations bulgare; il comprendra un échange de données d'expérience et un appui en faveur de l'infrastructure et de la formation interne des autorités bulgares chargées des migrations.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Remaniement du Programme sur la sécurité aux frontières dans les Balkans de l'Ouest afin de répondre aux nouvelles priorités s'agissant de la promotion de la coopération transfrontalière entre pays bénéficiaires; soutien à la réalisation de deux opérations de police aux frontières communes et coordonnées au sein de la région.
- Publication de la boîte à outils *Toolkit on Police Integrity* – un manuel pratique destiné à aider les services de police à repérer et combattre la corruption.
- Début de la mise en œuvre du projet intitulé « Présentation au ministère de l'Intérieur de la République de Serbie d'un concept moderne pour la gestion des ressources humaines ».
- Démarrage d'un Projet-cadre régional pluriannuel pour la promotion du contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest.
- La Direction du développement et de la coopération suisse charge le DCAF de la conception, de la gestion et du suivi de la mise en œuvre du Programme suisse de coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest pour la période 2012–2016.
- Appui à la mise en place d'un programme pilote de formation sur l'évaluation et le suivi pour le Centre de formation à la magistrature de la Fédération de Bosnie-Herzégovine à Sarajevo; parallèlement, lancement d'un projet de recherche à l'échelle nationale destiné à déceler les répercussions des questions liées à l'égalité des sexes sur l'administration de la justice par les tribunaux de Bosnie-Herzégovine.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF en Europe du Sud-Est, voir www.dcaf.ch/Region/Southeast-Europe

Les nouveaux États indépendants

Dates importantes :

- 2000** La Russie et l'Ukraine font partie des membres fondateurs du DCAF.
- 2001** La Géorgie rejoint le DCAF.
Le DCAF soutient l'Assemblée interparlementaire de la Communauté des États indépendants (CEI) dans la rédaction d'une législation type sur le contrôle parlementaire des opérations militaires et de maintien de la paix.
- 2002** L'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus et la Moldavie rejoignent le DCAF.
Publication par le DCAF du répertoire d'instruments juridiques intitulé *Russian Federation Legal Acts on Civil-Military Relations: Collection of Documents*.
- 2004-2009** Collaboration étroite avec la Commission de la sécurité et de la défense de la Verkhovna Rada (le Parlement ukrainien).
- 2005** Organisation d'une conférence parlementaire régionale pour les parlementaires de la CEI, en collaboration avec le PNUD.
Première Conférence régionale sur les questions relatives au renforcement des institutions de défense du Caucase.
Publication par le DCAF du répertoire d'instruments juridiques intitulé *The Security Sector Legislation of Ukraine*, contenant quelque 30 lois dont le DCAF a contribué à la rédaction.
- 2006** Première Table ronde régionale pour les médiateurs de la CEI, en collaboration avec le PNUD.
- 2006-2009** Collaboration étroite avec les Services de sécurité ukrainiens sur le contrôle et la réforme des services du renseignement.
- 2006-2012** Gestion par le DCAF du « Programme de jumelage d'experts » pour les fonctionnaires du ministère de la Défense ukrainien.
- 2009-2012** Organisation des premières tables rondes nationales sur les droits de l'homme dans les forces armées avec les gouvernements de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Tadjikistan et du Turkménistan, en collaboration avec l'OSCE.
- 2011** Le Kirghizistan rejoint le DCAF.
- 2012** Le Kazakhstan rejoint le DCAF avec le statut d'observateur permanent.
Des institutions de médiation du Kirghizistan et du Tadjikistan participent pour la première fois à la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.

En juin 2012, la République du Kazakhstan rejoint le DCAF avec le statut d'observateur permanent, ce qui porte le nombre total de pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale à neuf – à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, la Russie et l'Ukraine.

La coopération régionale

En 2012, le DCAF a jeté les bases d'une coopération avec les services nationaux de sécurité aux frontières de pays d'Asie centrale dans l'objectif de les aider à créer des systèmes de sécurité aux frontières modernes et efficaces. Tout au long de l'année, plusieurs négociations bilatérales et multilatérales ont eu lieu à cet effet à Astana, Bichkek, Budapest, Douchanbé et Riga; elles étaient organisées en collaboration avec le Programme de gestion des frontières pour l'Asie centrale (BOMCA 8) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Union européenne (UE), ainsi qu'avec des partenaires de longue date du DCAF, à l'image du ministère de l'Intérieur hongrois. Ces négociations ont abouti à la rédaction de la première ébauche d'un projet d'assistance mené par le DCAF, dont les diverses activités en matière de sécurité des frontières iraient du renforcement de la capacité au niveau national à l'élaboration de mécanismes de coopération au niveau régional dans les domaines de l'éducation et de la formation, de l'analyse des risques, du renseignement criminel et des enquêtes criminelles.

Des négociations plus approfondies, visant à transformer cette ébauche approuvée de projet en un véritable programme qui s'étalera sur plusieurs années, sont en cours. Ce programme devrait démarrer au second semestre 2013 dans le cadre de la contribution du DCAF à la présidence en exercice suisse de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en 2014.

De manière analogue, le DCAF soutient l'École des cadres pour la gestion des frontières de l'OSCE à Douchanbé (OSCE Border Management Staff College, BMSC) afin de mettre au point un cours de formation de 12 mois intitulé « Border Security and Management » sur la sécurité des frontières et leur gestion. Ce cours s'adresse aux professionnels de la sécurité des frontières (de niveaux intermédiaire et supérieur) en poste dans toute la région concernée par l'OSCE. Des écoles de sécurité frontalière des cinq États d'Asie centrale ont manifesté leur intérêt s'agissant de la conception, en collaboration avec le DCAF, d'une formation du même type spécifiquement consacrée à l'Asie centrale.

Comme les années précédentes, en 2012, les activités du DCAF dans les nouveaux États indépendants, en dehors du cadre de l'OSCE, de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou de l'UE ont été menées sur un plan bilatéral. L'essentiel de ces activités a concerné l'Ukraine, mais des projets autonomes ont également été déployés en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Kirghizistan, en Moldavie et au Tadjikistan. Les principaux d'entre eux sont décrits ci-après :

Arménie	<ul style="list-style-type: none">• Cours dispensés sur l'élaboration de politiques et d'une planification en matière de défense ainsi que sur la gestion de la défense à l'intention de cadres supérieurs du Collège militaire arménien.• Co-organisation avec le bureau de l'OSCE à Erevan de la visite de fonctionnaires et de hauts membres du Parlement arménien ainsi que de responsables de la police et de la défense au DCAF, à différentes institutions ayant leur siège à Genève et à des offices fédéraux suisses dans le cadre d'un programme d'information et de discussions sur des questions liées à la gouvernance du secteur de la sécurité.
----------------	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Participation au séminaire du ministère arménien des Affaires étrangères et du Secrétariat international de l'OTAN sur « Le renforcement de la coopération en matière de sécurité – La valeur ajoutée de la nouvelle politique de partenariat de l'OTAN » organisé à Erevan et axé sur le mécanisme de gouvernance pour le contrôle du secteur de la sécurité. • Conclusion d'un protocole d'accord en matière de coopération avec le Parlement arménien en 2013. • Traduction en arménien et publication par le bureau de l'OSCE à Erevan du document du DCAF intitulé <i>Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices</i> (Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense –Recueil des meilleures pratiques).
Azerbaïdjan	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention relative au contrôle démocratique des forces armées lors d'un séminaire sur « Les relations entre ministère de la Défense et Parlement » organisé conjointement par le ministère de la Défense azerbaïdjanais et le Centre européen d'études de sécurité George C. Marshall (Garmisch-Partenkirchen). • Mise à disposition d'un expert en renforcement de l'intégrité en matière de défense dans le cadre de l'atelier sur « Les initiatives de réformes concernant les institutions de sécurité du Caucase » à l'intention des parlementaires et des organisations de la société civile organisé par le Centre pour la paix et le règlement des conflits (Bakou).
Géorgie	<ul style="list-style-type: none"> • Visites organisées au Parlement de Géorgie, au ministère de la Défense et auprès d'organisations non gouvernementales pour donner suite à des demandes de coopération au lendemain de l'élection du nouveau gouvernement en 2012. Accord sur des possibilités de coopération en matière de renforcement des capacités en 2013, en lien principalement avec des questions de contrôle parlementaire et de réforme du secteur de la défense. • Appui au projet interrégional d'ONU Femmes intitulé « Women Connect Across Conflicts » grâce à l'organisation de consultations au niveau national et à la tenue d'un atelier sur le Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. • Présentation d'observations sur un projet de loi sur l'ombudsman militaire du Parlement de Géorgie.
Kirghizistan	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de la visite d'un groupe de parlementaires kirghizes à Riga, en Lettonie, grâce à une étroite collaboration avec le ministère de la Défense letton, au titre d'une mission exploratoire sur le cadre juridique et politique pour assurer une transition vers la démocratie réussie et des procédures de GSS efficaces.

	<ul style="list-style-type: none">• Participation à des réunions d'information sur le contrôle parlementaire à l'intention d'une délégation parlementaire kirghize dans le cadre d'un programme sur des questions de sécurité organisé par le Centre George C. Marshall et le <i>Bundestag</i> allemand à Berlin.• Analyse et présentation de commentaires sur la législation relative au secteur de la sécurité du Kirghizistan afin d'établir les domaines prioritaires et d'entreprendre une activité législative sur des questions de contrôle. Conclusions mises à la disposition des différentes parties prenantes au niveau national.• Renforcement du partenariat avec le centre de l'OSCE à Bichkek dans le cadre d'un protocole d'accord tripartite entre l'OSCE Bichkek, le DCAF et le ministère de l'Intérieur français sur la création d'une cellule de gestion de la crise au sein du cabinet du Premier ministre du Kirghizistan en 2013.• Première participation de l'ombudsman du Kirghizistan à la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées organisée à Ottawa, au Canada.• Organisation à Bichkek, en mai 2012, d'une conférence sur « Le rôle de la société civile dans la transition vers la démocratie » axée sur les grandes questions de gouvernance du secteur de la sécurité.• Participation à la Conférence régionale des ombudsmans à Bichkek et à l'Issyk-Koul.• Début de la compilation d'un <i>Almanach sur la gouvernance du secteur de la sécurité au Kirghizistan</i>.• Publication d'une étude sur la situation et les besoins en matière de réforme du secteur de la sécurité dans les États d'Asie centrale.³⁵
Moldavie	<ul style="list-style-type: none">• Quinze commissaires de police et cadres de niveau intermédiaire chargés de la sécurité aux frontières provenant de postes-frontières et de l'École de sécurité frontalière de Chisinau ont terminé le cours avancé de formation à distance sur « Les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes ». Le cours a été conçu conjointement par le DCAF et la Mission de l'UE d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine (EUBAM).• Traduction en roumain de l'ouvrage <i>Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices</i> (Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense – Recueil des meilleures pratiques) en vue de sa publication en 2013.

³⁵ www.dcaf.ch/Publications/Security-Sector-Reform-in-Central-Asia

Tadjikistan	<ul style="list-style-type: none">• Co-organisation de séminaires de renforcement des capacités sur les droits de l'homme dans les forces armées avec le bureau de l'ombudsman du Tadjikistan et une ONG locale, Amparo, à Douchanbé. Le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Défense, le Bureau du procureur, le Centre national de législation du Président, des collaborateurs de l'ombudsman et des ONG figuraient parmi les participants.• Première participation de l'ombudsman du Tadjikistan à la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées organisée à Ottawa, au Canada.• Analyse de la législation relative au secteur de la sécurité au Tadjikistan afin d'établir les domaines prioritaires et d'entreprendre une activité législative sur des questions de contrôle. Conclusions mises à la disposition des différentes parties prenantes au niveau national. Publication prévue en 2013.• Traduction en langue tadjike de l'ouvrage du DCAF et de l'OSCE <i>Manuel sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales du personnel des forces armées</i>.³⁶
Ukraine	<ul style="list-style-type: none">• Coopération permanente avec des partenaires nationaux de longue date dont le ministère de la Défense et le Parlement ukrainien, l'Académie de défense nationale, les Services de sécurité ukrainiens (SBU), le Bureau de liaison de l'OTAN, le Centre d'information et de documentation de l'OTAN et tout un éventail d'acteurs de la société civile.• Renforcement de la coopération avec le ministère de la Défense et mise sur pied, entre autres, d'un protocole d'accord axé sur l'élaboration d'une nouvelle législation régissant les secteurs de la défense et de la sécurité, d'orientations sur la réalisation d'une revue de la défense stratégique, d'orientations sur la politique de défense et les plans de développement des forces et de directives sur le renforcement de l'intégrité et la lutte contre la corruption dans le secteur de la défense.• Quinze commissaires de police et cadres de niveau intermédiaire chargés de la sécurité aux frontières provenant de postes-frontières et de l'École de sécurité frontalière de Khmelnytskyi ont terminé le cours avancé de formation à distance sur « Les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes ». Le cours a été conçu conjointement par le DCAF et la Mission de l'UE d'assistance à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine (EUBAM).• Etude du cadre législatif national relatif au contrôle du secteur de la sécurité et publication d'une mise à jour du répertoire d'instruments juridiques <i>The Security Sector Legislation of Ukraine</i> (Législation relative au secteur de la sécurité en Ukraine).³⁷

³⁶ www.dcaf.ch/Publications/Handbook-on-Human-Rights-and-Fundamental-Freedoms-of-Armed-Forces-Personnel

³⁷ www.dcaf.ch/Publications/Security-and-Defence-Sector-Legislation-of-Ukraine

La coopération régionale

- Co-organisation avec les Services de sécurité ukrainiens (SBU) d'une conférence annuelle sur « Les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans la gouvernance du secteur de la sécurité » et participation à une conférence sur le dialogue entre le secteur de la sécurité et la société civile.
- Participation à plusieurs débats relatifs à la politique de défense hors-bloc de l'Ukraine et à la conférence internationale sur « La transformation des concepts de sécurité nationale à la lumière de nouveaux défis régionaux et mondiaux » organisée par l'Institut national d'études stratégiques sous les auspices du Président ukrainien.
- Traduction et publication en ukrainien de plusieurs ouvrages du DCAF concernant, notamment, les relations civilo-militaires, la mise en place d'institutions de défense, le contrôle des exportations d'armes, la gestion de la défense et le renforcement de l'intégrité, ainsi que d'un recueil de lois-types de démocraties européennes.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le Kazakhstan rejoint le DCAF avec le statut d'observateur permanent.
- Suivi par 30 commissaires de postes et de cadres moyens chargés de la sécurité aux frontières de Moldavie et d'Ukraine d'un cours DCAF-EUBAM d'enseignement à distance sur le thème « Les pratiques modernes en matière de contrôle des frontières et les normes de l'UE y afférentes ».
- Rédaction des grandes lignes d'un programme d'assistance à la gestion des frontières dans la région d'Asie centrale dont la mise en œuvre devrait débuter en 2013.
- Des institutions d'ombudsman du Kirghizistan et du Tadjikistan participent pour la première fois à la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.
- Coopération permanente avec des acteurs de la gouvernance du secteur de la sécurité dans le Caucase et en Asie centrale aux niveaux régional et national, ainsi qu'en Ukraine au niveau national.
- Publication d'une étude sur la situation et les besoins en matière de RSS dans les États d'Asie centrale.
- Analyse du cadre législatif relatif au contrôle du secteur de la sécurité au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ukraine afin d'établir des priorités en vue de futures activités de réforme.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF dans les nouveaux États indépendants, voir www.dcaf.ch/Region/Eastern-Europe-and-Central-Asia

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Dates importantes :

- 2005** Création par le DCAF du Programme Moyen-Orient et Afrique du Nord.
Lancement d'un programme global sur la gouvernance du secteur de la sécurité dans le territoire palestinien occupé et ouverture d'un bureau du DCAF à Ramallah.
- 2006** Début de la coopération entre le DCAF et les autorités marocaines sur la mise en œuvre des recommandations formulées par l'Instance marocaine Équité et Réconciliation.
- 2007** Le Liban rejoint le DCAF.
- 2009** Ouverture d'un bureau du DCAF à Beyrouth.
- 2011** Des révoltes populaires entraînent des changements politiques en Tunisie, en Égypte, en Libye et au Yémen.
Lancement par le DCAF d'un programme d'assistance à la gouvernance du secteur de la sécurité en Tunisie et ouverture d'un bureau à Tunis. La Tunisie rejoint le DCAF.
- 2012** Création par le DCAF d'un Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord et établissement d'une présence à Tripoli.

En 2011, une vague de changement politique connu sous le nom de « printemps arabe » a déferlé sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Le mécontentement populaire face aux régimes en place a donné lieu à un soulèvement révolutionnaire qui s'est traduit par le renversement des chefs d'État en Égypte, en Libye, en Tunisie et au Yémen, et par des troubles sociaux, une explosion de violence et une instabilité politique dans d'autres pays de la région.

Dans les pays touchés par le printemps arabe, la population a rapidement pris conscience que la réforme du secteur de la sécurité (RSS) était indispensable pour préserver la transition vers la démocratie, rétablir la confiance envers l'État et ses institutions et garantir une stabilité à long terme. En 2011–2012, le DCAF a été confronté à un afflux de demandes d'assistance concernant la réforme du secteur de la sécurité et a commencé à fournir des services aux gouvernements fraîchement élus d'Égypte, de Libye et de Tunisie. En 2012, le Centre a établi une présence permanente à Tripoli pour faciliter la mise en œuvre de ses tout nouveaux programmes de RSS en Libye. Pour la première fois, il a également apporté son concours à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye. Cette mission à multiples composantes a été mise en place pour renforcer le rôle consultatif de l'ONU auprès des autorités libyennes dans la conception et la mise en forme d'un livre blanc sur la défense destiné à orienter la transformation des institutions de défense du pays.

Pour apporter une meilleure réponse globale aux exigences de la situation sur le terrain et aux attentes des donateurs, le DCAF a créé en juin 2012 un Fonds

La coopération régionale

d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord. Ce fonds permet de soutenir les activités du Centre en Égypte, en Libye, au Maroc et en Tunisie. Il est conçu de façon à garantir que le DCAF sera en mesure de réagir avec rapidité et souplesse face à une situation locale et sert de plate-forme de coordination pour les donateurs souhaitant contribuer aux activités de RSS du Centre dans la région, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE. Structuré sous forme de mécanisme de financement commun, le fonds d'affectation est régi par les États donateurs qui se réunissent plusieurs fois par an dans le cadre de son Comité directeur. Par le biais de ce Comité directeur, les donateurs fournissent des orientations stratégiques et supervisent les activités du DCAF dans la région. L'engagement des donateurs a été très positif, avec des contributions versées ou annoncées de plus de 5 millions de francs suisses fin 2012. Les gouvernements du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Slovaquie, de la Suède et de la Suisse ont été les premiers à soutenir cette initiative.

Outre l'Afrique du Nord, le DCAF a poursuivi ses activités dans le territoire palestinien occupé en appuyant les efforts de l'Autorité nationale palestinienne, du Conseil législatif palestinien et de diverses forces de sécurité pour assurer la sécurité du peuple palestinien de manière efficace, transparente et responsable. Le DCAF a également collaboré avec des gouvernements, des parlements et des organisations de la société civile pour contribuer à la mise en place de projets locaux et régionaux de RSS en Algérie, en Iran, en Iraq et au Liban. Le Centre a par ailleurs favorisé le dialogue sur la gouvernance du secteur de la sécurité avec le Qatar et d'autres pays du Conseil de coopération du Golfe.

Pour appuyer les programmes en cours, le DCAF publie et diffuse régulièrement des traductions en arabe d'ouvrages et de matériels didactiques parmi lesquels ont figuré, en 2012, le manuel *Contrôle et orientation – La pertinence du contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité*, le recueil de meilleures pratiques intitulé *Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices* (Recueil des meilleures pratiques – Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense), et le dossier intitulé *Mise en œuvre des résolutions sur les femmes, la paix et la sécurité dans la réforme du secteur de la sécurité*.

Les principaux projets nationaux du DCAF menés à bien en 2012 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Égypte	<ul style="list-style-type: none">• Réponse apportée aux demandes formulées par le gouvernement égyptien et d'autres parties intéressées en matière d'expertise en RSS et de contrôle démocratique des forces armées.
Iraq	<ul style="list-style-type: none">• Participation à un programme de renforcement des capacités parlementaires à l'intention des membres du Conseil des représentants iraquien (l'organe parlementaire du pays).

Libye	<ul style="list-style-type: none"> • Etablissement d'une présence permanente du DCAF à Tripoli. • Instauration d'un réseau de grands acteurs du secteur de la sécurité au sein des forces armées ainsi que de l'organe législatif et des organes exécutifs. • Dialogue engagé avec le Congrès général national (l'organe parlementaire libyen) sur l'exécution d'un programme d'assistance visant à renforcer le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité. • Organisation d'échanges entre fonctionnaires libyens du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Défense et de leurs homologues d'autres États d'Afrique du Nord-Ouest sur les politiques de sécurité nationale au lendemain de la révolution de 2011. • Soutien à la Mission d'appui des Nations Unies en Libye au moyen de conseils et commentaires tirés de l'expérience acquise lors de l'élaboration du livre blanc sur la défense, de sorte à renforcer le rôle consultatif de l'ONU auprès des autorités libyennes dans la conception et la mise en forme de la première version de leur document intitulé <i>Towards a Defence White Paper</i> (Vers un livre blanc sur la défense).
Maroc	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuite de l'assistance spéciale fournie au gouvernement marocain, au Parlement et à la société civile concernant la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation. • Élaboration, en collaboration avec l'Université de Casablanca, d'une formation dans le cadre d'un programme de maîtrise en GSS.
Territoire palestinien occupé	<ul style="list-style-type: none"> • En collaboration avec le cabinet du Président de l'Autorité palestinienne, aide au renfort de Conseils de sécurité communautaire et à la mise en place de Plans stratégiques de sécurité communautaire dans plusieurs circonscriptions de Cisjordanie. • Appui à la modification du système de traitement des plaintes déposées par des citoyens à l'encontre des forces de sécurité et formation dispensée au personnel des organismes chargés de l'instruction des plaintes. • Encouragement à la rédaction d'un nouveau projet de loi sur l'accès à l'information et inscription de ce dernier à l'ordre du jour du Conseil législatif palestinien. • Création d'un groupe d'experts chargé de présenter différentes politiques possibles à l'Autorité palestinienne pour mettre le système judiciaire militaire en conformité avec les normes internationales. • En collaboration avec l'Université Al-Istiqlal, conception et organisation d'une formation « pangouvernementale » sur la bonne gouvernance du secteur de la sécurité à l'intention de fonctionnaires et d'agents de la sécurité palestiniens.

La coopération régionale

	<ul style="list-style-type: none">• Formation de journalistes à la couverture de questions de sécurité et au suivi des activités des forces de sécurité et de police. Elaboration d'un manuel de formation sur le rôle des médias dans la gouvernance et le contrôle du secteur de la sécurité.• Réalisation de l'examen du cadre juridique relatif à la sécurité des femmes et des jeunes filles palestiniennes, présentation de recommandations pertinentes à l'Autorité palestinienne et publication de notes d'information sur différents aspects de la sécurité des femmes palestiniennes.• Réalisation d'une évaluation de la parité des sexes à l'Université Al-Istiqlal et présentation de recommandations sur la façon de mieux intégrer les questions de genre dans les domaines de la représentation des étudiants et du personnel, des procédures de traitement des plaintes, de l'éducation physique et de la communication en vue d'un changement de comportement.
Tunisie	<ul style="list-style-type: none">• Appui et mise en œuvre d'un plan d'action sur deux ans visant à améliorer les relations entre le ministère de l'Intérieur, les forces de sécurité et les citoyens. Réalisation d'un examen de la stratégie de communication externe du ministère et appui à ce dernier en ce qui concerne l'étude d'un cadre de réforme sur les plans juridique et institutionnel et l'amélioration de ses capacités de gestion stratégique. Appui à la participation du ministre de l'Intérieur tunisien d'alors (aujourd'hui Premier ministre), M. Ali Laarayedh, à un débat spécial de haut niveau sur le thème « Le printemps arabe et la démocratisation – Le rôle de la réforme du secteur de la sécurité » organisé conjointement par le DCAF et l'Office des Nations Unies à Genève.• Engagement d'une coopération avec le ministère de la Défense nationale sur l'alignement des relations civilo-militaires sur les normes internationales. Préparation d'un ordre du jour concernant l'inventaire et l'évaluation des relations civilo-militaires de la Tunisie avec des dirigeants militaires et de la défense civile. Soutien au ministère dans l'élaboration de recommandations à l'adresse de l'Assemblée constituante nationale préconisant la mise en œuvre effective du contrôle parlementaire des forces armées.• Soutien au ministère de la Justice dans l'évaluation du cadre juridique relatif au système tunisien de détention et de réinsertion.• Négociation d'un protocole d'accord avec le ministère des Droits de l'homme et de la Justice transitionnelle nouvellement créé.• Présentation aux commissions parlementaires de l'Assemblée constituante nationale d'une étude comparative sur l'ajout dans la Constitution de dispositions relatives à la RSS et à la GSS. Soutien à des commissions parlementaires spéciales chargées d'enquêter sur des cas de brutalités policières.

- Finalisation des préparatifs d'un examen national sur la place du genre dans le secteur de la sécurité tunisien en vue d'une mise en application en 2013. Participation à une consultation nationale sur les femmes, la paix et la sécurité dans le cadre d'une contribution au projet de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté sur « Le renforcement des droits des femmes et de la sécurité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ».
- Lancement d'une émission de radio mensuelle intitulée « Forum de la sécurité » sur Radio Tunis Chaîne Internationale (RTCI) au cours de laquelle des représentants du ministère de l'Intérieur et des forces de sécurité, des médias, d'ONG et du DCAF débattent de questions pertinentes concernant la RSS en Tunisie.
- Elaboration et inauguration du *Marsad*, l'observatoire en ligne du secteur de la sécurité tunisien rassemblant des articles et informations relatifs à la RSS et à la GSS en Tunisie.³⁸
- Publication d'un répertoire détaillé de la législation relative au secteur de la sécurité en Tunisie couvrant la période 1956–2011 et mise au point d'une base de données juridiques sous forme électronique donnant accès aux législations, décrets et autres textes de loi en français et en arabe.³⁹

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Création d'un Fonds d'affectation du DCAF pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord.
- Etablissement de la présence du DCAF à Tripoli, en Libye.
- Coopération stratégique permanente avec le ministère de l'Intérieur tunisien en ce qui concerne l'amélioration des relations et de la communication entre les forces de sécurité et les citoyens tunisiens.
- Aide à l'élaboration de Plans de sécurité communautaire et à l'institutionnalisation de Conseils de sécurité communautaire dans plusieurs circonscriptions de Cisjordanie.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, voir www.dcaf.ch/Region/Middle-East-and-North-Africa et <http://dcaf-tunisie.org>

³⁸ Pour de plus amples informations, voir www.observatoire-securite.tn

³⁹ www.legislation-securite.tn

L'Afrique subsaharienne

Dates importantes :

- 2000** Le Nigéria figure parmi les membres fondateurs du DCAF.
- 2001** L'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire rejoignent le DCAF.
- 2004** Signature d'un protocole d'accord instaurant un partenariat stratégique entre le DCAF le Parlement de la CEDEAO.
Organisation d'une réunion régionale du Conseil de fondation du DCAF au Nigéria.
- 2009** Le Burkina Faso rejoint le DCAF.
Signature d'un protocole d'accord entre le DCAF et le Réseau pour la défense et la gestion de la sécurité en Afrique australe (SADSEM) ainsi qu'avec le Réseau africain pour le secteur de la sécurité afin de faciliter la collaboration au niveau opérationnel.
Signature entre le DCAF et le ministère de la Défense sud-africain d'un accord commun sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité.
Organisation d'une réunion régionale du Conseil de fondation du DCAF en Afrique du Sud.
- 2010** Signature entre le DCAF et la Commission de la CEDEAO d'un protocole d'accord visant à encourager la bonne gouvernance du secteur de la sécurité au sein des États membres de la CEDEAO.
Le Burundi rejoint le DCAF ; participation de l'Union africaine avec le statut d'observateur à une réunion du Comité de direction de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT).
- 2011** Le Ghana, le Mali et le Sénégal rejoignent le DCAF ; participation de la Banque africaine de développement avec le statut d'observateur à une réunion du Comité de direction de l'ISSAT.
Le Conseil des ministres de la CEDEAO adopte le Code de conduite pour les forces armées et les services de sécurité de la CEDEAO.
- 2012** Depuis sa création, le DCAF a apporté son soutien à 20 pays de l'Afrique subsaharienne (l'Afrique du Sud, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Libéria, le Mali, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan du Sud et le Zimbabwe).
Le DCAF et le Parlement de la CEDEAO annoncent la publication de l'ouvrage : *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*.
Première participation des institutions de médiation du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal à la Conférence Internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.

L'Afrique subsaharienne reste au premier rang des priorités du DCAF en termes d'activités sur le terrain. En 2012, suite à une réorganisation interne, le programme du Centre en Afrique subsaharienne et celui qui traite de la place du genre dans la RSS ont été réunis au sein d'une nouvelle division baptisée « Opérations III ». Compte tenu de l'importance du Programme sur le genre et la sécurité en Afrique de l'Ouest, cette fusion a entraîné un renforcement réciproque des deux programmes du DCAF en question et permis non seulement une amélioration de la coordination interne mais aussi une plus grande cohérence et plus d'efficacité sur le terrain. En 2012, Opérations III a dressé un état des lieux des projets en cours et réfléchi à de nouvelles possibilités concernant la programmation de la réforme et de la gouvernance du secteur de la sécurité (RSS et GSS) sur le continent africain.

Au niveau régional, le DCAF a poursuivi le renforcement de la coopération stratégique mise en place avec la CEDEAO sur la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest. En octobre 2012, à Abuja au Nigéria, le DCAF et le Parlement de la CEDEAO ont annoncé officiellement la publication de l'ouvrage *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*. Inspiré du manuel rédigé conjointement par l'Union interparlementaire et le DCAF et intitulé *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques*, le guide indique quels sont les principes et les meilleures pratiques à adopter pour parvenir à un contrôle parlementaire du secteur de la sécurité efficace. La publication de cet ouvrage a marqué la fin de la première phase de la collaboration entre le DCAF et le Parlement de la CEDEAO et le début de la phase de mise en œuvre du guide tant au niveau régional que national. Cette deuxième phase sera exécutée en collaboration avec le Réseau africain pour le secteur de la sécurité (African Security Sector Network, ASSN) et démarrera par une série de manifestations prévues avec les parlements du Burkina Faso et du Libéria. L'ouvrage *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains* est disponible en anglais, en français et en portugais.⁴⁰

Toujours au niveau régional, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT) a travaillé en partenariat avec la Banque africaine de développement, les Nations Unies, le ASSN et l'ambassade de Slovaquie à Nairobi pour mettre sur pied « le Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la RSS en Afrique de l'Est ». Composé de hauts fonctionnaires et d'éminents experts participant à la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité dans la région, ce Groupe de haut niveau s'est réuni en octobre 2012 à Nairobi, au Kenya et a rassemblé plus de 200 participants. Il a repris et approfondi les discussions en cours sur le cadre de la politique de l'Union africaine en matière de RSS et sur le soutien des Nations Unies en faveur de cette même réforme. La réunion du Groupe de haut niveau s'est tenue sur deux jours et a également porté sur la stratégie de l'Union africaine en matière de RSS et sur les enseignements tirés des processus de RSS au Burundi, en Somalie et au Soudan du Sud. Des débats ont

⁴⁰ www.dcaf.ch/Publications/Parliamentary-Oversight-of-the-Security-Sector-ECOWAS-Parliament-DCAF-Guide-for-West-African-Parliamentarians

La coopération régionale

également eu lieu sur la question de savoir comment la Communauté de l'Afrique de l'Est et l'Autorité intergouvernementale pour le développement pouvaient faire progresser leurs approches respectives en matière de RSS.

En 2012, le DCAF a contribué à l'examen de la formation pilote sur la RSS et la réforme de la police élaborée par le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre, KAIPCTC). Cette formation spécialisée d'une durée de deux semaines a été conçue pour aider les acteurs sur le terrain en Afrique de l'Ouest à s'acquitter de leurs obligations en matière de réforme dans le cadre de missions multilatérales et régionales dans des situations post-conflit ou de consolidation de la paix. Elle a pour objectif d'élargir la base de connaissances, le savoir-faire et les compétences techniques du personnel travaillant sur le terrain.

En matière de recherche sur les politiques, le DCAF a achevé un vaste projet de recherche sous l'égide de l'Organisation internationale de la Francophonie consacré aux institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone. Ce projet avait pour objet d'étudier le fonctionnement des institutions d'ombudsman pour les forces armées dans plusieurs États de l'Afrique francophone et de favoriser l'échange régulier d'expériences et de meilleures pratiques entre ces institutions dans le cadre de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.

Ce projet a débouché, entre autres, sur la publication de l'ouvrage *Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone – Burkina Faso, Burundi et Sénégal*. Le projet s'appuie sur les travaux d'experts provenant du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal et examine plusieurs institutions nationales concernées, leur statut juridique, leurs missions, leurs points forts et leurs points faibles avant d'évaluer leurs besoins en termes de renforcement des capacités. Les études de cas présentées décrivent en détails les procédures de traitement des plaintes et donnent un aperçu de la situation concernant la gouvernance du secteur de la sécurité ainsi que des progrès accomplis dans chacun des trois pays.⁴¹ Conséquence pratique du projet, en septembre 2012, les institutions de médiation du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal ont assisté pour la première fois à la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées, organisée conjointement par le DCAF et le Bureau de l'ombudsman de la Défense nationale et des Forces canadiennes à Ottawa.⁴²

Comme les années précédentes, en 2012, le DCAF a consacré une grande partie de ses activités régionales sur le continent africain à l'intégration des questions de genre dans la GSS.

Depuis 2011, le DCAF mène un projet « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud », dont l'objectif est de réduire la dépendance des institutions d'éducation et de formation en matière de sécurité vis-à-vis des experts appartenant à des pays donateurs en améliorant la capacité

⁴¹ www.dcaf.ch/Publications/Ombuds-Institutions-for-the-Armed-Forces-in-Francophone-Africa-Burkina-Faso-Burundi-and-Senegal

⁴² Pour de plus amples informations sur ces activités, voir la Partie III du présent rapport *Les grands thèmes de la GSS en 2012 / Les institutions de médiation pour les forces armées*.

des institutions locales, des formateurs et des praticiens à inscrire la question du genre à leurs programmes. Dans le cadre de ce projet, le DCAF a soutenu sur les plans technique et financier un atelier de renforcement des capacités organisé par le Réseau pour la défense et la gestion de la sécurité en Afrique australe (SADSEM) sur le thème « Sécurité, défense, éducation et formation pour la parité hommes-femmes ». Mis en place à l'Université du Botswana, cet atelier a réuni des professeurs d'universités et de centres de formation d'Afrique du Sud, du Botswana, du Malawi, de Namibie, de Tanzanie, de Zambie et du Zimbabwe.

Pour renforcer les capacités de la société civile à exercer un contrôle du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest attentif à la dimension du genre, le DCAF et son partenaire régional, Femmes Africa Solidarité (FAS), ont organisé une deuxième séance de formation de formateurs sur le genre et la RSS à l'usage d'organisations de la société civile dans la région du fleuve Mano. Y ont participé des formateurs du Centre international Angie Brooks (ABIC) et quatre représentants nationaux des pays membres de l'Union du fleuve Mano et du Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix (REFMAP) travaillant sur les questions liées au genre, à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix.

Le DCAF a également participé au Dialogue organisé par l'ASSN et le KAIPTC sur l'impact et le défi permanent que représente une intégration réussie de la question du genre dans les institutions africaines de sécurité. A cette occasion, les conclusions de l'étude menée en 2011 par le DCAF sur le secteur de la sécurité et les questions de genre en Afrique de l'Ouest ont été présentées.

Parallèlement à ces activités régionales, le DCAF a soutenu plusieurs initiatives régionales en matière de RSS et de GSS. Les capacités de contrôle des parlements et la coopération avec les institutions du secteur de la sécurité pour les aider à mettre en place des structures, des politiques et des pratiques soucieuses des questions de genre ont fait l'objet d'une attention toute particulière de la part du DCAF. L'Afrique est également restée une région prioritaire s'agissant des activités de l'ISSAT, laquelle a continué d'apporter son concours aux États membres et aux organisations multilatérales en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de plusieurs programmes de RSS sur l'ensemble du continent.

Les principaux projets nationaux du DCAF exécutés en 2012 en Afrique subsaharienne sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Afrique du Sud	<ul style="list-style-type: none">• Appui au Centre de formation aux opérations de maintien de la paix de la Force de défense nationale sud-africaine au moyen d'une formation d'une semaine sur la question du genre, destinée aux instructeurs et intitulée « Gender for Instructors ». Cette activité fait partie du projet du « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud » et vise à doter les instructeurs de la Force de défense nationale sud-africaine des connaissances, des compétences et de l'attitude nécessaires pour créer un cadre de formation non discriminatoire et intégrer la perspective du genre dans les séances d'entraînement militaire.
-----------------------	---

La coopération régionale

Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none">• Signature d'un protocole d'accord avec l'Assemblée nationale du Burkina Faso sur le renforcement des capacités de contrôle des commissions parlementaires dans les domaines de la défense et de la sécurité, en coopération avec l'ASSN.• Transmission d'expertise dans le cadre d'une étude sur les problèmes de sécurité dans les régions du Sahel et du Nord du Burkina Faso, au titre d'une mission commanditée par le ministère de la Justice et en collaboration avec l'Institut danois des droits de l'homme.
Burundi	<ul style="list-style-type: none">• Aide à l'évaluation des incidences et des résultats de la première phase du Programme sur le secteur de la sécurité parrainé par les Pays-Bas, comprenant une analyse de l'efficacité du projet et des structures de mise en œuvre, à la demande de l'ambassade des Pays-Bas au Burundi.• Soutien au Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies pour la réalisation d'une étude ayant pour sujet l'impact du financement des activités de consolidation de la paix sur les activités de RSS au Burundi et au Libéria.
Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none">• Soutien à la Police nationale de Côte d'Ivoire dans les préparatifs d'une auto-évaluation sur l'égalité des sexes au sein de l'institution.• Contribution d'experts à un projet sur l'intégration de la question du genre dans les forces armées et la gendarmerie de Côte d'Ivoire, dans le cadre d'une mission du gouvernement ivoirien et avec l'appui de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).• Accueil d'une délégation du sous-comité sur le contrôle démocratique du Groupe de travail sur la RSS créé par le gouvernement ivoirien dans le but d'informer et de renforcer les capacités en matière de contrôle démocratique du secteur de la sécurité.• Appui à des institutions partenaires comme le Centre d'études stratégiques pour l'Afrique (CESA), la Friedrich Ebert Stiftung (FES) ou le Réseau ouest-africain sur la sécurité et la gouvernance démocratique (WANSÉD) grâce au partage de savoir-faire en matière de genre et de RSS lors des campagnes de sensibilisation et des activités de formation destinées aux parties prenantes ivoiriennes.
Libéria	<ul style="list-style-type: none">• Lancement d'un projet de renforcement des capacités sur la défense et la sécurité à l'intention des membres du Comité de la sécurité nationale du Parlement du Libéria, dans le cadre d'un mandat de la Chambre des représentants et en coopération avec l'ASSN.

	<ul style="list-style-type: none">• Appui à la réunion annuelle de l'association faïtière du personnel féminin du secteur de la sécurité – la Liberia Female Law Enforcement Association (LIFLEA) – en vue d'accroître la mobilisation des membres et d'examiner les priorités en termes de stratégie ainsi que les structures internes de gouvernance de l'association.• Soutien au Bureau d'appui à la consolidation de la paix des Nations Unies pour la réalisation d'une étude ayant pour sujet l'impact du financement des activités de consolidation de la paix sur les activités de RSS au Burundi et au Libéria.
Ouganda	<ul style="list-style-type: none">• A la demande du gouvernement irlandais, réalisation d'une étude sur l'efficacité de la formation dispensée dans le cadre du Programme d'assistance d'Irish Aid aux forces de police ougandaises. L'objectif de ce projet était d'établir des programmes de police de proximité en dotant les formateurs ougandais des compétences et capacités nécessaires.
République démocratique du Congo (RDC)	<ul style="list-style-type: none">• Soutien au Royaume-Uni dans le cadre de l'évaluation de son programme d'une durée prévue de cinq ans sur la responsabilité du secteur de la sécurité et sur les forces de police en RDC.
Rwanda	<ul style="list-style-type: none">• Soutien à une formation dispensée à l'Académie du Rwanda pour la paix afin de l'aider à mieux intégrer la RSS dans son programme de cours actuel. Cette formation visait à mieux faire connaître les enjeux de la RSS et de la GSS eu égard aux opérations de maintien de la paix et à former de futurs formateurs en RSS ; elle a été dispensée dans le cadre d'un mandat du ministère des Affaires étrangères néerlandais en coopération avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).• Réalisation d'une étude exploratoire sur les services de police au Rwanda en vue de renforcer la capacité de formation du pays en matière d'opérations de maintien de la paix. Cette étude avait pour objectif de formuler une proposition détaillée de projet englobant les différentes demandes de financement liées à des opérations de maintien de la paix soumises au Fonds de stabilisation des Pays-Bas.
Sénégal	<ul style="list-style-type: none">• Soutien au ministère des Forces armées en vue de l'élaboration d'une stratégie sur le genre pour les forces armées et du renforcement de ses capacités de formation internes en la matière grâce à la formation de formateurs et à la réalisation d'un manuel de formation sur la parité hommes-femmes.

La coopération régionale

	<ul style="list-style-type: none">• Organisation de séances de renforcement des capacités et de sensibilisation concernant le Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité et pour la mise en place d'un processus de GSS sensible à la dimension de genre à l'intention des autorités locales et des acteurs de la société civile de la région de Saint-Louis; cette initiative a été réalisée en partenariat avec l'Alliance pour la migration, le leadership et le développement (AMLD).
Sierra Leone	<ul style="list-style-type: none">• Validation de l'auto-évaluation concernant la question du genre réalisée par la Police de la Sierra Leone (SLP). Appui à la création d'une unité spécifiquement chargée de la question du genre au sein de la SLP afin d'aider cette dernière à mettre en œuvre les recommandations de l'auto-évaluation. Soutien à cette nouvelle unité grâce à une formation et au parrainage d'un conseiller expert.• Fourniture à l'association des Femmes dans le secteur de la sécurité en Sierra Leone (WISS-SL) d'une micro-subvention et d'une assistance technique en faveur de la planification et de la mise en œuvre d'un projet sur 12 mois destiné à favoriser la participation et la promotion des femmes dans toutes les institutions du secteur de la sécurité en Sierra Leone. Ce projet prévoit des séances de développement des capacités à l'adresse des membres de la WISS-SL, une sensibilisation du grand public et des activités de mobilisation au sein des institutions du secteur de la sécurité.• Aide à la Direction de la condition féminine et de l'égalité des chances du ministère de la Défense de la Sierra Leone concernant l'élaboration de la politique de fraternisation et de la politique contre le harcèlement sexuel.• Coopération permanente avec le ministère sierra-léonais de l'Aide sociale, de la Condition féminine et de l'Enfance en faveur de la mise en œuvre d'un projet communautaire sur 12 mois visant à recruter des hommes et des femmes de communautés rurales comme agents de sécurité dans les régions frontalières de la Sierra Leone; ce projet est mené en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations.
Somalie	<ul style="list-style-type: none">• Encadrement et formation en faveur de membres du personnel du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) détachés auprès du Département de recherche de l'Observatoire somalien de la violence et de la criminalité pour aider à la mise en place d'indicateurs sur le suivi des conflits ainsi qu'à un recueil et à une analyse efficaces de données dans les domaines de la justice et de la sécurité.• Appui à une évaluation visant à renforcer le Programme de police de proximité du PNUD en améliorant les compétences qui permettront aux services de police somaliens d'être mieux en mesure de traiter les problèmes liés au genre.

Soudan du Sud

- A la demande du gouvernement suisse, réalisation d'une évaluation de la situation du contrôle démocratique des forces armées au Soudan du Sud dans l'objectif d'élaborer, le cas échéant, un programme suisse de soutien au contrôle démocratique des forces armées. Cette étude avait pour objet de recenser les sources de l'aide internationale actuellement fournie et de réfléchir à la possibilité d'une collaboration entre le Soudan du Sud et la Suisse sur la question du contrôle démocratique des forces armées.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Publication de l'ouvrage *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*.
- Organisation de la réunion du Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la RSS en Afrique de l'Est réunissant des grands décideurs politiques et praticiens de la RSS de la région et au-delà.
- Appui à l'auto-évaluation concernant la question du genre réalisée par la police de la Sierra Leone (achevée début 2012) et à celle de la police de Côte d'Ivoire (prévue en 2013).
- Appui à la création d'une unité spécifiquement chargée des questions de genre au sein de la Police de la Sierra Leone pour l'aider à mettre en œuvre les recommandations découlant de l'auto-évaluation sur le genre menée par cette institution.
- Participation à l'élaboration de la toute première stratégie sur le genre des Forces armées du Sénégal.
- Réalisation d'un projet de recherche sur les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone; première participation des institutions de médiation du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal à la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF en Afrique subsaharienne, voir www.dcaf.ch/Region/Africa

L'Asie

Dates importantes :

- 2006** Le DCAF facilite la création du Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est.
- 2007** L'Indonésie rejoint le DCAF.
- 2007-2010** Le DCAF met en place un programme complet de réforme du secteur de la sécurité et de renforcement des capacités de la société civile en Indonésie.
- 2008** Le DCAF appuie la création du Groupe d'étude multipartite des Philippines sur la réforme du secteur de la sécurité, placé sous la présidence du Centre international pour l'innovation, la transformation et l'excellence en matière de gouvernance (INCITEGov).
Le DCAF entame la série d'ateliers de formation conjointe à l'intention du personnel de sécurité des Philippines, en coopération avec le Collège de la défense nationale philippin et la FES Philippines.
Le DCAF, en collaboration avec la FES Philippines, entame des activités avec le Quartier général de la police royale thaïlandaise et l'Institut des études de défense nationale des Forces armées royales thaïlandaises sur le renforcement des capacités en matière de GSS à l'intention des services de la défense et du maintien de l'ordre thaïlandais.
- 2009** Première étude et première table ronde régionale sur les besoins en gouvernance du secteur de la sécurité dans la région Pacifique en collaboration avec le PNUD.
Le Cambodge, la Thaïlande et les Philippines rejoignent le DCAF avec le statut d'observateurs permanents.
Le DCAF soutien l'instauration d'un dialogue multipartite sur la RSS en Thaïlande sous les auspices, dans un premier temps, du Comité sénatorial permanent des forces armées thaïlandais puis, dans un second temps, sous l'égide de l'Institut du roi Prajadhipok.
- 2009-2011** Le DCAF met en place un programme de renforcement de la capacité pour le contrôle du secteur de la sécurité au Népal.
- 2011** Les Philippines rejoignent le DCAF en qualité d'État membre.
- 2012** Le DCAF appuie l'instauration d'un dialogue multipartite sur la RSS et la GSS au Cambodge.

Le DCAF mène des projets en Asie du Sud-Est depuis 2006 et quatre pays de la région sont représentés au Conseil de fondation du DCAF : l'Indonésie et les Philippines sont membres du Conseil tandis que le Cambodge et la Thaïlande jouissent du statut d'observateur permanent.

Au niveau régional, les activités du DCAF en 2012 ont eu pour thème principal le soutien au Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité

en Asie du Sud-Est (Inter-Parliamentary Forum on Security Sector Governance in Southeast Asia, IPF-SSG).⁴³ L'IPF-SSG cherche à promouvoir le dialogue entre les parlementaires du Sud-Est asiatique dans l'intention de renforcer le contrôle par la société civile, la responsabilité publique et la participation des parlements à la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS). Le Forum prévoit un dialogue, des publications et des ateliers sur des questions d'actualité ou plus générales en lien avec le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est. Des membres du parlement, des conseillers parlementaires, des responsables des pouvoirs publics et du secteur de la sécurité, des représentants du milieu universitaire et de la société civile du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, de Singapour et de Thaïlande figurent parmi les participants. L'IPF-SSG comprend également des représentants du Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et des experts internationaux. Le DCAF apporte son soutien au Forum, en collaboration avec la Friedrich Ebert Stiftung (FES).

En 2012, le DCAF et la FES ont organisé le dixième atelier de l'IPF-SSG à Manille, aux Philippines. Plus de 40 membres du Parlement, conseillers parlementaires et représentants de ministères, des forces armées, de la police, de groupes de réflexion et d'ONG du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande ont assisté à cette manifestation consacrée à l'étude de différentes approches nationales multipartites en matière de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et de GSS dans les pays de l'Asie du Sud-Est. En se fondant sur des études préliminaires réalisées par des experts des pays représentés, l'atelier a favorisé le dialogue interne entre acteurs et groupes d'un même pays ainsi que le partage d'expérience et de bonnes pratiques entre pays.

De 2007 à 2012, l'IPF-SSG a permis l'instauration de processus de concertation multipartites à l'échelle nationale dans plusieurs États membres de l'ANASE. Ces initiatives ont pris différentes formes et certaines se sont déjà traduites par des résultats probants. En décembre 2012, une délégation du Secrétariat de l'ANASE s'est rendue au siège du DCAF à Genève pour étudier diverses possibilités de coopération entre les deux organisations dans les domaines de la RSS et de la GSS.

Parallèlement au soutien en faveur d'initiatives régionales dans le Sud-Est asiatique, le DCAF a mené des activités au niveau national dans toute la région asiatique, en Afghanistan, au Cambodge, au Myanmar, aux Philippines et en Thaïlande. L'Asie est également restée au cœur des activités de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT), avec plusieurs missions de formation ou de soutien sur le terrain réalisées en Indonésie, au Japon et au Timor-Leste.

Les principaux projets nationaux du DCAF menés à bien en Asie en 2012 sont présentés dans le tableau à la page 68 :

⁴³ <http://ipf-ssg-sea.net>

La coopération régionale

Afghanistan	<ul style="list-style-type: none">• Mise à disposition d'un modérateur dans le cadre d'un atelier destiné aux fonctionnaires du ministère de la Défense afghan consacré au « Contrôle civil des forces armées » ; parrainé par l'OTAN, cet atelier était organisé au Collège d'état-major et de commandement interarmées des Émirats arabes unis à Abu Dhabi.• Présentation d'une vue d'ensemble du « Contrôle civil du secteur de la sécurité en Afghanistan » lors d'une manifestation organisée à Bruxelles par le Réseau européen d'ONG en Afghanistan (ENNA) et le Département de la recherche sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala sur le thème « La responsabilité des forces de sécurité nationales afghanes ».• Traduction en dari de l'ouvrage <i>Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices</i> (Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense – Recueil des meilleures pratiques); mise à disposition du Programme de renforcement de la formation en matière de défense de l'OTAN (DEEP) de toutes les publications du DCAF sur le renforcement des institutions de défense, les relations civilo-militaires et le contrôle public du secteur de la sécurité précédemment traduites en dari et en pachto.
Cambodge	<ul style="list-style-type: none">• Appui à l'Institut cambodgien pour la coopération et la paix (CICP) s'agissant de la mise en œuvre d'un dialogue multipartite sur la RSS et la GSS au Cambodge. Lancé début 2012 avec le soutien financier du Département fédéral suisse des affaires étrangères, ce dialogue s'est traduit par des recommandations concrètes en termes d'orientations et a reposé sur des recherches axées sur les politiques, sur des ateliers d'experts et sur une vaste conférence nationale organisée conjointement avec le ministère cambodgien de la Défense nationale. A caractère pluraliste et participatif, ce processus de concertation faisait appel à un large éventail de parties prenantes dont des institutions du secteur de la sécurité, les organes exécutifs, législatifs et judiciaires du pays, les institutions de médiation, des groupes de la société civile et de défense des droits de l'homme, les médias et le milieu universitaire.
Indonésie	<ul style="list-style-type: none">• Dans le cadre d'un mandat du gouvernement néerlandais, réalisation d'une évaluation des programmes de coopération bilatérale entre l'Indonésie et les Pays-Bas au cours des cinq dernières années dans l'objectif d'intégrer les enseignements tirés de cette expérience dans un nouveau programme plus complet parrainé par les Pays-Bas et portant sur « L'approche en matière de sécurité et de justice applicable à l'Indonésie ».

Japon	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à un ensemble d'activités de sensibilisation et de mobilisation mises en place par le gouvernement japonais et des ONG dans l'objectif de faire mieux connaître et comprendre les enjeux de la RSS aux pouvoirs publics, au milieu universitaire et aux militants de la société civile.
Myanmar	<ul style="list-style-type: none"> • Co-organisation à Bangkok d'un atelier d'introduction intitulé « Relations civilo-militaires et réforme du secteur de la sécurité au Myanmar » destiné à des représentants de la société civile myanmaraise en vue d'étudier la situation, les perspectives et les points d'ancrage possibles en matière de RSS au Myanmar.
Philippines	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution à la manifestation de clôture du « Dialogue multipartite sur la RSS aux Philippines » du Groupe d'étude philippin sur la réforme du secteur de la sécurité, sous la direction du Centre international pour l'innovation, la transformation et l'excellence en matière de gouvernance (INCITEGov). Créé en 2007 avec l'aide de la FES et du DCAF, ce groupe d'étude multipartite a joué un rôle déterminant dans l'élaboration d'un programme de RSS aux Philippines, lequel a été validé par la nouvelle administration en 2010 et intégré dans des documents d'orientation stratégique comme le Plan de développement des Philippines, la Politique de sécurité nationale ou le Plan pour la paix et la sécurité intérieures. • Soutien au forum de discussion mis en place à l'Université Aténéo de Manille sur « La RSS dans le contexte de la consolidation de la paix et de la démocratisation » ; près d'une centaine de représentants du Cabinet du Président, des forces armées, de la police, du parlement, de la société civile et du milieu universitaire y ont pris part. • Co-organisation d'un cours de formation sur « La politique de sécurité nationale et la réforme du secteur de la sécurité » à l'intention d'une cinquantaine de hauts fonctionnaires d'organismes et de services gouvernementaux liés à la sécurité nationale, en coopération avec le Collège de la défense nationale philippin, le Conseil de la sécurité nationale et la FES. Présentation au Conseiller à la sécurité nationale de recommandations de politiques concrètes relatives à la mise en œuvre de la RSS dans le cadre de la Politique de sécurité nationale 2011–2016 en vue d'un nouvel examen. • Accueil d'une délégation de haut niveau composée d'experts civils et militaires confirmés provenant des Philippines pour débattre de la pertinence de la RSS et du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des anciens combattants dans le cadre du processus de paix à Mindanao.

La coopération régionale

Thaïlande	<ul style="list-style-type: none">• Coopération permanente avec le Forum thaïlandais sur la gouvernance du secteur de la sécurité, un processus de dialogue multipartite mis en place en Thaïlande, avec la participation de membres du gouvernement et du parlement, des forces armées, de la police, du milieu universitaire et de la société civile. Dans le cadre de ce processus, deux ateliers ont été organisés en 2012 pour établir des rapports sur la réforme de la police et de la défense, en coopération avec la FES et l'Institut du roi Prajadhipok.
Timor-Leste	<ul style="list-style-type: none">• Appui à un atelier organisé à l'intention d'acteurs de la société civile du Timor-Leste sur la façon d'utiliser les instruments juridiques disponibles dans les activités de recherche et les processus de concertation relatifs à la RSS. Ce soutien a été apporté dans le cadre d'un projet plus vaste, parrainé par Irish Aid, qui prévoyait notamment la traduction en tétoum – « lingua franca » du Timor-Leste – de 20 textes de loi fondamentaux concernant le secteur de la sécurité timorais. Grâce à ces traductions, un plus grand segment de la population pourra avoir accès et comprendre la législation relative au secteur de la sécurité, ce qui permettra d'engager un solide dialogue démocratique sur la question du développement du secteur de la sécurité.• Appui au programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre d'un projet visant à fournir des conseils pratiques sur la façon de mieux surmonter les difficultés en matière d'appropriation locale, de gestion de programme, de suivi et d'établissement de résultats au titre d'engagements judiciaires et sécuritaires grâce à une « approche par processus ». Ce projet est placé sous la direction du Secrétariat du Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité (INCAF) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Organisation en Asie du Sud-Est, aux niveaux régional et national, de 17 missions et ateliers sur la RSS et la GSS.
- Soutien à l'élargissement de vastes dialogues multipartites sur la RSS et la GSS aux Philippines et en Thaïlande et engagement d'un nouveau processus de concertation multipartite au Cambodge avec la participation de représentants des forces armées, de la police, des ministères compétents, du parlement, du milieu universitaire et de la société civile.
- Formation de 50 hauts responsables de la sécurité aux Philippines sur la mise en œuvre de la RSS dans le cadre de la Politique de sécurité nationale 2011–2016.
- Renforcement du rôle des parlements en matière de RSS au niveau régional grâce au soutien permanent en faveur du Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est, lequel a entraîné la création d'un réseau de plus de 250 parlementaires, conseillers parlementaires, experts et responsables de la sécurité du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande.
- Appui à des activités de renforcement des capacités destinées à des membres des institutions de défense et des organisations de la société civile afghanes ainsi qu'aux Programmes de l'OTAN en Afghanistan sur l'éducation en matière de défense et le renforcement de l'intégrité.

Pour de plus amples informations sur les programmes du DCAF en Asie du Sud-Est, voir www.dcaf.ch/Region/Asia

L'Amérique latine et les Caraïbes

Dates importantes :

- | | |
|-------------|---|
| 2002 | Le DCAF entame une coopération avec des institutions démocratiques, des prestataires de services de sécurité et des acteurs de la société civile en Amérique latine et aux Caraïbes sur des questions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité. |
| 2009 | L'Argentine rejoint le DCAF. |
| 2011 | Le Chili rejoint le DCAF avec le statut d'observateur permanent.
Le DCAF publie l'ouvrage intitulé <i>Política de Defensa en América Latina</i> (La politique de défense en Amérique latine). |
| 2012 | Le DCAF entame une étude sur « Le soutien de l'UE en faveur de la réforme du secteur de la sécurité et de la justice en Amérique latine et aux Caraïbes » pour le compte de la Commission européenne. |

Le DCAF mène des projets en Amérique latine et aux Caraïbes depuis 2002. Deux pays de la région sont représentés au Conseil de fondation du DCAF, à savoir l'Argentine en qualité de membre du Conseil et le Chili avec le statut d'observateur permanent. En 2012, l'Uruguay a été invité à rejoindre le Conseil de fondation du DCAF.

En 2012, le Centre a entrepris une étude sur la promotion de la justice et de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) par l'Union européenne en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui formulera des recommandations à l'attention de la Commission européenne en vue de leur engagement dans la région au titre du prochain cadre financier pluriannuel (2014–2020). L'étude comprendra une analyse de la situation dans 34 pays de la région, étayée par des missions sur le terrain à effectuer dans 13 pays; elle devrait s'achever en 2013.

Dans le contexte de sa coopération avec la Friedrich Ebert Stiftung (FES) à Bruxelles et en Amérique latine, le DCAF a contribué à une conférence sur le crime organisé et ses incidences en matière de gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) en Amérique latine et aux Caraïbes; y ont participé des membres du Parlement européen et des experts non gouvernementaux basés à Bruxelles.

En novembre 2012, le DCAF a remporté un appel d'offres en vue d'assister la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) et son bureau du Honduras dans la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie de coopération de la Suisse pour l'Amérique centrale 2013–2017. Cette aide pourra prendre la forme d'un appui à la RSS, d'analyses des conflits ou de campagnes de sensibilisation. Une équipe de sept experts a été mise sur pied par le DCAF et sera déployée au cas par cas sur demande de la DDC dans les trois prochaines années.

En 2012, le DCAF a entamé des activités et tenu des réunions d'information au niveau national en Argentine, au Mexique et en Uruguay, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Argentine	<ul style="list-style-type: none">• Détermination d'éventuelles possibilités de coopération future avec de hauts représentants du ministère de la Sécurité.
Mexique	<ul style="list-style-type: none">• Aide à la tenue d'audiences parlementaires sur la RSS, sur invitation du Sénat mexicain.• Appui au premier forum régional sur la sécurité et la défense sous l'égide de la Commission sénatoriale de la sécurité nationale.
Uruguay	<ul style="list-style-type: none">• Sur invitation du Sénat uruguayen, aide à l'organisation d'audiences parlementaires sur la législation relative au renseignement.• Invitation à rejoindre le Conseil de fondation du DCAF adressée au ministère des Affaires étrangères uruguayen.

Un grand nombre de publications du DCAF en espagnol portant sur des questions de RSS et de GSS en Amérique latine et aux Caraïbes ont été mises à la disposition des parties intéressées, notamment un réédition de l'ouvrage *Política de Defensa en América Latina* (La politique de défense en Amérique latine) et le manuel intitulé *Making Intelligence Accountable: Legal Standards and Best Practice for Oversight of Intelligence Agencies (Hacia un Control Democrático de las Actividades de Inteligencia: Estándares Legales y Métodos de Supervisión)*.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- La Direction suisse du développement et de la coopération (DDC) charge le DCAF d'aider son bureau du Honduras à mettre en œuvre la nouvelle Stratégie suisse de coopération pour l'Amérique centrale 2013–2017.
- Soutien continu au Sénat mexicain sur les questions concernant le contrôle du secteur de la sécurité.
- Soutien continu au Sénat uruguayen sur les questions concernant la gouvernance des services de renseignement.
- Invitation à rejoindre le Conseil de fondation du DCAF adressée à l'Uruguay.
- Lancement d'une étude sur la promotion de la justice et de la réforme du secteur de la sécurité par l'Union européenne en Amérique latine et dans les Caraïbes pour le compte de la Commission européenne.

Le programme de conseil aux parlements

Dates importantes :

- 2001** Le DCAF commence à travailler avec l'UIP et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN sur le renforcement du rôle des parlements dans le contrôle du secteur de la sécurité.
- 2003** Le DCAF et l'UIP publient le guide *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques*. Il s'agit d'un outil prometteur destiné aux parlementaires chargés des questions de défense et de sécurité. Le guide a été, à ce jour, traduit en 38 langues, et 100 000 exemplaires ont été distribués aux parlements dans le monde entier.
- 2004** Le DCAF lance le Programme de conseil aux personnels parlementaires en Europe du Sud-Est.
- 2005** Le DCAF et le Parlement norvégien publient *Making Intelligence Accountable: Legal Standards and Best Practice for Oversight of Intelligence Agencies*.
- 2006** Le DCAF participe à la création du Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est.
- 2007** Le DCAF achève son étude sur le contrôle parlementaire des missions de la PESD intitulé *Parliamentary Oversight of Civilian and Military ESDP Missions: The European and National Levels* pour le Parlement européen.
- 2011** Le DCAF et la CEDEAO publient l'ouvrage *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*.
Le DCAF termine son étude, commanditée par le Parlement européen, sur le contrôle parlementaire des agences de renseignement dans l'UE, intitulée *Parliamentary Oversight of Security and Intelligence Agencies in the European Union*.
- 2012** Le DCAF lance son projet-cadre régional sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest.

Les parlements sont indispensables pour garantir la transparence des institutions de sécurité et leur responsabilité devant l'État et ses citoyens. Dans le cadre de sa mission pour renforcer la démocratie parlementaire, le DCAF s'emploie à améliorer les capacités des parlements afin de leur permettre de jouer un rôle efficace en matière de contrôle et de gouvernance du secteur de la sécurité (GSS). Les programmes parlementaires du DCAF ont été conçus pour informer, conseiller et travailler sur certains aspects du secteur de la sécurité avec des parlements nationaux et régionaux, des assemblées interparlementaires et des organes

Le programme de conseil aux parlements

exécutifs. Les services du DCAF pour le renforcement de la capacité parlementaire comprennent :

- l'élaboration de matériels de formation et d'éducation auxquels les parlementaires peuvent se référer dans l'exercice de leurs fonctions de supervision : manuels, boîtes à outils, matériels pédagogiques, études, etc. ;
- la mise au point de processus et de procédures au sein même des institutions parlementaires afin d'en améliorer le fonctionnement ;
- la mise en place de cadres juridiques et institutionnels visant à modifier les lois et les règlements, lesquels permettront aux organisations, institutions et agences d'accroître leurs compétences.

Le programme de conseil aux personnels parlementaires en Europe du Sud-Est ⁴⁴ et le Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est⁴⁵ sont des exemples de ce soutien concret.

Au fil des années, le DCAF a publié un certain nombre d'ouvrages de référence sur le conseil aux parlements, dont :

- *Training Toolkit for Parliamentary Staffers* (2012) ;
- *Overseeing Intelligence Services: A Toolkit* (2012) ;
- *Parliamentary Powers in Security Sector Governance* (2011) ;
- *Parliamentary Oversight of Security and Intelligence Agencies in the European Union* (2011) ;
- *Oversight and Guidance: The Relevance of Parliamentary Oversight of the Security Sector* (2010), traduit en français sous le titre *Contrôle et orientation – La pertinence du contrôle parlementaire pour le secteur de la sécurité* ;
- *Parliamentary Oversight of the Security Sector and Gender* (2008), traduit en français sous le titre *Place du genre dans le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité* ;
- *Making Intelligence Accountable: Legal Standards and Best Practice for Oversight of Intelligence Agencies* (2005), disponible en 15 langues mais pas en français ;
- Le manuel UIP–DCAF *Parliamentary Oversight of the Security Sector: Principles, Mechanisms and Practices* (2003, disponible en 38 langues), traduit en français sous le titre *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Principes, mécanismes et pratiques*.

Tout au long de 2012, le DCAF a participé à diverses activités multilatérales de conseil aux parlements, dont voici les plus importantes :

⁴⁴ www.dcaf.ch/Project/DCAF-Parliamentary-Staff-Advisers-Programme-in-Southeast-Europe

⁴⁵ <http://ipf-ssg-sea.net/>

Les grands thèmes de la GSS en 2012

Partenaires	Missions
Assemblée parlementaire de l'OSCE	<ul style="list-style-type: none">• Dans le cadre de sa contribution à la présidence en exercice suisse de l'OSCE prévue pour 2014, le DCAF aide à planifier la session 2014 de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Genève.
Assemblée parlementaire de l'OTAN	<ul style="list-style-type: none">• Le DCAF a participé au financement des séminaires Rose-Roth organisés régulièrement par l'OTAN, qui se sont tenus en 2012 à Marseille en France (« Transition politique et économique dans les pays du Maghreb, du Machrek et du golfe Persique »); à Vilnius en Lituanie (« Les partenaires d'Europe orientale – Défis actuels et perspectives »); et à Sveti Stefan au Monténégro (« Garantir la stabilité dans les Balkans occidentaux – Tenir la promesse de l'intégration euro-atlantique »).⁴⁶• Le DCAF assure la formation de parlementaires et de collaborateurs/fonctionnaires de parlements dans les pays candidats à l'adhésion à l'OTAN, et en 2012 le Centre a fourni des experts à une délégation parlementaire venue d'Azerbaïdjan pour une visite d'étude à Bruxelles.• Le DCAF a participé à l'organisation et au déroulement de la conférence annuelle du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est tenue à Bruxelles en novembre 2012 sur la sécurité dans la zone euro-atlantique.
Forum inter-parlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est	<ul style="list-style-type: none">• Le DCAF a animé le 10^{ème} atelier du Forum inter-parlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est à Manille aux Philippines, auquel ont assisté plus de 40 participants: des parlementaires et leurs collaborateurs, des représentants de ministères, des forces armées, de la police, de groupes de réflexion et d'ONG venus du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande. L'atelier avait pour thème les approches nationales multipartites à la RSS et la GSS dans les pays d'Asie du Sud-Est.

⁴⁶ www.nato-pa.int/Default.asp?SHORTCUT=2730

Le programme de conseil aux parlements

Parlement de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO)	<ul style="list-style-type: none">Le DCAF a organisé avec le Parlement de la CEDEAO la cérémonie officielle de la publication du manuel <i>Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l’usage des parlementaires ouest-africains</i>. L’annonce a clôturé la première phase de la collaboration avec le Parlement de la CEDEAO et a amorcé les débats sur la façon de procéder pour élargir la coopération concernant la mise en œuvre du guide tant au niveau régional qu’au niveau national.
Parlement européen	<ul style="list-style-type: none">Le Bureau du Parlement européen pour la promotion de la démocratie parlementaire a demandé au DCAF de rédiger un ouvrage sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les États en transition vers la démocratie. L’étude sera publiée en 2013.Le DCAF a présenté un exposé sur l’ouvrage <i>The Effects of Arab Awakening on the EU and its support for Security Sector Reform</i> (Conséquences du réveil arabe pour l’UE et son soutien aux processus de RSS et de GSS) à l’occasion de l’atelier de la Sous-commission sécurité et défense du Parlement européen sur la réforme du secteur de la sécurité.⁴⁷
Union interparlementaire (UIP)	<ul style="list-style-type: none">Le DCAF a participé à la 126^{ème} Assemblée générale de l’UIP à Kampala en Ouganda et a aidé la délégation suisse auprès de l’UIP à rédiger un projet de résolution sur « Le renforcement du rôle des parlements dans la gouvernance de la sécurité en phase d’après-conflit ou de transition ».

Parallèlement à son programme de soutien aux projets parlementaires multilatéraux en matière de RSS et de GSS, le DCAF a participé à diverses activités de conseil aux parlements au niveau national dans pratiquement toutes les régions où le Centre travaille, notamment :

- en Europe du Sud-Est : pour conseiller les Parlements de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo*, de Macédoine[†], du Monténégro, et aussi dans le contexte du Projet-cadre régional sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l’Ouest;
- dans les nouveaux États indépendants : pour conseiller les Parlements d’Arménie, d’Azerbaïdjan, de Géorgie, du Kirghizistan et d’Ukraine;

⁴⁷ www.isis-europe.eu/sites/default/files/publications-downloads/epupdate-sede-09February12_0.pdf

* L’Assemblée du Kosovo a déclaré l’indépendance du territoire le 17 février 2008. Tandis que 36 États membres du Conseil de fondation du DCAF ont reconnu l’indépendance du Kosovo, 24 ne l’ont pas acceptée et continuent de suivre les directives de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l’ONU.

[†] désignée à toutes fins utiles au sein de l’UE, l’OTAN, l’OSCE et l’ONU sous le nom d’« ex-République yougoslave de Macédoine ».

Les grands thèmes de la GSS en 2012

- en Europe de l'Ouest: pour conseiller le Comité parlementaire norvégien sur la question du contrôle des services de sécurité et de renseignement;
- au Moyen-Orient et en Afrique du Nord: pour assister le Conseil des représentants iraquien, le Congrès général national libyen, le Conseil législatif palestinien et l'Assemblée constituante tunisienne;
- en Afrique subsaharienne: pour conseiller l'Assemblée nationale du Burkina Faso et la Législature du Libéria;
- en Asie du Sud-Est: pour conseiller les Parlements du Cambodge, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande dans le cadre du Forum interparlementaire sur la GSS en Asie du Sud-Est.
- en Amérique latine: pour conseiller le Sénat d'Uruguay et celui du Mexique.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF a renforcé le rôle des parlements en matière de gouvernance du secteur de la sécurité au niveau régional grâce au soutien qu'il n'a cessé d'apporter à l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, au Forum interparlementaire sur la GSS en Asie du Sud-Est, au Parlement de la CEDEAO, au Parlement européen et à l'UIP.
- Le DCAF a encouragé le renforcement des capacités des parlementaires et a donné des cours de formation pour les parlementaires en Bosnie-Herzégovine, au Cambodge, en France, au Kosovo, en Macédoine, en Norvège et en Ukraine. Le Centre a fourni des services de conseil en Géorgie, en Libye, au Mexique, en Tunisie et en Uruguay et a organisé des visites d'étude pour des délégations venues d'Arménie, d'Azerbaïdjan, du Kosovo, du Kirghizistan, et du Monténégro.
- Le DCAF s'est vu confier une mission par le Parlement européen pour réaliser une étude sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les États en transition vers la démocratie.
- Le DCAF a lancé un projet-cadre d'une durée de trois ans sur le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité dans les Balkans de l'Ouest.
- Le DCAF a aidé la Commission pour la sécurité nationale du Sénat mexicain à organiser le premier forum régional sur la sécurité et la défense.
- Le DCAF a annoncé la publication du manuel *Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l'usage des parlementaires ouest-africains*.

Pour de plus amples informations sur le Programme de conseil aux parlements du DCAF, voir www.dcaf.ch/Programmes/Parliamentary-Oversight

La gouvernance des services de sécurité privés

Dates importantes :

- | | |
|------------------|--|
| 2006 | Dans le cadre de sa série d'études annuelles « Yearly Books », le DCAF publie <i>Private Actors and Security Governance</i> . |
| 2008 | Le DCAF aide le gouvernement suisse et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à rédiger le Document de Montreux « Les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés ». |
| 2010 | Le Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité est signé par 58 sociétés de sécurité privées appartenant à 15 pays. Il a été élaboré par le DCAF à la demande du gouvernement suisse. |
| 2011-2013 | Le DCAF et le Comité de pilotage provisoire pour la mise en application du Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité élaborent un Mécanisme de contrôle visant à assurer le respect du Code par les entreprises signataires.

Le DCAF aide le gouvernement suisse et le CICR à organiser des ateliers régionaux pour promouvoir le Document de Montreux. Jusqu'à présent, ces ateliers ont eu lieu en Amérique latine, en Asie du Nord-Est et dans la région Pacifique / Océanie. |
| 2012 | A ce jour, 44 États et l'Union européenne ont adopté le Document de Montreux. Plus de 600 sociétés de sécurité privées appartenant à 72 pays ont signé le Code. |

En 2012, le DCAF a continué d'encourager les initiatives visant à instituer une réglementation efficace des entreprises militaires et de sécurité privées (EMSP).

Ainsi, le Centre soutient le gouvernement suisse dans son effort pour encourager les prestataires privés de services de sécurité à respecter le droit international en rendant les normes internationales plus explicites et aussi en renforçant la supervision et l'obligation de rendre compte dans cette branche d'activité. Un comité de pilotage provisoire a été établi suite au dénouement positif de la Conférence sur le Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité, qui s'est tenue en novembre 2010 et durant laquelle 58 entreprises ont décidé de signer l'accord. Le comité est chargé de mettre au point un mécanisme international de gouvernance et de contrôle dont l'objectif est d'aider les entreprises signataires à se mettre en conformité avec le code. Il se compose de neuf membres, dont trois proviennent de chacun des trois groupes de parties prenantes : sociétés de sécurité privées, gouvernements et organisations de la société civile. Après avoir

Les grands thèmes de la GSS en 2012

publié un premier projet de charte en janvier 2012, le comité a rendu publique en février 2012 la Charte définitive qui précise le fonctionnement du Mécanisme de contrôle, lequel devrait commencer à être opérationnel vers le milieu de 2013.

Dans le cadre de sa contribution, le DCAF a toujours veillé à assurer la mise à jour du site du Code⁴⁸ car ce portail permet la communication des nouvelles et des informations, y compris celles concernant le Mécanisme de contrôle. On peut trouver sur le site les procès verbaux de toutes les réunions du Comité de pilotage et de ses groupes de travail, ainsi que les études, articles et rapports préparés pour étayer leurs travaux. On y trouve également la liste actualisée des sociétés qui ont apposé leur signature au Code. En mai 2013, le nombre des signataires avait atteint un total de 632 entreprises, issues de 72 pays différents.

En 2012, le DCAF a continué d'apporter son soutien au Département fédéral suisse des affaires étrangères et au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en lançant une campagne de sensibilisation sur les obligations des États envers les sociétés de sécurité privées, ainsi qu'il est stipulé dans le Document de Montreux (« Les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés »). Le DCAF a notamment participé à une Table ronde pour la région Pacifique, organisée par le CICR à Canberra en Australie en mars 2012. Grâce à cet effort de sensibilisation, le nombre des États signataires au Document de Montreux a augmenté : au début de 2012, il s'élevait à 39 (ce qui représente plus du double du nombre des États qui l'avaient signé au départ en septembre 2008, soit 17). En mai 2013, ce nombre a atteint 44 États en plus de l'Union européenne.

En 2012, le DCAF a également continué de mettre ses services de conseil à la disposition du Groupe de travail des Nations Unies sur l'utilisation des mercenaires ainsi que du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée dans le but d'élaborer un cadre stratégique pour la réglementation, le suivi et le contrôle de l'impact des activités des EMSP sur les droits humains.

Le DCAF a poursuivi sa collaboration avec le Centre pour la sécurité, l'économie et la technologie de l'Université de Saint-Gall et avec l'Université du Colorado à Denver sur un projet de recherche consistant à rassembler des données relatives à la privatisation du secteur de la sécurité. En 2012, cette collaboration a abouti à la création d'un portail d'information en ligne, le « Private Security Monitor », qui permet d'accéder aux informations concernant l'utilisation et la réglementation des EMSP dans le monde entier.⁴⁹

⁴⁸ www.icoc-psp.org

⁴⁹ <http://psm.du.edu>

Principaux résultats obtenus en 2012–2013 :

- En mai 2013, 632 entreprises militaires et de sécurité privées issues de 72 pays ont signé le Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité.
- Le DCAF continue de jouer un rôle essentiel dans l'élaboration d'un Mécanisme de contrôle pour assurer la mise en application du Code. Une charte a été adoptée en février 2013 et le Mécanisme de contrôle devrait commencer à être opérationnel vers le milieu de 2013.
- En mai 2013, 44 États et l'Union européenne ont adhéré au Document de Montreux « Les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées opérant pendant les conflits armés ».

Pour de plus amples informations sur le programme du DCAF concernant la gouvernance des entreprises de sécurité privées, voir www.icoc-ppsp.org

La gouvernance des services de renseignement

Dates importantes :

- 2005** Le DCAF et le Parlement norvégien publient *Making Intelligence Accountable: Legal Standards and Best Practice for Oversight of Intelligence Agencies*. A ce jour, le manuel a été traduit en 15 langues (mais pas en français) et des milliers d'exemplaires ont été distribués à des organismes chargés du contrôle des services de renseignement dans le monde entier.
- 2009-2010** Le DCAF dirige pour le Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies une procédure de concertation sur la gouvernance du secteur du renseignement, qui a abouti à la rédaction de la *Compilation de bonnes pratiques en matière de cadres et de mesures juridiques institutionnels, notamment de contrôle, visant à garantir le respect des droits de l'homme par les services de renseignement dans le contexte de la lutte anti-terroriste* (A/HRC/14/46).
- 2011** Le DCAF publie pour le Parlement européen l'étude *Parliamentary Oversight of Intelligence and Security Agencies in the European Union* sur le contrôle parlementaire des agences de sécurité et de renseignement dans l'UE.
- 2012** Le DCAF publie la boîte à outils *Overseeing Intelligence Services: A Toolkit*, avec le soutien du ministère néerlandais des Affaires étrangères.
- 2002-2013** Le DCAF participe à l'organisation d'événements sur le renforcement de la capacité visant à améliorer la gouvernance démocratique des services de renseignement dans plus de 50 États dans le monde.

Les services de renseignement et de sécurité font partie intégrante du secteur de la sécurité, et – lorsqu'ils sont soumis au contrôle démocratique et qu'ils respectent la primauté du droit – ils peuvent apporter beaucoup en matière de sécurité et de protection des droits de l'homme. Le Programme du DCAF pour la gouvernance des services de renseignement vise à renforcer les cadres juridiques et institutionnels régissant la supervision et le contrôle des services de sécurité et de renseignement. Le programme traite des démocraties émergentes aussi bien que de celles qui sont établies et comprend une forte composante de renforcement de la capacité.

Au fil des années, le DCAF a publié un certain nombre d'ouvrages de référence dans le domaine de la gouvernance des services de renseignement, dont :

- *Parliamentary Oversight of Intelligence and Security Agencies in the European Union* (2011) : l'étude traite du contrôle des agences de sécurité et de renseignement par des parlements et des organes de supervision spécialisés non parlementaires dans les États membres de l'UE ;

La gouvernance des services de renseignement

- *International Intelligence Cooperation and Accountability* (2011): cette publication explique comment la coopération internationale en matière de renseignement a pris tant d'importance après les événements du 11 septembre 2001 et présente les principaux défis à relever (obligation de rendre compte, obligations juridiques et droits humains);
- *Comprendre le contrôle du renseignement* (2010): ce manuel succinct de questions et réponses décrit les divers aspects du travail des services de renseignement et leurs organes de contrôle;
- *Democratic Control of Intelligence Services: Containing Rogue Elephants* (2007): cet ouvrage traite de la difficulté de mettre en place des services de renseignement redevables et soumis à un contrôle démocratique, et d'en assurer le fonctionnement. Il étudie les États dotés de systèmes démocratiques bien établis mais aussi ceux qui émergent de systèmes autoritaires et sont en route vers la démocratie;
- *Making Intelligence Accountable: Legal Standards and Best Practice for Oversight of Intelligence Agencies* (2005): ce guide d'orientation dresse l'inventaire des normes juridiques relatives aux responsabilités démocratiques des services de renseignement, et évalue lesdites normes;
- *Who's Watching the Spies ?* (2005): cette publication examine les systèmes de contrôle des services de renseignement dans plusieurs démocraties en Europe, en Asie et en Amérique du Nord.

Tout au long de 2012, le DCAF a continué de travailler à un projet d'une durée prévue de deux ans sur le renforcement du contrôle des services de renseignement dans les Balkans de l'Ouest. Parrainé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, il examine les paramètres du contrôle des services de renseignement par des comités parlementaires et des organes autonomes tels que les institutions de médiation, les institutions supérieures de contrôle, les commissions pour la protection des données et les organismes spécialisés dans la supervision des agences de renseignement. En 2012, le projet a permis d'obtenir deux résultats concrets :

- la publication de la boîte à outils *Overseeing Intelligence Services: A Toolkit*, un ensemble de documents d'orientation sur le contrôle de certains aspects des activités des services de renseignement, et sur la conception, la création et l'amélioration des organes de contrôle indépendants. La boîte à outils a été rédigée par des experts de renom compétents en matière de gouvernance des services de renseignement et donne des exemples tirés de 28 pays dans le monde. Elle est a été traduite en albanais, bosniaque, croate, macédonien et en serbe.⁵⁰

⁵⁰ www.dcaf.ch/Publications/Overseeing-Intelligence-Services-A-Toolkit

Les grands thèmes de la GSS en 2012

- l'organisation d'une conférence régionale à Ljubljana sur l'évaluation et l'amélioration du contrôle des services de renseignement dans les Balkans de l'Ouest. La conférence a rassemblé des parlementaires ainsi que des représentants de la société civile et des médias pour examiner des questions telles que la protection et la promotion des droits de l'homme dans le cadre des activités des agences de renseignement, le rôle des journalistes dans le contrôle de ces services et l'évaluation des systèmes de contrôle.

Même si le projet du DCAF sur le renforcement du contrôle des services de renseignement dans les Balkans de l'Ouest est essentiellement axé sur les États de l'Europe du Sud-Est, sa portée est en fait plus large car il traite aussi d'individus et d'organisations concernés par l'évolution du contrôle des services de renseignement et sa réforme dans des régions en transition comme l'Afrique, l'Asie et le Moyen-Orient.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF a publié la boîte à outils intitulée *Overseeing Intelligence Services: A Toolkit* en albanais, anglais, bosniaque, croate, macédonien et en serbe.
- Le DCAF a organisé une conférence régionale sur l'évaluation et l'amélioration du contrôle des services de renseignement dans les Balkans de l'Ouest pour des parlementaires et leurs collaborateurs, des magistrats, des représentants de la société civile et d'institutions de médiation venus de tous les pays des Balkans de l'Ouest.

Pour de plus amples informations sur le programme du DCAF concernant la gouvernance des services de renseignements, voir www.dcaf.ch/Programmes/Intelligence-Governance

Les institutions de médiation pour les forces armées

Dates importantes :

- 2007** Le DCAF et le PNUD publient le recueil de recommandations *Monitoring and Investigating the Security Sector: Recommendations for Ombudsman Institutions to Promote and Protect Human Rights for Public Security*.
- 2008** Le DCAF et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE publient le *Manuel sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales du personnel des forces armées*.
- 2009** La première Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées a lieu au Bundestag allemand à Berlin. Organisée et dirigée par le DCAF, elle est suivie de réunions annuelles à Vienne (2010), à Belgrade (2011) et à Ottawa (2012).
- 2012** Les institutions de médiation de 36 États participent à la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.
Le DCAF publie le manuel *Ombuds Institutions for the Armed Forces: A Handbook*.

Depuis 2009, le DCAF apporte son soutien à la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées. Cette association informelle rassemble des représentants d'institutions de médiation du monde entier venus afin d'échanger les expériences, meilleures pratiques et enseignements tirés au cours de leurs missions sur les capacités et le fonctionnement des institutions de médiation ayant compétence sur les forces armées.

Jusqu'à présent, des représentants d'institutions de médiation de 36 pays ont participé à la conférence: l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Burkina Faso, le Burundi, le Canada, la Côte d'Ivoire, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, le Japon, le Kirghizistan, la Lettonie, la Lituanie, le Monténégro, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Russie, le Sénégal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, le Tadjikistan et la Tunisie. De plus, l'Union européenne, l'OSCE, les Nations Unies et l'Organisation européenne des associations militaires ont participé aux réunions de la conférence en qualité d'observateurs.

Dans le cadre de sa contribution, le DCAF a créé le site web de la conférence et en assure la gestion. Celui-ci sert de centre de documentation pour les besoins de la conférence et met à la disposition des institutions de médiation existantes compétentes pour les forces armées et des États désireux d'établir une telle institution une plate-forme d'échange d'informations ainsi qu'une base de données centralisée.⁵¹

⁵¹ www.icoaf.org

Les grands thèmes de la GSS en 2012

En 2012, le DCAF a mis son savoir-faire en matière d'institutions de médiation pour les forces armées à l'œuvre avec l'objectif d'entreprendre des activités de renforcement de la capacité dans plusieurs États. Le Centre a notamment donné son avis sur un projet de loi en Géorgie ainsi qu'un cours de formation à des organismes chargés du traitement des plaintes dans le territoire palestinien occupé.

Les résultats les plus importants obtenus par le DCAF en 2012 sont :

- la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées, organisée avec le Bureau de l'ombudsman de la Défense nationale et des Forces canadiennes à Ottawa. Le thème central était la promotion et la protection des droits humains par les forces armées ainsi que dans leurs propres rangs, mais deux autres sujets plus spécifiques ont été également traités : le renforcement de la capacité et les campagnes de sensibilisation. Cette conférence, qui avait lieu pour la première fois hors d'Europe, a été l'occasion d'impliquer de nouveaux participants issus de 11 États des Amériques, d'Afrique du Nord et subsaharienne et d'Asie centrale ;
- la publication du manuel *Ombuds Institutions for the Armed Forces: A Handbook*. Cet ouvrage de référence exhaustif est le premier à avoir compilé les bonnes pratiques du monde entier et à donner des indications tant sur les nouvelles institutions de médiation pour les forces armées que sur les institutions déjà établies. Il décrit l'historique, le rôle et les structures de ce type d'institutions, consacre de longs paragraphes au traitement des plaintes, aux enquêtes, aux rapports, et enfin formule des recommandations. Le manuel a été traduit en albanais et en serbe. Les traductions arabe et française sont en cours⁵² ;
- la publication de l'ouvrage *Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone – Burkina Faso, Burundi et Sénégal*, fruit d'un projet de recherche commandité par l'Organisation internationale de la Francophonie, qui examine le fonctionnement des institutions de médiation pour les forces armées dans plusieurs pays de l'Afrique francophone. Préparées par des experts locaux, ces trois études de cas examinent plusieurs institutions nationales concernées, leur statut juridique, leurs missions, leurs points forts et leurs points faibles, et évaluent leurs besoins en matière de renforcement de la capacité. Elles décrivent en détails les procédures de traitement des plaintes et donnent un aperçu de la situation concernant la gouvernance du secteur de la sécurité ainsi que des progrès accomplis dans chacun des trois pays.⁵³ Sur le plan pratique, en septembre 2012, les institutions de médiation du Burkina Faso, du Burundi et du Sénégal ont assisté pour la première fois à la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées, à Ottawa au Canada.

⁵² www.dcaf.ch/Publications/Ombuds-Institutions-for-the-Armed-Forces-A-Handbook

⁵³ www.dcaf.ch/Publications/Ombuds-Institutions-for-the-Armed-Forces-in-Francophone-Africa-Burkina-Faso-Burundi-and-Senegal

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF a organisé la quatrième Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées à Ottawa. Y étaient réunis des représentants d'institutions de médiation de 36 pays (ce qui représente une augmentation de la participation de 30 pour cent), y compris pour la première fois des délégations venues des Amériques, d'Afrique et d'Asie centrale.
- Le DCAF a publié *Ombuds Institutions for the Armed Forces: A Handbook*, y compris ses traductions en albanais et en serbe. Les traductions arabe et française sont en cours. Le Centre a également publié *Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone*.
- Le DCAF a créé le site web de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées et en assure la gestion.

Pour de plus amples informations sur les travaux du DCAF concernant les institutions de médiation pour les forces armées, voir www.icoaf.org

La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité

Dates importantes :

- 2005** Le DCAF met en place une équipe Genre et sécurité.
- 2006** Le DCAF publie *Les femmes dans un monde d'insécurité – Violences à l'égard des femmes – Faits, données et analyse*.
- 2007** Le DCAF publie *Sexual Violence in Armed Conflict: Global Overview and Implications for the Security Sector*.
- 2008** Le DCAF publie la boîte à outils *Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité*. Le DCAF lance le programme Genre et sécurité en Afrique de l'Ouest.
- 2009** Le DCAF lance le programme Genre et sécurité dans les Balkans de l'Ouest.
- 2011** Le DCAF lance le projet « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud ».

En 2012, le DCAF a renforcé sa position de chef de file pour les questions de genre et de réforme du secteur de la sécurité (RSS) en continuant à travailler avec des organisations multilatérales (l'ONU, l'OTAN et l'UE), en s'efforçant d'améliorer les capacités et en lançant des campagnes de sensibilisation sur la place du genre dans la RSS tant au niveau régional que directement avec des institutions de police, de défense, de sécurité et de justice, leur indiquant comment intégrer la question du genre aussi bien en théorie qu'en pratique. Tout au long de 2012, le DCAF a mené à bien 73 projets et activités visant à promouvoir la question du genre auprès de gouvernements et d'organisations multilatérales dans le monde entier.

En Europe du Sud-Est, le DCAF a continué de mettre en place sa série de projets visant à inscrire la question du genre à l'agenda de diverses institutions du secteur de la sécurité et a apporté son soutien à la police nationale et aux forces armées en Albanie, au secteur de la justice en Bosnie-Herzégovine ainsi qu'à divers organismes du secteur de la sécurité en Serbie. Au niveau régional, le DCAF travaille avec le Réseau des femmes policières en Europe du Sud-Est (WPON) et avec le Centre de coopération pour la sécurité du RACVIAC (Centre d'aide régional pour la vérification et la mise en œuvre du contrôle des armements).⁵⁴

En 2012, le DCAF a continué de travailler à son projet « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud », dont l'objectif est de réduire la dépendance des institutions d'éducation et de formation en matière de sécurité vis-à-vis des experts appartenant à des pays donateurs en améliorant

⁵⁴ Pour de plus amples d'informations, voir la Partie II du présent rapport *La coopération régionale / L'Europe du Sud-Est*.

La place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité

la capacité des institutions locales, des formateurs et des praticiens à inscrire la question du genre à leurs programmes. Les institutions partenaires bénéficient d'un soutien continu par le biais de programmes d'enseignement, de cours de formation pour les formateurs, de services de conseil techniques et de la diffusion de matériels éducatifs.

En 2012, de nouvelles institutions partenaires se sont jointes à ce projet. Outre sa collaboration de longue date avec l'Université Al-Istiqlal à Jéricho, le DCAF a commencé à travailler avec la Force de défense nationale sud-africaine, le Réseau sud-africain pour la gestion de la défense et de la sécurité et le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix à Accra. Dans le cadre de ce projet et grâce à l'appui du DCAF, le Centre de formation aux opérations de maintien de la paix de la Force de défense nationale sud-africaine propose deux fois par an un cours d'une semaine « Gender for Instructors » sur la question du genre, spécialement destiné aux instructeurs.⁵⁵

Dans le cadre de son projet « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud », le DCAF a organisé à Genève un atelier d'une durée de trois jours, qui a réuni 36 experts et instructeurs spécialisés dans la formation à la question du genre, venus du monde entier afin de partager les bonnes pratiques et les enseignements tirés de leur expérience de formateurs auprès de la police, de la défense et d'autres groupes concernés par le thème de la sécurité, et d'en discuter.

Les résultats du travail de recherche effectué par le DCAF sur la place du genre dans la RSS sont devenus l'instrument de référence pour les praticiens et les universitaires du monde entier. En 2012 et au début de 2013, dans le cadre de ses travaux de recherche stratégique, le programme du DCAF sur la place du genre dans la RSS a permis :

- de confirmer l'impact de la boîte à outils *Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité* grâce à une enquête menée auprès de parties prenantes concernées par la RSS : 96 pour cent des personnes interrogées ont considéré que la boîte à outils avait eu un effet positif sur leurs activités. En 2012, la boîte à outils a été complétée par un guide intitulé *Place du genre dans la réforme pénale – Mise à jour sur les règles de Bangkok*, qui indique les derniers changements survenus dans la réglementation internationale concernant le traitement des femmes prisonnières.
- de rédiger un document d'information sur les associations de personnels féminins dans le secteur de la sécurité et de participer à une conférence internationale sur ce thème, organisée conjointement avec l'Institut canadien Nord-Sud pour 25 représentantes d'institutions de défense, de police et de justice venues d'Europe et d'Afrique de l'Ouest.

⁵⁵ Pour de plus amples informations, voir la Partie II du présent rapport *La coopération régionale / Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord* ainsi que *L'Afrique subsaharienne*.

Les grands thèmes de la GSS en 2012

- d'annoncer la publication de l'ouvrage *Le secteur de la sécurité et le genre en Afrique de l'Ouest – Une étude de la police, de la défense, de la justice et des services pénitentiaires dans les pays de la CEDEAO* devant un public genevois composé de membres de la communauté diplomatique, d'organisations non gouvernementales et d'instituts universitaires, en collaboration avec l'Institut des hautes études internationales et du développement.
- de publier, en partenariat avec l'Institut pour la sécurité inclusive, le *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité*. Ce manuel d'introduction, qui s'adresse tout spécialement aux femmes, présente les grands principes de la sécurité, indique par quels moyens les femmes peuvent arriver à jouer un rôle dans le secteur de la sécurité et sa réforme, et propose des modèles d'outils pour la mise en œuvre. Élaboré avec l'aide de femmes militantes issues d'Afghanistan, du Libéria, de Libye, du Népal, du Sénégal et de Serbie, le guide a été publié début 2013.
- de commanditer une étude sur le genre et les politiques de ressources humaines dans les forces armées, qui donnera une vue d'ensemble des approches et des bonnes pratiques adoptées dans les forces armées en Europe et en Afrique. L'étude sera publiée en 2013.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF a mené à bien 73 projets et activités visant à inscrire la question du genre aux programmes de gouvernements et d'organisations multilatérales dans le monde entier.
- Dans une enquête menée auprès de parties prenantes concernées par la RSS, 96 pour cent des personnes interrogées ont considéré que la boîte à outils du DCAF intitulée *Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité* avait eu un effet positif sur leurs activités ainsi que sur l'élaboration de leur stratégie.
- Grâce à l'appui du DCAF qui a élaboré le cours et en assure la dispense dans le cadre du projet actuel « Renforcement de la capacité en matière d'égalité des sexes dans les pays du Sud », le Centre de formation aux opérations de maintien de la paix de la Force de défense nationale sud-africaine propose deux fois par an un cours d'une semaine (« Gender for Instructors ») sur le thème du genre, spécialement destiné aux instructeurs.
- Le DCAF a co-organisé une Conférence internationale des associations de personnels féminins dans le secteur de la sécurité, qui a réuni des représentantes d'institutions de défense, de police et de justice venues d'Europe et d'Afrique de l'Ouest.

Pour de plus amples informations sur le programme du DCAF Place du genre dans la RSS, voir www.dcaf.ch/Programmes/Gender-and-Security

Le renforcement de l'intégrité

Dates importantes :

- 2008** L'OTAN lance le programme Renforcement de l'intégrité.
- 2010** Le DCAF publie le recueil *Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices* (Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense – Recueil des meilleures pratiques).
- 2012** Le DCAF publie la boîte à outils *Toolkit on Police Integrity*.

En 2012, le DCAF a continué de promouvoir le renforcement de l'intégrité et la lutte anti-corruption dans les milieux de la défense et de la police. En 2012 également, le recueil *Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices* (Renforcer l'intégrité et faire reculer la corruption dans les institutions de défense – Recueil des meilleures pratiques)⁵⁶ a été publié en arabe, en arménien et en ukrainien. Il a été largement diffusé en russe et les traductions en géorgien et roumain sont en cours, leur publication étant prévue avant la fin de l'année 2013. D'autre part, le recueil a été mis à la disposition du Programme de l'OTAN pour le renforcement de l'éducation en matière de défense (DEEP).

Dans le cadre de sa coopération continue avec l'OTAN et d'un projet financé par le Fonds de l'OTAN pour le renforcement de l'intégrité, le DCAF a contribué à lancer le programme d'auto-évaluation du renforcement de l'intégrité dans les États membres qui ont adopté le Processus des réunions de ministres de la Défense du Sud-Est de l'Europe (l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, la Grèce, l'Italie, la Macédoine, le Monténégro, la Roumanie, la Serbie, la Slovénie, la Turquie et l'Ukraine). En 2013, le DCAF aidera à mettre en œuvre ce projet d'une durée prévue de deux ans en organisant une série d'activités de renforcement de la capacité destinées aux équipes nationales chargées des auto-évaluations.

En 2012, avec le soutien du ministère norvégien des Affaires étrangères, le DCAF a annoncé la publication de la boîte à outils *Toolkit on Police Integrity*. Ce guide pratique a été conçu pour aider les membres des forces de police et les législateurs à identifier la corruption afin d'essayer de l'enrayer, et pour encourager les organes gouvernementaux ainsi que les organisations de la société civile à exercer un contrôle efficace. Le manuel est actuellement disponible en albanais, croate, anglais, macédonien et en serbe. Des traductions en d'autres langues sont prévues.⁵⁷

Afin d'encourager l'adoption des meilleures pratiques anti-corruption de la police conformément aux recommandations formulées dans la boîte à outils, le DCAF a

⁵⁶ www.dcaf.ch/Publications/Building-Integrity-and-Reducing-Corruption-in-Defence

⁵⁷ www.dcaf.ch/Publications/Toolkit-on-Police-Integrity

Les grands thèmes de la GSS en 2012

lancé son Programme pour le renforcement de l'intégrité de la police en Europe du Sud-Est. Il s'articule autour d'une stratégie à deux volets : le premier consiste à mettre au point un ensemble de programmes sur mesure conçus dans le but de répondre aux besoins des pays bénéficiaires, à leur demande ; le second implique la mise au point d'instruments « autonomes » (des modules d'enseignement à distance, des outils de formation et des cours) qui seront d'une façon plus générale mis à la disposition de personnels concernés exerçant des activités liées à la sécurité ou appartenant à des organisations de la société civile. Les travaux continueront dans ce domaine tout au long de 2013.

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Le DCAF a publié la boîte à outils *Toolkit on Police Integrity* pour aider les membres des forces de police et les décideurs politiques à lutter contre la corruption.
- Le DCAF a lancé son programme régional Renforcement de l'intégrité de la police en Europe du Sud-Est.
- Le DCAF a traduit et publié le recueil *Building Integrity and Reducing Corruption in Defence: A Compendium of Best Practices* en arabe, arménien et ukrainien.

Pour de plus amples informations sur le programme du DCAF Renforcement de l'intégrité, voir www.dcaf.ch/Programmes/Defence-Reform

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

Dates importantes :

- 2007** Le DCAF crée l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT).
- 2008** Le Comité de direction de l'ISSAT se réunit pour la première fois à Genève en présence de sept donateurs bilatéraux et des Nations Unies. L'ISSAT devient pleinement opérationnelle en fin d'année.
- 2009** La nouvelle stratégie de l'ISSAT est présentée : l'Équipe a pour mission de fournir à ses membres : 1) un service de conseil pour les opérations sur le terrain, 2) un soutien en termes de formation et de renforcement des capacités, 3) des services en matière de gestion du savoir et 4) un soutien en matière de plaidoyer et de sensibilisation à la RSS.
- 2011** Le Comité de direction de l'ISSAT compte désormais 21 membres dont 14 donateurs bilatéraux, auxquels viennent s'ajouter des organisations régionales et multilatérales dont les Nations Unies, l'OCDE, l'OIF et l'UE ; l'Union africaine et la Banque africaine de développement assistent par ailleurs régulièrement aux réunions du Comité de direction.
- Le champ d'opération de l'ISSAT s'élargit : l'Équipe soutient désormais chaque année 65 missions au total, ainsi que des activités menées dans plus de 20 pays et sur quatre continents.
- Mise en ligne du premier cours d'enseignement à distance sur la RSS et création du portail de la Communauté des praticiens de la RSS.
- 2012** L'ISSAT organise une séance du Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la RSS en Afrique de l'Est et élargit son rayonnement géographique grâce au renforcement de ses activités en Amérique latine et en Asie du Sud-Est.

Créée en 2008, l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (International Security Sector Advisory Team, ISSAT) fait partie intégrante du DCAF. L'Équipe apporte son soutien à la communauté internationale en renforçant les efforts individuels ou collectifs de ses membres en vue de promouvoir la sécurité et la justice, principalement dans les États fragiles ou affaiblis par un conflit. L'ISSAT accompagne ses membres et forge leur capacité afin qu'ils puissent œuvrer plus efficacement à l'amélioration des processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS).

Le Comité de direction de l'ISSAT compte actuellement 21 membres, dont les organisations multilatérales et les pays suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Irlande, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et la Commission européenne, le secrétariat

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

de l'Organisation de coopération et le développement économiques (OCDE), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Département des affaires politiques des Nations Unies (DAP) et le Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (DOMP). L'Union africaine et la Banque africaine de développement assistent également aux réunions du Comité de direction de l'ISSAT en qualité d'observateurs.

L'ISSAT est composée de conseillers principaux pour les questions de sécurité et de justice, de spécialistes en RSS, d'un coordinateur des activités de formation, d'un spécialiste de la gestion du savoir et de chargés de projets, tous épaulés et encadrés par le personnel administratif et de direction. Un groupe de professionnels de haut niveau vient également compléter et renforcer cette équipe en apportant des compétences supplémentaires et des connaissances spécialisées de sorte que l'ISSAT ait suffisamment de ressources humaines et d'expertise pour couvrir la totalité des questions relatives à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité ainsi que de solides connaissances s'agissant des pays où elle intervient.

Les activités de l'ISSAT en 2012

En 2012, l'ISSAT a continué d'approfondir et d'élargir la gamme de services d'appui qu'elle propose à ses membres et, de façon plus générale, à la communauté internationale participant à la RSS. En 2012, l'ISSAT s'est vu confier 50 missions, dont plusieurs comportaient plusieurs composants et objectifs, à savoir 23 missions de conseil pour les opérations sur le terrain, 18 missions de formation et neuf missions de sensibilisation et de plaidoyer. En 2012, la Communauté des praticiens de l'ISSAT a par ailleurs atteint 595 membres et le contenu disponible a connu une augmentation de volume de plus de 150 pour cent. Nul doute que l'organisation à Nairobi d'une séance du Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Est, qui a réuni de grands décideurs et praticiens de la région et au-delà, aura été le défi et le temps fort de l'année 2012. Cette manifestation à grand retentissement a donné à l'ISSAT l'occasion de contribuer tant à la réforme du secteur de la sécurité en Afrique qu'à l'élaboration d'une politique de RSS à l'international. L'ensemble des activités et services de l'ISSAT peuvent être regroupés en quatre grands domaines : conseil pour les opérations sur le terrain, formation et renforcement des capacités, gestion du savoir et plaidoyer et sensibilisation.

Conseil pour les opérations sur le terrain

La branche Conseil pour les opérations sur le terrain de l'ISSAT offre au personnel de ses membres, au siège comme sur le terrain, des services d'appui à la RSS ciblés et adaptés à chaque projet dans les domaines suivants : l'évaluation préalable, l'élaboration des programmes, la mise en œuvre et le suivi et l'évaluation finale. En 2012, l'ISSAT a mené au total 23 missions de conseil pour les opérations

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

sur le terrain en appui à ses membres. Ces missions ont compris quatre études théoriques et 23 missions sur le terrain dont 15 en Afrique, cinq au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une en Asie du Sud-Est et deux en Amérique latine. Bien qu'en matière de conseils opérationnels l'ISSAT se soit vu confier une mission de moins par rapport à 2011, certaines des missions ci-dessus mentionnées ont impliqué plusieurs déploiements, si bien que le nombre total de missions de conseil pour les opérations sur le terrain réalisées par l'ISSAT en 2012 s'est finalement révélé supérieur à celui de 2011. Deux de ces missions se sont inscrites dans le cadre d'engagements sur plusieurs années déjà en cours (des mandats confiés par le Royaume-Uni en République démocratique du Congo et au Soudan du Sud) et l'une d'elles se traduira par plusieurs déploiements en 2013 (un mandat du PNUD en Somalie). De plus, la mission de conseils opérationnels en appui à l'Atelier inter-agences des Nations Unies pour les praticiens spécialisés en RSS a été renouvelée pour la quatrième fois. En outre, suite aux résultats probants de missions menées à bien pour le compte des Pays-Bas en Indonésie, de l'UE en Guinée et du Royaume-Uni au Soudan du Sud, de nouvelles demandes de maintien du soutien apporté ont été adressées à l'ISSAT. De telles missions font progresser le processus de transition de l'ISSAT vers l'acceptation d'engagements d'une durée de plus en plus longue, plutôt que d'engagements à court terme.

Les missions de conseil pour les opérations sur le terrain confiées à l'ISSAT en 2012 se sont réparties de manière analogue à celles de 2010 et 2011, à savoir neuf missions en appui au système des Nations Unies (dont deux missions conjointes PNUD/UE et PNUD/OCDE), quatre commanditées par l'UE (dont une, pour la première fois, dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et une provenant de la Cour des comptes européenne) et, enfin, deux missions confiées par l'OCDE.

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des missions menées à bien par l'ISSAT en 2012 en matière de conseils pour les opérations sur le terrain :

Lieu	Missions	Commanditaires
Amérique latine et Caraïbes	<ul style="list-style-type: none">Préparation d'un futur plan de soutien au secteur de la justice et de la sécurité en Amérique latine et aux Caraïbes.	UE
Burundi	<ul style="list-style-type: none">Évaluation de l'impact et des résultats de la phase I du Programme de développement du secteur de la sécurité (PDSS).Évaluation de la conception du projet et de la pertinence de la phase I du PDSS.	Pays-Bas
Guinée	<ul style="list-style-type: none">Appui aux efforts de l'équipe des Nations Unies en Guinée en vue d'élaborer une stratégie concernant le soutien des Nations Unies au processus national de RSS.	Nations Unies

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

Guinée	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la délégation de l'UE dans la réalisation d'une étude de faisabilité et, par la suite, la conception d'un projet sur d'éventuels futurs programmes relatifs à la réforme du secteur de la justice et de la sécurité. 	UE
Indonésie	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de la coopération sur le plan juridique entre l'Indonésie et les Pays-Bas. 	Pays-Bas
Libéria	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des défis et perspectives en matière de RSS à court, moyen et longs termes. Recommandations concrètes de points d'ancrage en vue d'un engagement en faveur du processus de RSS ou de la poursuite d'un engagement. 	Norvège / Suède
Libye	<ul style="list-style-type: none"> Fourniture de conseils et partage de connaissances concernant l'élaboration de livres blancs sur la défense. 	Nations Unies
Nations Unies	<ul style="list-style-type: none"> Examen thématique du processus de RSS du Fonds pour la consolidation de la paix. Appui à l'organisation de l'Atelier inter-agences des Nations Unies pour les praticiens spécialisés en RSS. 	Nations Unies
OCDE	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de directives opérationnelles sur la conception et la mise en œuvre ainsi que sur l'évaluation et le suivi de programmes. Organisation, à cet effet, de missions sur le terrain au Guatemala et au Timor-Leste. 	Réseau international de l'OCDE sur les conflits et les situations de fragilité (INCAF)
Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> Appui à une évaluation et un examen de l'efficacité du Programme de police de proximité déployé par Irish Aid. 	Irlande
République démocratique du Congo	<ul style="list-style-type: none"> Examen annuel du Programme sur la redevabilité du secteur de la sécurité et la réforme de la police du Département britannique du développement international. 	Royaume-Uni
Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une étude exploratoire sur les capacités de la Police nationale et des Forces de défense rwandaises en matière d'opérations de maintien de la paix au niveau régional. 	Pays-Bas

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

Somalie	<ul style="list-style-type: none"> Élaboration de cinq projets à impact rapide conformément au Plan d'action national de sécurisation et de stabilisation de la Somalie et dans le respect du budget prévu pour la mise en œuvre de son Plan d'action national sur la RSS. Encadrement et formation en faveur de membres du personnel du PNUD détachés auprès du Département de recherche de l'Observatoire somalien de la violence et de la criminalité. Appui à une évaluation visant à renforcer le Programme de police de proximité du PNUD. 	Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) PNUD
Soudan du Sud	<ul style="list-style-type: none"> Examen du Programme de développement du secteur de la sécurité et de transformation de la défense du Soudan du Sud et orientations sur la conception de nouveaux programmes. Étude théorique et évaluation de la situation relativement au contrôle démocratique des forces armées au Soudan du Sud. 	Royaume-Uni Suisse
Suisse	<ul style="list-style-type: none"> Inventaire des activités de soutien de la Suisse en matière de RSS. 	Suisse

Formation et renforcement des capacités

L'ISSAT continue de consacrer une grande partie de ses activités à la formation et au renforcement des capacités. Son objectif est d'améliorer la capacité de la communauté internationale à fournir des formations et un soutien en faveur de la RSS dans des pays en développement et/ou touchés par des conflits. Au cours de l'année 2012, l'ISSAT a organisé 18 activités de formation dans le cadre de 14 missions de formation et de quatre grandes missions d'appui à l'élaboration de programmes de formation. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des missions menées à bien par l'ISSAT en 2012 en matière de formation et de renforcement des capacités :

Lieu	Missions	Commanditaires
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> Cours de base sur la RSS à l'intention du Collège européen de sécurité et de défense. 	Autriche
Bosnie-Herzégovine	<ul style="list-style-type: none"> Formation initiale aux opérations de maintien de la paix (OMP) et à la RSS. 	Suisse

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

Finlande	<ul style="list-style-type: none"> Formation de niveau 1 (niveau de base) sur la RSS : présentation de la réforme du secteur de la sécurité. 	Finlande
France	<ul style="list-style-type: none"> Formation de niveau 1 sur la RSS : présentation de la réforme du secteur de la sécurité. 	France
Ghana	<ul style="list-style-type: none"> Appui à l'examen de la formation pilote sur la RSS élaborée par le Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC). 	Suisse
Kenya	<ul style="list-style-type: none"> Introduction à la réforme du secteur de la sécurité et de la justice – Le fonctionnement de la réforme du secteur de la sécurité et de la justice en Afrique. 	BAfD (par l'intermédiaire de la Suisse)
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> Cours de niveau 1 sur la RSS. 	Pays-Bas
Royaume-Uni	<ul style="list-style-type: none"> Formation à l'intention d'officiers supérieurs de la police sur la réforme de la police dans le cadre de la RSS. 	Canada, Pays-Bas, Norvège et Royaume-Uni
Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> Formation de formateurs sur les OMP et la RSS. Cours de perfectionnement en RSS de niveau 2 (niveau avancé) et atelier sur le renforcement des capacités en RSS. 	Pays-Bas Nations Unies / UNITAR
Suisse	<ul style="list-style-type: none"> Cours à l'intention des observateurs militaires suisses des Nations Unies. Cours d'initiation aux opérations de maintien de la paix (et à l'intégration de la RSS dans ces opérations). Cours de perfectionnement en RSS de niveau 2. 	Suisse
Timor-Leste	<ul style="list-style-type: none"> Atelier à l'intention des acteurs de la société civile sur la façon d'utiliser les instruments juridiques disponibles dans les activités de recherche et les processus de concertation relatifs à la RSS. 	Irlande

Les points phares de l'année 2012 en matière de formation et de renforcement des capacités auront été la consolidation du matériel pédagogique existant et la traduction de ces ouvrages en plusieurs langues. En 2012, l'ISSAT a également co-organisé l'Assemblée générale annuelle de l'ASSET (Association for Security Sector Reform Education and Training) visant à recenser des stratégies et des outils permettant d'intégrer la RSS dans les opérations de maintien de la paix. Enfin, les nouveaux outils et produits de formation suivants ont été mis au point :

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

- Tout au long de 2012, les modules de formation en RSS de niveau 2 et les modules relatifs à la RSS et aux OMP ont été normalisés.
- Du matériel didactique de l'ISSAT est actuellement traduit en arabe, en espagnol et en français. Le module de formation de niveau 1 en RSS en français a été achevé et éprouvé. Le manuel de formation en RSS intitulé *La RSS en bref* a été traduit en espagnol avec l'aide de l'Institut d'enseignement pour le développement durable (IEPADES) du Guatemala. La traduction en arabe, en espagnol et en français du cours d'initiation en ligne sur la RSS a également été achevée.
- Deux nouvelles études de cas en Guinée et au Soudan du Sud ont été réalisées et éprouvées. Toutes deux reposent sur des missions sur le terrain récemment menées à bien par l'ISSAT dans ces pays.
- Un nouveau cours de formation à distance intitulé « An Introduction to Effective Advising » (Renforcer l'efficacité du conseil – Introduction) a été élaboré et sera accessible sur la Communauté des praticiens de l'ISSAT en 2013.

Gestion du savoir

Les services de l'ISSAT en matière de gestion du savoir ont pour objet d'aider les praticiens à optimiser leurs résultats en termes d'appui aux programmes de RSS en mettant à leur disposition des outils, des procédures d'apprentissage et des possibilités de coordination de façon à ce qu'ils aient facilement et rapidement accès aux meilleures connaissances et compétences disponibles dans le domaine de la RSS.

Les services de gestion du savoir de l'ISSAT ont continué à améliorer la proposition de valeur de la Communauté des praticiens (CdP), celle-ci passant de 300 à 595 membres début 2013, soit deux fois plus de participants par rapport à 2011, date de création du portail de la CdP. Grâce à cette augmentation, l'ISSAT a commencé à assister à une participation plus active des praticiens, avec une hausse du nombre de questions posées et de réponses apportées sur le forum et l'ajout régulier de commentaires sur les blogs. Le contenu disponible sur la CdP a ainsi progressé de plus de 150 pour cent en 2012.

Pour répondre aux besoins de cette communauté croissante de praticiens de la RSS, les services de gestion du savoir de l'ISSAT ont enrichi le site web de la CdP de plusieurs nouveautés. Des informations sur les modules de formation ont ainsi été ajoutées, des liens vers les blogs de l'ISSAT et des membres, des offres d'emploi, un répertoire des spécialistes et des organisations, un centre de documentation et un forum permettant aux membres de consulter et de déposer des commentaires sur différentes questions pratiques concernant la CdP.⁵⁸

⁵⁸ <http://issat.dcaf.ch/Community-of-Practice>

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

En 2012, de nouvelles fonctions et/ou des fonctions améliorées ont été mises au point et intégrées au site web de la CdP, notamment :

- des modalités d'enregistrement et de connexion plus simples par le biais de sites de réseaux sociaux de type Facebook, Google+, LinkedIn ou Twitter ;
- un réseau communautaire permettant de consulter d'un seul coup d'œil les derniers événements et les mises à jour ;
- la présentation de nouvelles cartes et d'un plus grand nombre de programmes sous la rubrique « La RSS en pratique » ;
- un centre de documentation considérablement enrichi avec l'ajout de vidéos sur YouTube, de résumés d'ouvrages sur Google Books, de podcasts audio, de liens vers des organisations connexes, le tout représentant une augmentation de 50 pour cent du contenu disponible ;
- une interface membre remaniée de même qu'une nouvelle base de données sur les expériences ;
- un calendrier des manifestations en lien avec la RSS ;
- des espaces privés de collaboration, dont un espace réservé au Comité de direction ;
- des formulaires en ligne pour déposer des demandes de mission, des rapports de mission et des retours d'information annuels ;
- tout un éventail de petites améliorations visant à rendre le site plus facile d'utilisation.

Plaidoyer et sensibilisation

Dans le cadre de ses activités de plaidoyer et de sensibilisation, l'ISSAT cherche à mieux faire connaître à l'ensemble des ministères et services de ses États membres les enjeux de la RSS, à élargir leurs connaissances sur les enseignements tirés de l'expérience et à encourager l'application des bonnes pratiques par la communauté internationale. Elle prévoit à cet effet des visites de capitales, des réunions du Comité de direction, des débats du Groupe de haut niveau, des réunions d'information sur la RSS ainsi que d'autres activités de réseautage permettant de rassembler de grands praticiens de la RSS et de les inviter à débattre des défis à relever dans ce domaine par la communauté internationale.

Depuis le démarrage des activités de plaidoyer et de sensibilisation de l'ISSAT, deux fois plus de manifestations y afférentes ont été organisées en 2012. Ainsi,

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

au cours de l'année écoulée, l'ISSAT a appuyé quelque 26 événements de ce type, dont neuf missions. Le plus marquant d'entre eux aura sans aucun doute été la séance du Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la RSS en Afrique de l'Est. Organiser cette séance à l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN) fut une grande réussite rendue possible uniquement grâce au soutien de tous les partenaires et collaborateurs concernés, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), le Réseau africain pour le secteur de la sécurité (ASSN), l'ambassade de la Slovaquie à Nairobi, l'ONUN, ainsi que les gouvernements du Burundi, du Kenya, des Pays-Bas, de la Somalie et du Soudan du Sud.

Ce Groupe de haut niveau a rassemblé plus de 200 participants, tant au niveau politique que technique, et la séance fut inaugurée par le Vice-président kényan. Parmi les invités et les orateurs figuraient le Directeur général de l'ONUN, le vice-Premier ministre et le ministre de la Défense somaliens, le ministre de la Sécurité nationale du Soudan du Sud, les secrétaires permanents des ministères de la Défense et de l'Intérieur du Burundi, les secrétaires permanents des ministères de la Défense et des Affaires extérieures du Kenya, le Secrétaire général adjoint de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), les Représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies pour le Soudan du Sud et la Somalie, le Secrétaire général adjoint du Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ainsi que des membres des missions des Nations Unies au Burundi, en Somalie et au Soudan du Sud. En réunissant des praticiens et des décideurs, cette séance a permis d'étudier les grandes questions auxquelles sont confrontés tous ceux qui participent et soutiennent la RSS. A noter à cet égard que le résumé établi par le président à l'issue de cette réunion du Groupe de haut niveau a été repris lors du deuxième Forum de haut niveau sur les perspectives de RSS en Afrique organisé en octobre 2012 par les Nations Unies et les délégations permanentes de l'Afrique du Sud et du Nigéria.

Toujours à Nairobi, un atelier sur l'examen des dépenses dans le secteur de la sécurité a été co-organisé par l'ISSAT et le Centre mondial sur les conflits, la sécurité et de le développement de la Banque mondiale (GCCSD), en partenariat avec la BAfD. Cet atelier marqua la toute première collaboration entre l'ISSAT et la Banque mondiale et se révéla un point de départ solide à partir duquel approfondir les relations. Outre les praticiens présents à Nairobi, les partenaires furent reliés par vidéo au siège de la Banque mondiale à Washington et, au Libéria, à une équipe conjointe représentant le gouvernement libérien, les Nations Unies et la Banque mondiale. Cette table ronde a donné aux économistes et aux praticiens de la RSS l'occasion de réfléchir à la façon de renforcer leur collaboration pour favoriser et améliorer les procédures d'examen des dépenses dans le secteur de la sécurité et veiller à ce que les examens réalisés aient un impact optimal. Le document final de la table ronde sera publié sur le portail de la Communauté des praticiens de l'ISSAT et sur la plate-forme de partage des connaissances du GCCSD « The Hive ».⁵⁹

⁵⁹ <https://worldbankhive.logicaladvantage.com>

Principaux résultats obtenus en 2012 :

- Organisation d'une séance du Groupe de haut niveau sur les défis et perspectives de la réforme du secteur de la sécurité en Afrique de l'Est qui a réuni plus de 200 participants, dont de grands décideurs et praticiens de la région et au-delà.
- Élargissement du rayonnement géographique du DCAF grâce à un engagement accru en Amérique latine et en Asie du Sud-Est.
- Enrichissement du portail électronique de la Communauté des praticiens et multiplication par deux du volume d'informations disponibles et du nombre de membres.
- Co-organisation de l'Assemblée générale annuelle de l'ASSET (Association for Security Sector Reform Education and Training) visant à recenser des stratégies et des outils permettant d'intégrer la RSS dans les opérations de maintien de la paix.

Pour de plus amples informations sur l'ISSAT, voir <http://issat.dcaf.ch/>









Annexes

Le Conseil de fondation du DCAF

Le Conseil de fondation est l'organe suprême de la Fondation DCAF. En 2012, il était composé de **61 États membres** (y compris le canton de Genève) plus **six observateurs permanents**. Le Conseil est présidé par M. Christophe Keckeis (Suisse). L'hon. Adolf Ogi, ex-conseiller fédéral et ex-président de la Confédération helvétique est président honoraire du Conseil de fondation du DCAF.

Le tableau ci-dessous donne la liste des États membres du DCAF par ordre alphabétique. La date entre parenthèses indique pour chacun des États l'année d'adhésion à la Fondation DCAF. La liste des représentants des États membres du DCAF est à jour au 5 mai 2013.

	Afrique du Sud (2001)	Nomination en attente
	Albanie (2000)	Son Excellence Monsieur Mehmet Elezi Ambassadeur en Suisse
	Allemagne (2000)	Contre-amiral Thorsten Kahler Directeur de la politique de sécurité, Ministère fédéral de la Défense
	Argentine (2009)	Monsieur Gustavo Sibilla Sous-secrétaire pour la logistique et la planification opérationnelle, Ministère de la Défense
	Arménie (2002)	Son Excellence Monsieur Charles Aznavour Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	Autriche (2000)	Major-général Johann Pucher Directeur de la politique de sécurité, Ministère de la Défense
	Azerbaïdjan (2002)	Son Excellence Monsieur Araz Azimov Vice-ministre des Affaires étrangères

 Bélarus (2002)	Son Excellence Monsieur Mikhail Khvostov Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Belgique (2004)	Son Excellence Monsieur Bertrand de Crombrugghe de Picquendaele Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées à Genève
 Bosnie- Herzégovine (2001)	Son Excellence Monsieur Miloš Prica Ambassadeur Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Bulgarie (2000)	Son Excellence Monsieur Ivan Piperkov Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Burkina Faso (2009)	Colonel Honoré Lucien Nombre Chef de la planification politique, Ministère de la Défense
 Burundi (2010)	Brigadier général Athanase Kararuz État-major, Ministère de la Défense nationale et des Anciens combattants
 Canada (2003)	Son Excellence Madame Elissa Golberg Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Chypre (2008)	Son Excellence Monsieur Leonidas Pantelides Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Côte d'Ivoire (2001)	Son Excellence Monsieur Kouadio Adjoumani Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève

 Croatie (2001)	Son Excellence Madame Vesna Vuković Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Danemark (2002)	Monsieur Allan R. Jacobsen Chef du Département international, Ministère de la Défense
 Espagne (2001)	Nomination en attente
 Estonie (2000)	Son Excellence Monsieur Juri Seilenthal Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 États-Unis d'Amérique (2000)	Colonel William B. Langan Attaché de défense auprès de l'Ambassade des États-Unis à Berne
 Fédération de Russie (2000)	Son Excellence Monsieur Alexey Borodavkin Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Finlande (2000)	Son Excellence Madame Paivi Kairamo-Hella Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 France (2000)	Son Excellence Monsieur Jean-Hugues Simon- Michel Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement
 Canton de Genève (2000)	Monsieur Jean Freymond Directeur, Dialogues Genève

Annexes



Géorgie
(2001)

Monsieur Shalva **Tsiskarashvili**
Représentant permanent auprès de l'Office
des Nations Unies et des autres organisations
internationales à Genève



Ghana
(2011)

Brigadier général Seidu **Adams**
Chef d'état-major a.i. des forces armées du Ghana



Grèce
(2002)

Son Excellence Monsieur Georges **Kaklikis**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès de
l'Office des Nations Unies à Genève et des autres
organisations internationales en Suisse



Hongrie
(2000)

Monsieur Peter **Siklosi**
Secrétaire d'État adjoint pour la politique de
défense et la planification militaire,
Ministère de la Défense



Indonésie
(2007)

Son Excellence Monsieur Dian Triansyah **Djani**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Irlande
(2000)

Son Excellence Monsieur Gerard **Corr**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des institutions
spécialisées à Genève



Italie
(2001)

Son Excellence Monsieur Cosimo **Risi**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès de
la Conférence du désarmement



Kirghizistan
(2011)

Son Excellence Madame Gulnara **Iskakova**
Ambassadrice, Représentante permanente
auprès de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Lettonie
(2000)

Monsieur Janis **Karlsbergs**
Représentant du ministère de la Défense auprès de
l'OTAN et de l'Union Européenne



Liban
(2007)

Brigadier-général Walid **Salman**
Chef d'état-major de l'armée libanaise



Liechtenstein
(2006)

Son Excellence Monsieur Norbert **Frick**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Lituanie
(2000)

Monsieur Vaidotas **Urbelis**
Directeur politique, Ministère de la Défense
nationale



Luxembourg
(2003)

Son Excellence Monsieur Jean-Marc **Hoscheit**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Macédoine[‡]
(2000)

Monsieur Marijan **Pop-Angelov**
Directeur de la coopération politique et de
sécurité,
Ministère des Affaires étrangères



Mali
(2011)

Monsieur Mahamadou **Niakate**
Inspecteur général de la police, Secrétaire général
du ministère de la Sécurité intérieure et de la
Protection civile



Malte
(2008)

Nomination en attente



Monténégro
(2006)

Son Excellence Monsieur Ljubiša **Perović**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève

[‡] désignée à toutes fins utiles au sein de l'UE, de l'OTAN, de l'OSCE et des Nations Unies sous le nom d'« ex-République yougoslave de Macédoine ».

Annexes

 Nigéria (2000)	Son Excellence Monsieur Umunna Humphrey Orjiako Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Norvège (2002)	Son Excellence Monsieur Steffen Kongstad Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Pays-Bas (2001)	Son Excellence Monsieur Paul van den IJssel Ambassadeur, Représentant permanent auprès de la Conférence du désarmement
 Philippines (2011)	Monsieur Pio Lorenzo F. Batino Sous-secrétaire d'État aux Affaires juridiques, législatives et stratégiques, Département de la Défense nationale
 Pologne (2000)	Nomination en attente
 Portugal (2003)	Son Excellence Madame Graça Andresen Guimarães Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 République de Moldavie (2002)	Son Excellence Monsieur Victor Moraru Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 République tchèque (2000)	Son Excellence Madame Kateřina Sequensova Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
 Roumanie (2000)	Son Excellence Madame Maria Ciobanu Ambassadrice, Représentante permanente auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève



Royaume-Uni
(2000)

Nomination en attente



Sénégal
(2011)

Général Meïssa **Niang**
Directeur du contrôle, des études et de la
législation, Ministère des Forces armées



Serbie
(2001)

Son Excellence Monsieur Uglješa **Zvekić**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Slovaquie
(2000)

Son Excellence Monsieur Fedor **Rosocha**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Slovénie
(2001)

Madame Suzana **Ivanović**
Directrice du service des affaires européennes
et de la coopération internationale, Ministère de
l'Intérieur



Suède
(2001)

Son Excellence Monsieur Jan **Knutsson**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Suisse
(2000)

Monsieur Willi **Graf**
Directeur adjoint pour le secteur privé,
Coopération régionale, Direction du
développement et de la coopération (DDC),
Département fédéral des affaires étrangères



Suisse
(2000)

Monsieur Christophe **Keckeis**
Président du Conseil de Fondation du DCAF



Suisse
(2000)

Son Excellence Monsieur Urs **Schmid**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès de
la Conférence du désarmement



Tunisie
(2011)

Son Excellence Monsieur Moncef **Baati**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies à Genève et des
institutions spécialisées en Suisse



Turquie
(2003)

Nomination en attente



Ukraine
(2000)

Son Excellence Monsieur Mykola **Maimeskul**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève

Observateurs permanents



Cambodge
(2009)

Son Excellence Monsieur Sun **Suon**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Chili
(2011)

Nomination en attente



Kazakhstan
(2012)

Monsieur Murat **Nurtileuov**
Ministre-conseiller, Mission permanente auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



Thaïlande
(2009)

Son Excellence Monsieur Thani **Thongphakdi**
Ambassadeur, Représentant permanent auprès
de l'Office des Nations Unies et des autres
organisations internationales à Genève



OIF
(2008)

Son Excellence Monsieur Ridha **Bouabid**
Ambassadeur, Observateur permanent, Délégation
permanente auprès de l'Office des Nations Unies et
des autres organisations internationales à Genève



UIP
(2009)

Monsieur Martin **Chungong**
Directeur, Division pour la promotion de la
démocratie

Le Bureau du DCAF

Le Bureau du Conseil de fondation du DCAF prend les décisions politiques entre les réunions du Conseil. Il est formé du Président, du Trésorier, du Secrétaire du Conseil et de deux membres élus par le Conseil.

	Président	Monsieur Christophe Keckeis Président du Conseil de Fondation du DCAF (Suisse)
	Secrétaire	Monsieur Willi Graf Directeur adjoint pour le secteur privé, Coopération régionale, Direction du développement et de la coopération DDC, Département fédéral des Affaires étrangères (Suisse)
	Trésorier	Son Excellence Monsieur Urs Schmid Ambassadeur, Représentant permanent de la Suisse auprès de la Conférence du désarmement
	Membre	Son Excellence Monsieur Jan Knutsson Ambassadeur, Représentant permanent de la Suède auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
	Membre	Nomination en attente

Le Comité d'experts international du DCAF

Le Comité d'experts international du DCAF est l'organe de conseil principal du Centre. Il est composé d'un groupe d'experts internationaux de renom spécialisés dans les divers domaines d'activité du DCAF, agissant à titre personnel. La liste des membres du Conseil consultatif du DCAF est à jour au 5 mai 2013.

Sven Alkalaj	Secrétaire exécutif, Sous-secrétaire général, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
Nayef Al-Rodhan	Membre éminent du St. Antony's College, Université d'Oxford; Chercheur principal en géostratégie, directeur du programme sur les incidences géopolitiques de la mondialisation et de la sécurité transnationale, Centre de politique de sécurité – Genève
Alexey Arbatov	Membre correspondant de l'Académie des sciences de la Fédération de Russie; Directeur du Centre d'étude de la sécurité internationale à l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales
Nicole Ball	Chercheur principal, Centre de politique internationale, Washington DC
Carl Bildt	*Membre du Conseil consultatif, mis en disponibilité durant l'exercice de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères en Suède
Christian Catrina	Chef du service Politique de sécurité, Secrétariat général, Département fédéral suisse de la défense, de la protection de la population et des sports
Umit Cizre	Directrice du Centre international pour les études modernes turques, Université de la ville d'Istanbul (Istanbul Sehir)
Jean-Jacques de Dardel	Ambassadeur de la Suisse en France et à Monaco

Le Comité d'experts international du DCAF

Elisabeth Decrey Warner	Présidente exécutive, Geneva Call
Corina Eichenberger-Walther	Membre du Conseil national, Parlement suisse
Thomas Greminger	Ambassadeur, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'OSCE, des Nations Unies et des organisations internationales à Vienne
Miroslav Hadžić	Président du Conseil d'administration du Centre pour la politique de sécurité de Belgrade; Faculté des sciences politiques, Université de Belgrade
François Heisbourg	Conseiller spécial, Fondation pour la recherche stratégique, Paris; Président, Centre de politique de sécurité – Genève; Président, Institut international des études stratégiques, Londres
Helga Hernes	Conseillère principale, PRIO (Institut international de recherche pour la paix, Oslo)
Eboe Hutchful	Président et secrétaire exécutif par intérim du Réseau africain pour le secteur de la sécurité, Accra
Ljubica Jelušić	Ancienne ministre de la Défense de Slovénie
Adam Kobieracki	Directeur du Centre de prévention des conflits de l'OSCE
Sonja Licht	Présidente, Fonds de Belgrade pour l'excellence politique
Michael Matthiessen	Directeur, Parlement européen et parlements nationaux, Service européen pour l'action extérieure (SEAE)
Christian Miesch	Ancien membre du Conseil national suisse
Boubacar N'Diaye	Professeur, Département de sciences politiques, College of Wooster
N'dioro N'Diaye	Présidente, Alliance pour la migration, le leadership et le développement (AML), Dakar, Sénégal; Ancienne ministre des Affaires familiales du Sénégal

Annexes

'Funmi Olonisakin	Directrice, Groupe Conflits, sécurité et développement, Institut international d'études politiques, King's College, Londres
Ioan Mircea Paşcu	Membre du Parlement européen, ancien ministre de la Défense nationale de Roumanie
Olivier Pecorini	Directeur adjoint, Division principale Coopération policière internationale, Office fédéral suisse de la police
Wolfgang Petritsch	Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques
Abdulaziz Sager	Président, Centre de recherche du Golfe, Dubaï
Wolfgang Schneiderhan	Ancien chef d'état major des forces armées, Allemagne
Walter Slocombe	Associé, Caplin & Drysdale, Chartered, Washington DC; Ancien conseiller principal et directeur pour les questions de sécurité (Sécurité et défense nationales) dans le cadre de l'Autorité provisoire de la coalition pour l'Iraq; Ancien sous-secrétaire à la politique de défense, Département américain de la Défense
Fred Tanner	Directeur, Centre de politique de sécurité – Genève
Kassym-Jomart Tokayev	Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève
Jusuf Wanandi	Membre du Conseil d'administration, chercheur principal, Centre d'études internationales et stratégiques, Jakarta
Scott M. Weber	Directeur général, Interpeace, Genève

Le Comité d'experts international du DCAF

W. Bruce **Weinrod**

Directeur général et conseiller général pour International Technology & Trade Associates, Inc.; Membre du Conseil d'administration de la Fondation Potomac; Ancien délégué du secrétaire à la défense pour l'Europe; Ancien adjoint du secrétaire à la défense pour l'Europe et l'OTAN, Washington DC

Andrei **Zagorski**

Maître de conférences, Institut d'État des relations internationales, Moscou

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT)








L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) accompagne la communauté internationale dans son action pour améliorer la sécurité et la justice, notamment dans les États fragiles ou affaiblis par un conflit. C'est dans ce but que l'équipe travaille – en collaboration avec un groupe d'États membres et d'institutions – à l'élaboration et la promotion de bonnes pratiques et de bons principes de RSS, et qu'elle aide ses membres à renforcer les capacités qui leur permettront de mettre en œuvre les processus nationaux et régionaux de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice.

En mai 2013, le Comité de direction de l'ISSAT était composé de représentants de 14 pays et sept acteurs multilatéraux et agences. Outre les membres du Comité de direction, l'Union africaine et la Banque africaine de développement assistent aux réunions bi-annuelles du Comité de direction de l'ISSAT en qualité d'observateurs.

États

 Allemagne	 Irlande
 Autriche	 Norvège
 Belgique	 Pays-Bas
 Canada	 Royaume-Uni
 Estonie	 Slovaquie
 Finlande	 Suède
 France	 Suisse

Organisations multilatérales

-  Commission européenne
-  Département des affaires politiques des Nations Unies (DAP ONU)
-  Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (DOMP ONU)
-  Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
-  Organisation internationale de la Francophonie (OIF)
-  Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
-  Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord du DCAF

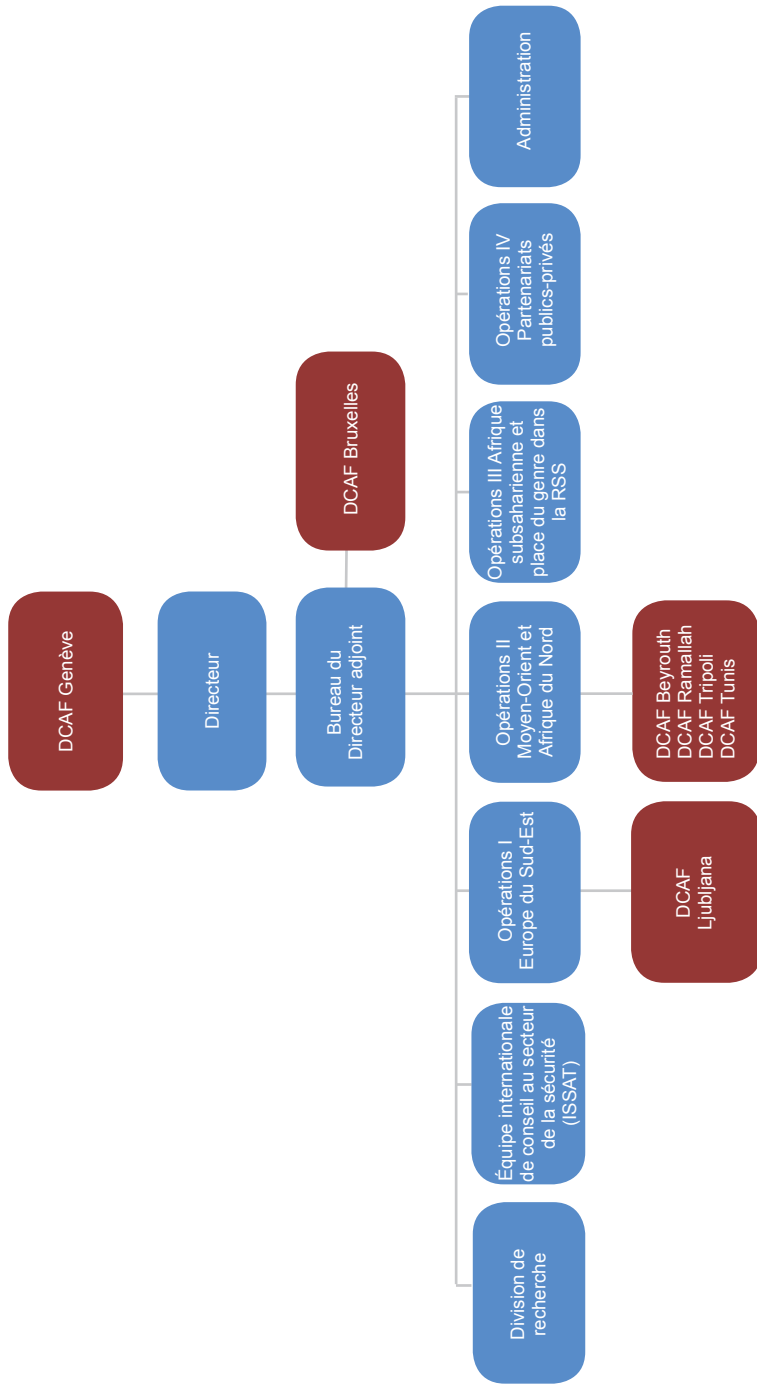
Pour apporter une meilleure réponse globale aux exigences de la situation sur le terrain et aux attentes des donateurs, le DCAF a créé en juin 2012 un Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord.

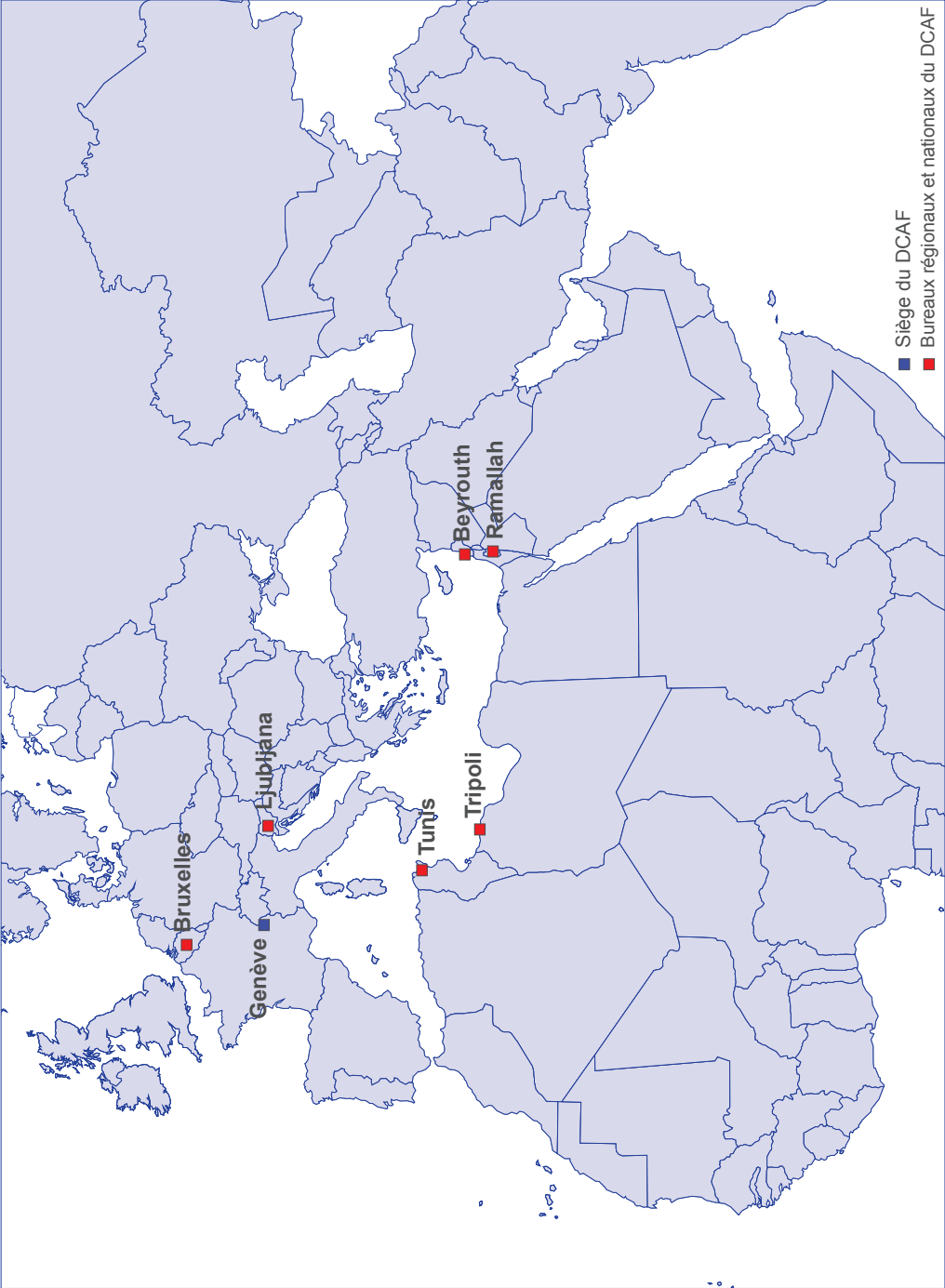
Ce fonds permet de soutenir les activités du DCAF en Égypte, en Libye, au Maroc et en Tunisie. Il est conçu de façon à garantir que le DCAF sera en mesure de réagir avec rapidité et souplesse face à une situation locale et sert de plate-forme de coordination pour les donateurs souhaitant contribuer aux activités de RSS du DCAF dans la région, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de l'OCDE. Structuré sous forme de mécanisme de financement commun, le fonds d'affectation est régi par les États donateurs qui se réunissent plusieurs fois par an dans le cadre de son Comité directeur. Par le biais de ce Comité directeur, les donateurs fournissent des orientations stratégiques et supervisent les activités du DCAF dans la région. L'engagement des donateurs a été très positif, avec des contributions versées ou annoncées de plus de 5 millions de francs suisses fin 2012.

États donateurs

-  Luxembourg
-  Pays-Bas
-  Slovaquie
-  Suède
-  Suisse

Le Centre : organigramme et bureaux





Le personnel du DCAF

En 2012, le personnel du DCAF comptait **plus de 130 employés** issus de 37 pays, travaillant au siège du DCAF à Genève ou dans ses bureaux régionaux et nationaux à Beyrouth, Bruxelles, Ljubljana, Ramallah, Tripoli et Tunis. On trouvera ci-dessous une liste des nationalités du personnel permanent en 2012.

Personnel permanent en 2012

 Afrique du Sud	1	 Libye	1
 Allemagne	6	 Macédoine	1
 Australie	1	 Niger	1
 Autriche	1	 Pakistan	1
 Belgique	3	 Territoire palestinien occupé	8
 Bosnie-Herzégovine	1	 Pays-Bas	2
 Brésil	1	 Philippines	1
 Cameroun	1	 Portugal	1
 Canada	2	 Roumanie	1
 Danemark	2	 Royaume-Uni	17
 Espagne	2	 Serbie	1
 Estonie	1	 Slovaquie	2
 États-Unis d'Amérique	4	 Slovénie	10
 Fédération de Russie	1	 Sri Lanka	1
 Finlande	1	 Suède	1
 France	10	 Suisse	31
 Hongrie	1	 Tunisie	7
 Inde	1	 Turquie	1
 Liban	1		

Le personnel en détachement

Plusieurs pays apportent leur soutien au DCAF en détachant du personnel au Centre.

La Suisse, par le biais du Département fédéral des affaires étrangères, envoie un directeur en poste au DCAF. La France dépêche deux généraux, l'un en qualité d'officier de liaison avec la France et de conseiller principal auprès du Directeur du DCAF pour les relations civilo-militaires, l'autre en qualité de conseiller principal auprès de l'ISSAT pour les questions de police et de gendarmerie.

Jusqu'à l'été 2012, la Norvège a dépêché un haut représentant civil du ministère de la Défense auprès de la division « Opérations I » du DCAF pour l'Europe du Sud-Est. Le Liechtenstein envoie un ancien directeur de la police nationale qui fera fonction de conseiller principal pour toutes les questions relatives au maintien de l'ordre et à la police des frontières.

Le bureau du DCAF à Ljubljana a accueilli trois officiers de police de haut rang – deux envoyés par la Slovénie, un par l'Autriche – ainsi qu'un conseiller juridique envoyé par le ministre serbe de l'Intérieur. Ces personnes travaillent de concert avec le secrétariat de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est, hébergé par le bureau du DCAF à Ljubljana.

Personnel en détachement en 2012

 Autriche	1	 Serbie	1
 France	2	 Slovénie	2
 Liechtenstein	1	 Suisse	1
 Norvège	1		

Le bilan financier du DCAF

En 2012, les revenus du Groupe DCAF se sont élevés à **32,3 millions de francs suisses** – dont 47,9 pour cent ont été financés par la Suisse et 52,1 pour cent par d'autres États membres et organisations internationales. Des informations détaillées sur les recettes et les postes de dépenses, ainsi que la liste des donateurs du DCAF en 2012, figurent ci-après. Tous les montants sont exprimés en francs suisses.

I. Contributions en espèces	2012
1. Département fédéral suisse des affaires étrangères (DFAE)	
DFAE – financement de base	10'581'500
DFAE – financement de projets	1'703'472
Total – Contributions en espèces DFAE	12'284'972
2. Département fédéral suisse de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)	
DDPS – Financement de projets	914'805
Total – Contributions en espèces DDPS	914'805
3. Autres États membres et organisations internationales	
Allemagne	479'787
Autriche	85'967
Canada	103'176
Danemark	9'861
Estonie	6'212
Finlande	72'852
France	120'689
Irlande	237'200
Lettonie	24'370
Liechtenstein	40'000
Luxembourg	364'176
Macédoine	12'185
Monténégro	12'153
Norvège	1'276'187
Pays-Bas	383'845
République de Moldavie	12'185
Slovaquie	12'305

Le bilan financier du DCAF

Slovénie	5'412
Suède	3'958'121
Autres États membres	72'524
CEDEAO	36'866
Nations Unies	35'827
Organisation internationale de la Francophonie	21'268
OTAN	27'565
Union européenne	525'802
Total – Autres États membres et organisations internationales	7'936'536

4. Revenus transitoires de 2011

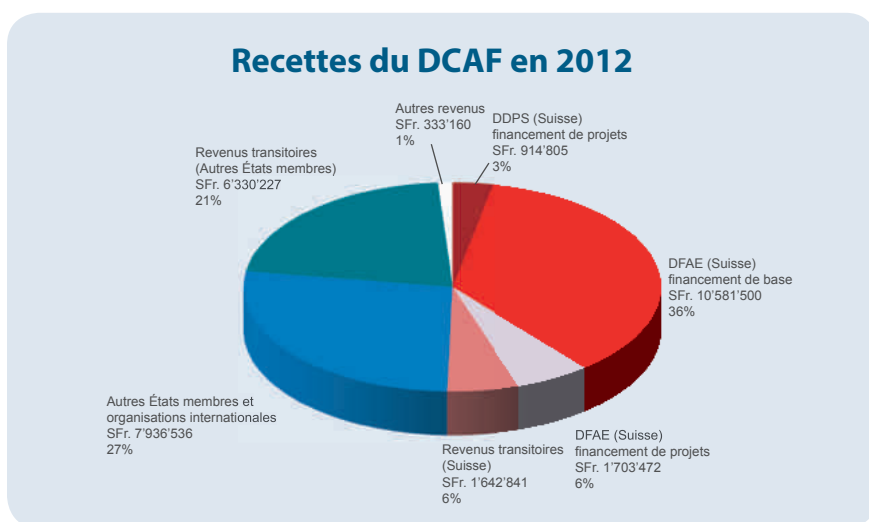
Suisse	1'642'841
Autres États membres	6'330'227
Total – Revenus transitoires de 2011	7'973'068

5. Autres revenus

Remboursement d'assurance	135'314
Loyer des bureaux sis au 49 avenue Blanc 49	48'000
Divers	197'846
Total – Autres revenus	333'160

Total – Contributions en espèces

SFr. 29'442'541



II. Dépenses	2012
1. Personnel	
Salaires et charges sociales	6'936'735
Total – Personnel	6'936'735
2. Frais généraux d'exploitation et de gouvernance	
Gouvernance	35'854
Bureau du Directeur	94'930
Locaux (loyer, entretien, acquisition de biens)	1'320'081
Administration	290'160
Frais bancaires et financiers ; pertes de change	18'490
Réserve centrale	431'618
Total – Frais généraux d'exploitation et de gouvernance	2'191'133
3. Divisions et bureaux du DCAF	
Bureau du Directeur adjoint	712'926
• Dépenses de base	38'389
• Dépenses liées aux projets	402'427
• Dépenses à partir des revenus transitoires	272'110
Division de recherche	1'139'044
• Core	261'255
• Dépenses liées aux projets	647'886
• Dépenses à partir des revenus transitoires	229'903
Opérations I Europe du Sud-Est	5'009'171
• Dépenses de base	674'951
• Dépenses liées aux projets	2'160'471
• Dépenses à partir des revenus transitoires	2'173'749
Opérations II Moyen-Orient et Afrique du Nord	5'235'167
• Dépenses de base	143'968
• Dépenses liées aux projets	2'020'519
• Dépenses à partir des revenus transitoires	3'070'689

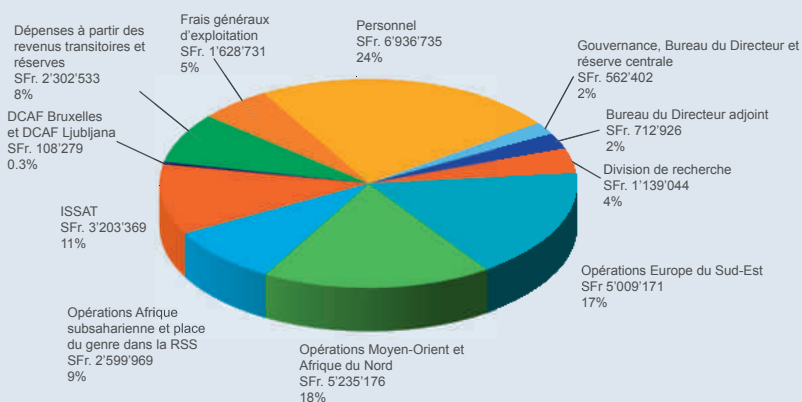
Opérations III Afrique subsaharienne et place du genre dans la RSS	2'599'969
• Dépenses de base	189'153
• Dépenses liées aux projets	1'350'488
• Dépenses à partir des revenus transitoires	1'060'328
Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)	3'203'369
• Dépenses de base	2'369'237
• Dépenses liées aux projets	339'903
• Dépenses à partir des revenus transitoires	494'229
DCAF Bruxelles	65'578
DCAF Ljubljana	42'701
Total – Divisions et bureaux du DCAF	18'007'934

4. Dépenses à partir des revenus transitoires et réserves 2012–2013 **2'302'533**

Total – Dépenses **SFr. 29'438'337**

Excédent de l'exercice **4'204**

Dépenses du DCAF en 2012



III. Ensemble des contributions versées au Groupe DCAF

2012

1. Suisse

DFAE – contributions en espèces	12'284'972
DFAE – contributions en nature	630'000
DDPS – contributions en espèces	914'805
Total – Suisse	13'829'777

2. Autres États membres et organisations internationales

Contributions en espèces	7'936'536
Contributions en nature	2'021'408
Total – Autres États membres et organisations internationales	9'957'944

3. Revenus transitoires de 2011

Suisse	1'642'841
Autres États membres	6'330'227
Total – Revenus transitoires de 2011	7'973'068

4. Autres revenus

Remboursement d'assurance	135'314
Loyer des bureaux sis au 49 avenue Blanc 49	48'000
Divers	197'846
Total – Autres revenus	333'160

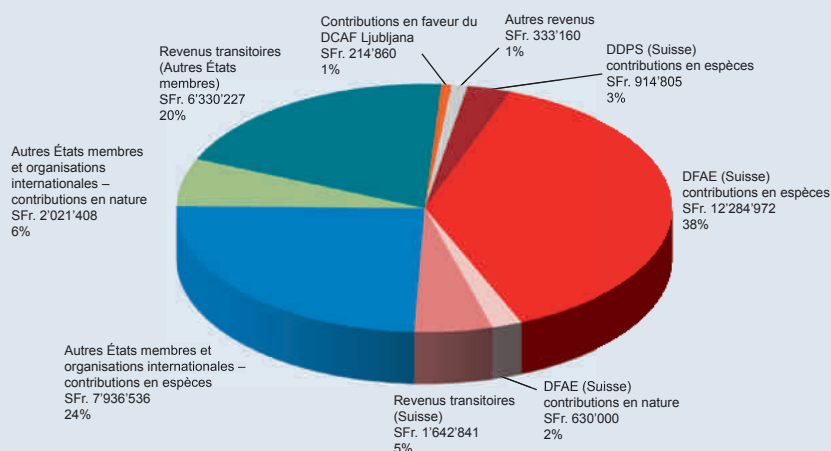
5. Contributions en faveur des bureaux du DCAF

DCAF Ljubljana	214'860
----------------	---------



















Total général pour le Groupe DCAF

SFr. 32'308'809

Ensemble des contributions versées au Groupe DCAF en 2012



Les donateurs du DCAF en 2012

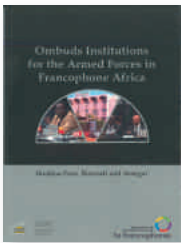
		Financement de base	Financement de projets	Détachement de personnel	Contributions en nature
	Albanie				•
	Allemagne		•		
	Argentine				•
	Autriche	•	•		•
	Bosnie-Herzégovine				•
	Bulgarie		•		•
	Canada		•		•
	Croatie				•
	Danemark		•		
	Espagne		•		
	Estonie	•	•		•
	Finlande	•	•		•
	France		•	•	•
	Irlande	•	•		
	Lettonie				•
	Liechtenstein	•	•	•	
	Luxembourg	•	•		
	Macédoine		•	•	•
	Mexique		•		
	Monténégro		•		•

Annexes

		Financement de base	Financement de projets	Détachement de personnel	Contributions en nature
	Norvège	•	•	•	•
	Pays-Bas	•	•		
	République de Moldavie		•		•
	Roumanie				•
	Royaume-Uni	•			
	Serbie		•	•	•
	Slovaquie	•	•		•
	Slovénie		•	•	•
	Suède	•	•		•
	Suisse	•	•	•	•
	Ukraine				•
	Uruguay		•		
	AP de l'OTAN		•		
	CEDEAO		•		
	Nations Unies		•		•
	OIF		•		
	OSCE		•		•
	OTAN		•		•
	Union européenne		•		•
	UIP				•

Les publications récentes du DCAF

En 2012, les activités sur le terrain du DCAF ont été étayées par plusieurs projets de recherche sur les politiques, ce qui s'est traduit par la publication tout au long de l'année de quelque 30 monographies, collections d'ouvrages et documents de recherche. La plupart des publications du DCAF peuvent être téléchargées gratuitement au format PDF depuis le site web du DCAF à l'adresse : www.dcaf.ch/publications. Certains ouvrages peuvent également être obtenus en version imprimée à partir du site web du DCAF ou des sites d'éditeurs commerciaux ou de librairies en ligne. La liste des derniers titres publiés par le DCAF figure ci-dessous.



Les institutions de médiation pour les forces armées en Afrique francophone – Burkina Faso, Burundi et Sénégal

Jean-Pierre Bayala, Athanase Ndikumana et Dior Fall Sow, 2013

Disponible en anglais et en français à l'adresse : www.dcaf.ch/publications



Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité

Megan Bastick et Tobie Whitman, 2013

Disponible en anglais et en français à l'adresse : www.dcaf.ch/publications



Freedom through Association: Assessing the Contributions of Female Police Staff Associations to Gender-Sensitive Police Reform in West Africa

Jenny Becker avec Caroline Bowah Brown, Aisha Fofana Ibrahim et Akosua Kuranchie, 2012

Disponible à l'adresse : <http://www.nsi-ins.ca/fr/publications-2/2011/>



La législation du secteur de la sécurité en Tunisie : Index 1956 -2011

Haykel Ben Mahfoudh, Jonas Loetscher et Arnold Luethold (dir. publ.), 2012

Disponible en français à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Security Sector Reform Missions under CSDP : Addressing Current Needs

Sebastian Bloching, 2012

Disponible à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Disarmament, Demobilization and Reintegration and Security Sector Reform : Insights from UN Experience in Afghanistan, Burundi, the Central African Republic and the Democratic Republic of the Congo

Alan Bryden et Vincenza Scherrer (dir. publ.), 2012

Disponible à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications

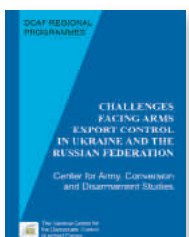


Fondamentaux sur l'élaboration de l'institution de défense

Hari Bucur-Marcu

Disponible en anglais et en français à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Challenges Facing Arms Export Control in Ukraine and the Russian Federation

Center for Army, Conversion and Disarmament Studies (Kyiv), 2012

Disponible en anglais et en ukrainien à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Case Studies on Intelligence Governance in the Western Balkans

DCAF, 2012

Disponible à l'adresse:
www.dcaf.ch/publications



Female Staff Associations in the Security Sector

DCAF Backgrounder, 2012

Disponible en anglais et en bosniaque à l'adresse:
www.dcaf.ch/backgrounders



Palestinian Women and Security: Promoting the Rights of Palestinian Women and Girls through Legislation

DCAF Working Paper, 2012

Disponible en anglais et en arabe à l'adresse:
www.dcaf.ch/publications



The Montreux Document on Private Military and Security Companies: Proceedings of the Regional Workshop for North East and Central Asia

DCAF, 2012

Disponible en anglais et en russe à l'adresse:
www.dcaf.ch/publications



The Montreux Document on Private Military and Security Companies: Proceedings of the Regional Workshop for Latin America

DCAF, 2012

Disponible en anglais et en espagnol à l'adresse:
www.dcaf.ch/publications



Training Toolkit for Parliamentary Staffers

DCAF, 2012

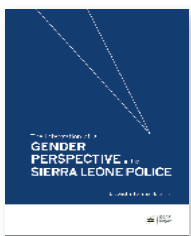
Disponible à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



Guidebook on Drafting Status-of-Forces Agreements (SOFAs)

Dieter Fleck, 2012

Disponible en anglais et en arabe à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



The Integration of a Gender Perspective in the Sierra Leone Police

Aisha Fofana Ibrahim, 2012

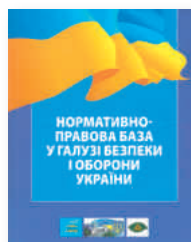
Disponible à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



The Politics of EU Civilian Interventions and the Strategic Deficit of CSDP

Catriona Gourlay et Giji Gya, 2012

Disponible à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



The Security Sector Legislation of Ukraine

Anatoliy Grytsenko, Adriy Yermolaev et Philipp Fluri
(dir. publ.), 2012

Disponible à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



International Peace Mediation: A New Crossroads for the European Union

Antje Herrberg, 2012

Disponible à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Almanac on Security Sector Oversight in the Western Balkans

Franziska Klopfer, Douglas Cantwell, Miroslav Hadžić et Sonja Stojanovic (dir. publ.), 2012

Disponible en albanais, anglais, bosniaque, croate, macédonien, monténégrin et en serbe à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Security Sector Reform in Central Asia

Erica Marat, 2012

Disponible à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Renforcer le contrôle financier dans le secteur de la sécurité

Nicolas Masson, Lena Andersson et Mohammed Salah Aldin, 2012

Disponible en anglais, en arabe et en français à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Almanac of the Security Sector of Ukraine

Oleksiy Melnik, et al. (dir. publ.), 2013

Disponible en ukrainien à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications



Security, Defence and Gender Training and Education Workshop Report

Pusetso Morapedi, 2013

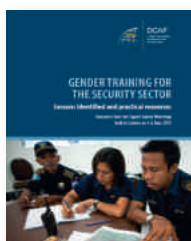
Disponible à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



Les relations civilo-militaires et le contrôle démocratique du secteur de la sécurité

Plamen Pantev (dir. publ.), 2012

Disponible en anglais, français, indonésien, russe et en ukrainien à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



Gender Training for the Security Sector: Lessons identified and practical resources

Analee Pepper, 2013

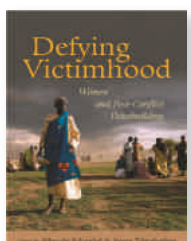
Disponible à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



Place du genre dans la réforme pénale – Mise à jour sur les règles de Bangkok

Caroline Pradier, 2013

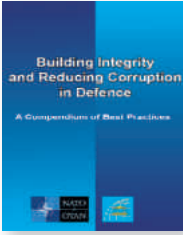
Disponible en anglais, français, russe et ukrainien à l'adresse :
www.dcaf.ch/publications



Defying Victimhood: Women and Post-Conflict Peacebuilding

Albrecht Schnabel et Anara Tabyshalieva, 2012
UN University Press avec le soutien du DCAF

Disponible à l'adresse :
<http://unu.edu/publications/books>



Building Integrity and Reducing Corruption in Defence

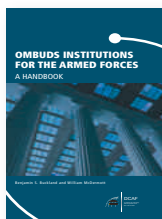
Todor Tagarev, 2012

Disponible en anglais, arabe, arménien, roumain, russe et en ukrainien à l'adresse :

www.dcaf.ch/publications

Les manuels du DCAF

Les manuels du DCAF sont des guides pratiques traitant de questions précises relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité. Ils contiennent des exemples, des descriptifs de meilleures pratiques, des normes et des règles, ainsi que des directives et des listes de contrôle. Pour être accessibles au plus grand nombre, les manuels du DCAF sont publiés en plusieurs langues et peuvent être téléchargées gratuitement au format PDF depuis le site web du DCAF à l'adresse : www.dcaf.ch/publications.



Ombuds Institutions for the Armed Forces : A Handbook

Benjamin S. Buckland et William McDermott
DCAF, 2012

(Disponible en albanais, en anglais et en serbe ; les traductions en arabe et en français seront disponibles sous peu)



Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité – Guide Parlement de la CEDEAO–DCAF à l’usage des parlementaires ouest-africains

Hans Born, Jean-Jacques Gacond et Boubacar N'Diaye
(dir. publ.)

DCAF et CEDEAO, 2011

(Disponible en anglais, en français et en portugais)

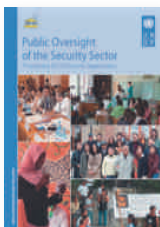


Monitoring and Investigating the Security Sector: Recommendations for Ombudsman Institutions to Promote and Protect Human Rights for Public Security

Eden Cole and Katrin Kinzelbach (dir. publ.)

DCAF et PNUD, 2008

(Disponible en anglais et en russe)



**Contrôle public du secteur de la sécurité –
Guide pratique pour les organisations de la société
civile**

Eden Cole, Kerstin Eppert et Katrin Kinzelbach (dir. publ.)

DCAF et PNUD, 2008

(Disponible en anglais, en français et en russe)



**Manuel sur les droits de l'homme et libertés
fondamentales du personnel des forces armées**

Hans Born et Ian Leigh

DCAF et OSCE/ BIDDH, 2008

(Disponible en albanais, anglais, bosniaque, croate, français, géorgien, russe et en serbe)



**Making Intelligence Accountable: Legal Standards
and Best Practices for Oversight of Intelligence
Agencies**

Hans Born et Ian Leigh

DCAF et Parlement norvégien, 2005

(Disponible en albanais, anglais, arabe, bulgare, croate, dari, espagnol, géorgien, indonésien (bahasa), macédonien, pachto, russe, serbe, turc et en ukrainien)



**Contrôle parlementaire du secteur de la sécurité –
Principes, mécanismes et pratiques**

Hans Born, Philipp Fluri et Anders Johnsson (dir. publ.)

DCAF et Union interparlementaire, 2003

(Disponible en albanais, allemand, anglais, arabe, arménien, azéri, bosniaque, bulgare, chinois, croate, dari, espagnol, estonien, farsi, français, géorgien, hongrois, indonésien (bahasa), japonais, kazakh, kirghiz, letton, macédonien, mongol, népalais, ourdou, ouzbek, pachto, polonais, portugais, roumain, russe, serbe, slovène, tadjik, tétoum, turc et en ukrainien)

Les « Yearly Books » du DCAF

Tous les ans, le DCAF choisit de traiter un thème particulièrement important dans le cadre de sa série de publications phare, les « Yearly Books ». À la date de 2012, cette série comptait neuf titres publiés. Tous les ouvrages de la série peuvent être téléchargés gratuitement depuis le site web du DCAF à l'adresse: www.dcaf.ch/publications. Des versions imprimées peuvent également être obtenues auprès de l'éditeur à l'adresse : www.litwebshop.de.



Back to the Roots: Security Sector Reform and Development

Albrecht Schnabel et Vanessa Farr (dir. publ.), 2012



Security Sector Transformation in Africa

Alan Bryden et Funmi Olonisakin (dir. publ.), 2010



Security Sector Reform in Challenging Environments

Hans Born et Albrecht Schnabel (dir. publ.), 2009



Local Ownership and Security Sector Reform

Timothy Donais (dir. publ.), 2008



Intergovernmental Organisations and Security Sector Reform

David M. Law (dir. publ.), 2007



Private Actors and Security Governance

Alan Bryden et Marina Caparini (dir. publ.), 2006



Security Governance in Post-Conflict Peacebuilding

Alan Bryden et Heiner Hänggi (dir. publ.), 2005



Reform and Reconstruction of the Security Sector

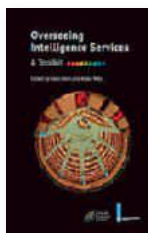
Alan Bryden et Heiner Hänggi (dir. publ.), 2004



Challenges of Security Sector Governance

Heiner Hänggi et Theodor H. Winkler (dir. publ.), 2003

Les boîtes à outils du DCAF



Overseeing Intelligence Services : A Toolkit

(La boîte à outils sur le contrôle des services de renseignement)

Hans Born et Aidan Wills (dir. publ.), 2012

(Disponible en albanais, anglais, bosniaque, croate, macédonien et en serbe)

La boîte à outils du DCAF sur le contrôle des services de renseignement donne des informations sur la création et le renforcement d'organes indépendants pour contrôler des organismes publics participant au recueil, à l'analyse, à la production et à la diffusion de renseignements dans le domaine de la sécurité nationale. Principale nouveauté de cette boîte à outils: elle offre désormais des orientations détaillées sur le contrôle de certains aspects précis des activités des services du renseignement.

Disponible à l'adresse: www.dcaf.ch/publications



Toolkit on Police Integrity

(La boîte à outils sur l'Intégrité de la police)

DCAF, 2012

(Disponible en albanais, anglais, croate, macédonien, roumain et en serbe)

La boîte à outils sur l'intégrité de la police vise à aider les services de police à concevoir des mesures efficaces pour lutter contre la corruption et, ce faisant, améliorer la sécurité des citoyens et renforcer l'État de droit ainsi que la confiance du public envers la police.

Disponible à l'adresse: www.dcaf.ch/publications



Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité

Megan Bastick et Kristin Valasek, 2008

(Disponible en anglais, en arabe et en français)

La boîte à outils *Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité* se compose de 13 Dossiers et Notes pratiques traitant de la place du genre eu égard aux thèmes suivants: la réforme du secteur de la sécurité ; le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité ; la réforme de la police ; l'élaboration de politiques de sécurité nationale ; la réforme de la défense ; le contrôle du secteur de la sécurité par la société civile ; la réforme de la justice ; les sociétés militaires et de sécurité privées ; la réforme pénale ; l'examen, le suivi et l'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité ; la gestion des frontières ; la formation des personnels du secteur de la sécurité en matière de genre et, enfin, la mise en œuvre des résolutions sur les femmes, la paix et la sécurité dans la réforme du secteur de la sécurité.

Disponible à l'adresse : www.dcaf.ch/gssrtoolkit



Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité

Megan Bastick et Kristin Valasek, 2008

(Disponible en anglais et en français)

Le Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité comprend un « Guide pour l'intégration du genre dans les formations à la RSS » et un ensemble de supports pratiques de formation traitant de la place du genre eu égard aux thèmes suivants: la réforme du secteur de la sécurité ; la réforme de la police ; la réforme de la défense ; le contrôle parlementaire du secteur de la sécurité ; le contrôle du secteur de la sécurité par la société civile ; l'élaboration de politiques de sécurité nationale ; la réforme de la justice ; l'examen, le suivi et l'évaluation de la réforme du secteur de la sécurité ; la gestion des frontières et, enfin, la réforme pénale.

Disponible à l'adresse : www.dcaf.ch/gssrtoolkit



Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice **Megan Bastick, 2011**

(Disponible en anglais et en français)

Le *Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice* est un outil permettant d'évaluer la prise en charge des questions de genre par une institution du secteur de la sécurité donnée. Une institution du secteur de la sécurité favorisant l'égalité des sexes est une institution qui prend en considération les besoins, différents et distincts, des hommes, des femmes, des garçons et des filles en matière de justice et de sécurité, tout en encourageant la participation pleine et égale des hommes et des femmes. Ce guide a été spécialement conçu pour un usage au sein des services de police, des forces armées et des institutions du secteur de la justice et peut également être utilisé par tous leurs partenaires.

Disponible à l'adresse : www.dcaf.ch/publications



Légiférer pour le secteur de la sécurité

(Disponible en arabe, en anglais et en français)

Cette boîte à outils se compose de 15 dossiers contenant des normes, des règles, des guides et des exemples pratiques de lois-types relevant de différents domaines de la législation relative au secteur de la sécurité.

Disponible à l'adresse : www.dcaf.ch/publications

Les documents de travail Horizon 2015

Le projet « Horizon 2015 » du DCAF dresse un inventaire et passe en revue les nombreux enjeux qui auront une grande incidence sur la RSS et la GSS dans un avenir proche. Tous les documents de travail de la série Horizon 2015 peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site web du DCAF à l'adresse : www.dcaf.ch/publications.



On Cyberwarfare
Fred Schreier, 2012



International Coherence in Security Sector Reform
Alan Bryden, 2011



Armed Non-State Actors: Current Trends & Future Challenges
DCAF et Geneva Call, 2011



Cyber Security: The Road Ahead
Fred Schreier, Barbara Weekes et Theodor H. Winkler, 2011



**Private Military & Security Companies:
Future Challenges in Security Governance**
Anne-Marie Buzatu et Benjamin S. Buckland, 2010



**Public Private Cooperation:
Challenges and Opportunities in Security Governance**
Benjamin S. Buckland et Theodor H. Winkler, 2010



Democratic Governance Challenges of Cyber Security
Benjamin S. Buckland, Fred Schreier et Theodor H. Winkler,
2010



**Trends and Challenges in International Security:
An Inventory**
Fred Schreier, 2010

Les « SSR Papers » du DCAF

En 2011, le DCAF a publié les premiers « SSR Papers » (documents relatifs à la RSS), une série d'ouvrages phares destinés à alimenter la réflexion sur des thèmes et des approches importants relatifs à la RSS dans le cadre plus vaste de la gouvernance du secteur de la sécurité. D'un caractère novateur et original, les analyses présentées dans les SSR Papers abordent des sujets en lien direct avec les enjeux du programme de réforme du secteur de la sécurité axé sur la gouvernance. Quatre nouveaux documents ont été publiés en 2012 et tous peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site web du DCAF à l'adresse: www.dcaf.ch/ssrpapers.



SSR Paper 7

Mapping Evolving Internal Roles of the Armed Forces
Albrecht Schnabel et Marc Krupanski, 2012



SSR Paper 6

Measuring the Impact of Peacebuilding Interventions on Rule of Law and Security Institutions
Vincenza Scherrer, 2012



SSR Paper 5

The Rule of Law and Security Sector Reform: Conceptualising a Complex Relationship
Christoph Bleiker et Marc Krupanski, 2012



SSR Paper 4

**International Intervention and the Use of Force:
Military and Police Roles**

Cornelius Friesendorf, 2012



SSR Paper 3

**UN Use of Private Military and Security Companies:
Practices and Policies**

Åse Gilje Østensen, 2011



SSR Paper 2

**Arab Uprisings and Armed Forces: Between Openness
and Resistance**

Derek Lutterbeck, 2011



SSR Paper 1

**Security Sector Reform: Narrowing the Gap between
Theory and Practice**

Albrecht Schnabel et Hans Born, 2011

Les Documents d'information (Backgrounders) du DCAF



La série des Documents d'information du DCAF (« DCAF Backgrounders ») fournit une introduction claire et concise à différentes questions sur la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité qui présentent un intérêt crucial pour les praticiens. A ce jour, 25 thèmes ont été traités. Les documents d'information de base peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site web du DCAF à l'adresse: www.dcaf.ch/backgrounders.

- Associations de personnel féminin dans le secteur de la sécurité
- Attachés de défense
- Comités parlementaires de défense et de sécurité
- Conseils de sécurité nationaux
- Contrôle démocratique des forces armées
- Contrôle parlementaire des services de renseignement
- Défis contemporains de la communauté de renseignement
- Enfants soldats
- Entreprises militaires privées
- Envoi de troupes à l'étranger
- États d'urgence
- Forces armées multiethniques
- Gouvernance et réforme du secteur de la sécurité
- Médiateurs militaires
- Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité
- Politique de sécurité nationale
- Procédures d'examen, évaluation et sélection dans le secteur de la sécurité
- Réforme de la défense
- Réforme de la police
- Réforme du secteur de la sécurité et construction de la paix après les conflits
- Réforme du secteur de la sécurité et Organisations intergouvernementales
- Rôle du parlement dans la planification du budget de la Défense
- Rôle du parlement dans la procurement de la défense
- Services de renseignement
- Traite des êtres humains

Les sites web du DCAF

Le DCAF œuvre en faveur d'une plus grande transparence et s'emploie à mieux faire connaître ses activités en hébergeant et en contribuant à plusieurs sites web. Ces sites fournissent des renseignements récents sur l'ensemble des activités du Centre et servent de plate-forme d'échange d'informations entre experts et praticiens de la RSS.

www.dcaf.ch

Le site web principal du DCAF donne des informations sur l'organisation et sur ses grands domaines d'activité, par thème et par région.

issat.dcaf.ch

Le site web de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité du DCAF (ISSAT) offre un accès à la Communauté des praticiens (CdP), des renseignements sur les formations proposées, des liens vers le blog de l'ISSAT et ceux de membres, un centre de documentation et un forum permettant aux membres de consulter et de déposer des commentaires sur différentes questions pratiques concernant la CdP.

www.icoc-psp.org

Ce site web est consacré au Code de conduite international des prestataires privés de services de sécurité ; il contient des informations actualisées sur les entreprises signataires du Code et sur l'élaboration de son Mécanisme de contrôle.

www.icoaf.org

Site web de la Conférence internationale des institutions d'ombudsman pour les forces armées.

www.gsrtraining.ch

Ce site web est dédié à la boîte à outils *Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité* et au *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité* ; il contient des exercices, des exemples du terrain et d'autres outils de formation pratique sur la place du genre dans la RSS.

www.unitar.org/ptp/ssr	Ce site web propose un cours d'initiation en ligne sur la RSS élaboré conjointement par le DCAF et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).
www.asset-ssr.org	Site web de l'Association for Security Sector Reform Education and Training (ASSET).
www.ipf-ssg-sea.net	Site web du Forum interparlementaire sur la gouvernance du secteur de la sécurité en Asie du Sud-Est.
www.dcaf-tunisie.org	Ce site web présente les activités du DCAF en Tunisie et soutient son action en matière de réforme du secteur de la justice et de la sécurité. Il peut être consulté en arabe, en français et en anglais.
www.legislation-securite.tn	Cette base de données renferme toute la législation régissant le secteur de la sécurité en Tunisie ainsi que les traités de coopération en matière de droits de l'homme, de sécurité et de défense signés par ce pays. Le site peut être consulté en arabe, en français et en anglais.
spcp2012-16.ch	Site web du Programme suisse de coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest ; ce programme vise à accroître la coopération policière régionale dans les Balkans de l'Ouest au cours de la période 2012–2016 dans l'objectif de garantir une approche plus efficace s'agissant de la lutte contre la criminalité organisée et les autres formes graves de criminalité.



DCAF

un centre pour la sécurité,
le développement et
l'état de droit

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF) est une fondation internationale qui a pour mission d'aider la communauté internationale à mettre en œuvre la bonne gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Le Centre élabore des normes et des recommandations visant à encourager la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité. Il met au point des programmes d'assistance technique dont il supervise la gestion aux niveaux national et régional, et fournit des services de conseil pour les opérations sur le terrain en appui à des processus de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice conformément aux bonnes pratiques internationales.

www.dcaf.ch

DCAF Genève
Case postale 1360
CH-1211 Genève 1
Suisse

Tél: +41 (22) 741 77 00
Fax: +41 (22) 741 77 05

DCAF Bruxelles
Place du Congrès 1
1000 Bruxelles
Belgique

Tél: +32 (2) 229 39 66
Fax: +32 (2) 229 00 35

DCAF Ljubljana
Dunajska cesta 104
1000 Ljubljana
Slovénie

Tél: + 386 (3) 560 9 300
Fax: + 386 (3) 560 9 303

DCAF Ramallah
Rue Al-Maaref 34
Ramallah / Al-Bireh
Cisjordanie, Palestine

Tél: +972 (2) 295 6297
Fax: +972 (2) 295 6295

DCAF Tunis
Rue Ibn Zohr 14
1082 Tunis
Tunisie

Tél: +216 (71) 286 755
Fax: +216 (71) 286 865

DCAF Beyrouth
Gefinor Bloc C
Bureau 604,
Ras Beyrouth
Liban

Tél: +961 (1) 738 401
Fax: +961 (1) 738 402